

d'Lëtzebuurger **Land**

# REPO

Unabhängige Wochenzeitung für Politik,  
Wirtschaft und Kultur

#35 66. Jahrgang 30. August 2019



5 453000 174663



4,00€

## Nur noch eine Partei

Die Zusammenarbeit zwischen Martine Hansen und Patrick Engel beruht auf dem Eingeständnis: Die CSV ist eine Oppositionspartei

## Small kids yet big business

Dix ans après l'ouverture de la « boîte noire » du chèque-service accueil, le marché des crèches entame son virage vers la consolidation

## Les Casemates du XXI<sup>e</sup> siècle

La Ville de Luxembourg rénove ses parkings

Photo: Sven Becker

## Stranded assets : La Ville de Luxembourg rénove ses parkings

# Les Casemates du XXI<sup>e</sup> siècle

Bernard Thomas

**Taux d'occupation** La plupart des parkings de la Ville sont à moitié vides. Le 8 juillet, l'échevin de la Mobilité, Patrick Goldschmidt (DP), livrait au conseil communal les chiffres nus. Même aux heures de bureau, le Parking du Royal Hamilius n'atteint qu'un taux d'occupation de 26 pour cent. L'auto-proclamée « ultimate downtown experience » vient d'ailleurs de baisser ses prix, les alignant sur ceux des autres parkings du centre-ville. Le Parking Monterey n'est, quant à lui, rempli qu'à 62 pour cent. Dans le quartier de la Gare, le Parking du Fort Wedell est occupé à 51 pour cent, le Parking Nobilis à 65. En périphérie également, l'offre peine à trouver la demande : sept pour cent au Parking Place de l'Europe, 23 pour cent au Park & Ride du Stade, route d'Arlon.

Et encore, ces chiffres décrivent la situation aux heures de pointe, entre 9 et 16 heures. Considérés sur toute la journée, ces taux tombent partout en-dessous de la barre des cinquante pour cent. Quant aux petits parkings à Bonnevoie et au Limpertsberg, ils seraient « peu visités », « quasiment vides », estime Patrick Goldschmidt. Et cela malgré les prix « relativement sociaux » des abonnements réservés aux riverains. Les deux seuls parkings affichant régulièrement complets sont ceux de la Place du Théâtre et du Knuedler.

À chaque fois qu'un magasin multimarques ferme au centre-ville, la prétendue pénurie de parkings est mise en vitrine par les commerçants. Mais les statistiques pour les samedis donnent à voir une image plus nuancée : le Monterey est vide à 80 pour cent, le Royal Hamilius à 86 pour cent, le Rond-Point Schumann à 88 pour cent, la Place de l'Europe à 94 pour cent. De l'autre côté du pont Adolphe, sur la Place des Martyrs, le taux de vacance dépasse les 94 pour cent.

Plutôt que géographique, la distance est d'abord un facteur psychologique : « Quand j'explique aux commerçants que dans le quartier de la Gare des parkings sont vides, on me répond : 'Nos clients ne vont pas à la Gare.' » Goldschmidt craint que les plaintes des commerçants ne se transforment en prophétie auto-réalisatrice : « Plus ils tapent sur les parkings, plus les gens à travers le pays vont se dire qu'il est impossible de se garer en Ville... »

**« Die Parking-Frage soll privatwirtschaftlich gelöst werden. [...] Als öffentlicher Dienst kann dieser Sektor nicht betrachtet werden » (d'Land du 17.11.1972)**

L'échevin espère que les jeunes et les expatriés, qu'il pense être moins obsédés par la voiture, finissent par imposer une nouvelle culture de la mobilité. « Mais, ajoute-t-il, je ne veux pas envoyer le message que la Ville ne doit plus être accessible en voiture. » Goldschmidt dit en effet vouloir lutter contre les voitures occupant durant toute la journée une place dans un parking communal profitant ainsi des tarifs relativement bas (deux euros l'heure, contre six à Amsterdam, par exemple). Il veut favoriser le parking de courte durée, lié aux courses en Ville.

Le directeur d'Indigo Park, Gérard Jeitz (qui dans la vie civile est conseiller communal LSAP à Rumelange), relativise une partie des taux d'occupation

médiocres. Sur les 1 300 places du Parking Place de l'Europe – cinq étages souterrains entièrement financés par le Fonds Kirchberg – 900 seraient pris en abonnement par des banques, ministères et institutions européennes. Dans le Park & Ride du Stade, la moitié des emplacements seraient réservés aux abonnés. Il y a une demande pour plus d'abonnements, estime Gérard Jeitz. Mais sa firme, qui gère douze parkings pour le compte de la Ville, respecterait les consignes politiques : favoriser le parking de courte durée.

**Reconversions** Une fois accomplie la grande conversion aux transports publics et à la mobilité douce, que faire de ces baleines en béton ? On pourrait tirer un parallèle avec les Casemates. Avec le démantèlement de la forteresse et la fin de l'industrie militaire en 1867, ce réseau souterrain était devenu obsolète. Or, les anciennes chambres d'artillerie trouvaient rapidement de nouveaux usages économiques : la Fabrique de champagne E. Mercier y stockait ses bouteilles, un maraicher y cultivait des champignons. Et si les parkings seront un jour reconvertis en fermes verticales sous lampes LED ?

« Ok, c'est une question intéressante, mais elle ne s'est jamais posée, ni au conseil échevinal ni aux services, dit Patrick Goldschmidt. Pour la simple raison que la durée de vie d'un parking n'est que de trente à cinquante ans. » C'est que les parkings vieillissent mal. En partie à cause du salage des routes durant les mois d'hiver : le sel sur les pneus s'infiltre dans le béton, corrodant le métal.

**Coûts publics** Gérard Jeitz estime qu'une place de parking souterraine coûterait entre 35 000 et 40 000 euros à la construction. Pour la rénovation et extension du Parking Knuedler, le devis estimatif se montait à 37,4 millions d'euros. (Une rallonge budgétaire a depuis été votée.) « Pour seulement 200 places de parkings de plus, j'ai trouvé que c'était extrêmement cher, dit Goldschmidt. Si c'était à vendre, ce ne serait même pas rentable, du moins pas en emphytéose. » Pour les conseillers verts, ce fut une couleuvre à avaler. En juillet 2014, Fabiana Bartolozzi avouait ainsi qu'elle ne pouvait « que difficilement s'identifier avec le projet soumis » mais qu'en tant que membre de la

fraction verte, elle devrait respecter son « engagement » en faveur de l'accord de coalition.

Les parkings à étages construits rue Fischer et rue Neipperg à la fin des années 1970 ressemblaient à des bunkers. Leur aspect crasseux et glauque en fait un décor de film idéal. Ainsi, on retrouve le Parking Neipperg comme lieu de rendez-vous clandestin aussi bien dans *Doudege Wénkel* que dans *Bad Banks*. Sa rénovation est supposée « revaloriser » un quartier en train de se muter en nouveau « business district ». Les emplacements furent mis aux « normes actuelles », c'est à dire élargis à 2,50 mètres pour accommoder les 4x4. (Le nombre de places s'en est retrouvé réduit de 800 à 678.) Enrobé d'une nouvelle structure métallique, illuminé à la manière d'un Apple Store, le silo retapé aura coûté 21 millions d'euros. De nouveau, les Verts ont dû donner leur accord, le conseiller Carlo Back évoquant « un compromis avec lequel nous pouvons vivre ». Déi Lénk s'abstenait, leur conseiller Joel Delvaux expliquant qu'« on ne pouvait pas, du jour au lendemain, tout miser sur la mobilité douce ».

**Profits privés** Les parkings communaux sont gérés par deux sociétés aux capitaux principalement français : Indigo Park (anciennement Vinci Park) et Parkolux (anciennement Société parking Guillaume). Elles se rémunèrent en ponctionnant cinq pour cent des bénéfices générés par les parkings publics. Indigo et Parkolux se partagent le marché, chacun gérant une douzaine de parkings dans la capitale. C'est un business lucratif. En 2018, la Société du parking de l'avenue Monterey affiche un résultat de 600 000 euros (dont 450 000 distribués aux actionnaires). La Société du parking Guillaume a engrangé 350 000 euros de bénéfices (dont 260 000 versés comme dividendes). Quant à Indigo Park, le groupe affichait un résultat de 1,7 million d'euros pour 2017.

Quasiment tous les parkings de la capitale ont été financés par la commune ou le Fonds Kirchberg. En réalité, les pouvoirs publics auraient préféré un autre modèle : celui d'un financement, d'une construction et d'une exploitation privés. En 1972, le *Land* évoquait le « principe libéral sain » en matière de parkings : « Die Regierung weigert sich

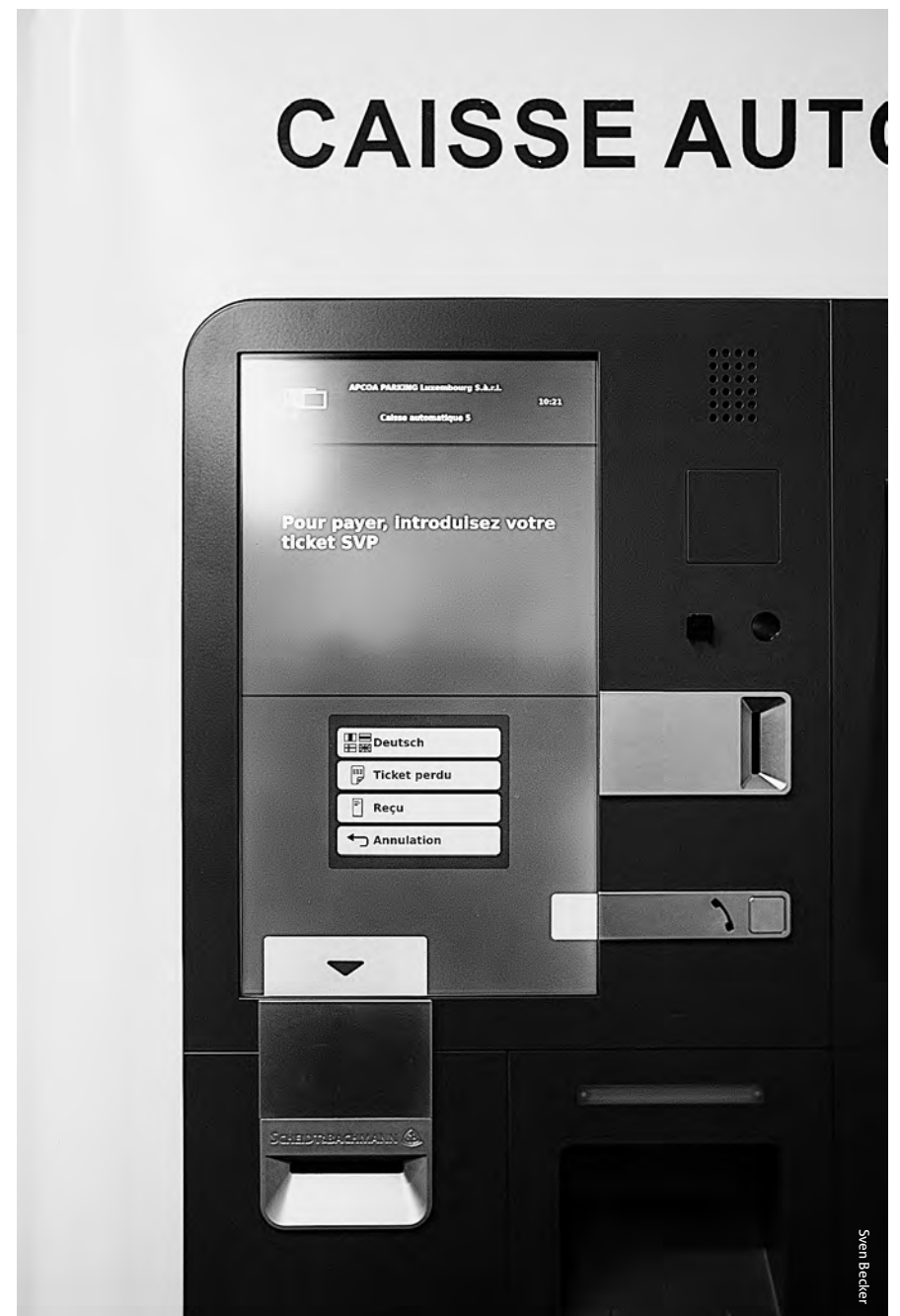
kategorisch [...] denjenigen Leuten, die unbedingt mit ihren Autos bis dicht an das Stadtzentrum heranfahren wollen, ein verdecktes Riesensubsid zu gewähren. Die Parking-Frage soll privatwirtschaftlich gelöst werden. [...] Als öffentlicher Dienst kann dieser Sektor nicht betrachtet werden. »

Mais lors des appels d'offres, la réticence des investisseurs à avancer les fonds devenait apparente. Cette frilosité du privé face au risque aura forcé la Ville et le Fonds Kirchberg à jouer au promoteur et à engager les deniers publics dans des opérations commerciales. Seulement trois des grands parkings ont été financés par des capitaux privées : Knuedler, Monterey et Royal Hamilius. Pour ces parkings, la commune a mis à disposition le terrain, l'exploitant futur prenant en charge le financement (même s'il pouvait compter sur une subvention) et la construction.

Créée en 1977, la Société du parking Guillaume SA rassemblera autour d'un bureau d'études en ingénierie parisien une flopée d'acteurs locaux, comme le patron de Lux TP, Jean Cazzaro, ou l'historique président de l'Union commerciale, Josy Welter. En 1978, la société anonyme lance une souscription et donne priorité aux personnes qui avaient signé une réservation d'achat pour un emplacement dans le futur parking. En 2009, après trente ans d'exploitation privée, celui-ci est retombé dans la propriété de la commune. En 2028, les derniers emplacements privés au Knuedler suivront.

Le Parking Monterey était financé par la Société du parking de l'avenue Monterey (dont l'acronyme officiel est Spam SA), un dérivé de la Société du Parking Guillaume. Créée en 1994, elle présentait une constellation actionnariale similaire, à la différence près que la Spuerkeess détenait un cinquième du capital. Spam SA aura le droit d'exploiter le parking de l'avenue Monterey jusqu'en 2031, et d'en garder l'intégralité des recettes (à moins qu'un certain seuil de rentabilité ne soit franchi, une redevance devra alors être reversée à la commune).

**77 500 euros** Goldschmidt est catégorique, la Ville ne mettra pas en vente des emplacements dans ses parkings, même si la demande reste forte. Selon



En 2018, la Société du parking Guillaume a engrangé 350 000 euros de bénéfices

une étude de l’Observatoire de l’habitat, les garages et places de parking souterraines étaient vendus en moyenne à 77 500 euros dans la capitale en 2017. Amplement commentée par la presse, l’annonce de vente sur *athome.lu* d’une place de parking au Royal Hamilius à hauteur de 210 000 euros aurait été un *fake*, nous assure le promoteur du projet immobilier Codic. Les 620 emplacements de parking du Royal Hamilius ne peuvent être vendus, à part ceux destinés aux futurs résidents des appartements de luxe.

La ville d’Amsterdam supprimera annuellement 1 500 places de parking, en ne renouvelant plus les permis de stationnement dans son centre historique. L’espace ainsi libéré devrait être utilisé pour élargir les trottoirs, créer des pistes cyclables et planter des arbres. En donnant le feu vert à 628 nouveaux emplacements au Royal Hamilius et à 268 stationnements supplémentaires au Knuelder, la commune incite les automobilistes à pousser jusqu’au cœur de la Ville. « Nous sommes la capitale, le siège administratif et judiciaire, tout le monde ne peut venir à vélo », expliquait récemment la bourgmestre Lydie Polfer (DP) au *Land*.

**Stellplatzschlüssel** Dans son projet de budget 2019, le conseil échevinal définit la rénovation et l’extension de parkings comme un moyen d’assurer « l’attractivité des surfaces de bureaux dans le futur ». Or, parmi les banques et institutions, les « établis » disposent d’un stock de parkings, héritage des années 1970-1990 lorsque la Ville n’imposait aucune limite. Mais également des buildings plus récents ont des réserves souterraines imposantes : les deux tours à l’entrée du Kirchberg cumulent 400 emplacements, la Chambre de commerce dispose de quelque 600 places. (Selon une estimation



Abyssal, le taux d’occupation du Parking Royal Hamilius se situe à 12,14 pour cent

approximative, le quartier du Kirchberg compterait d’environ 30 000 emplacements.)

La clé du nouveau PAG de la Ville de Luxembourg a créé de nouvelles réalités, en relevant les maxima : seulement une place de stationnement est désormais accordée pour 175 mètres carrés de surface construite brute. Les communes du *Speckgürtel* ont flairé l’opportunité, et tentent de concurrencer la capitale par des *Stellplatzschlüssel* ultra-libérales, promettant des parkings à gogo. Le nouveau PAG de la commune de Hesperange fixe ainsi sa clé à cin-

quante mètres carrés pour certaines zones d’activités. Ce n’est que sur les terrains situés entre Howald et le Ban de Gasperich, par lesquels devra un jour passer le tram, que la clé a été portée à 125.

Mais, avec un peu d’astuce, le *Stellplatzschlüssel* dans la capitale est facilement déjouable. Il suffit de construire quelques auditoriums et de les mettre « gracieusement à disposition des associations [...] pour l’organisation de manifestations à caractère culturel, scientifique ou philanthropique ». Car le nouveau PAG prévoit une place de stationnement

## Les communes du *Speckgürtel* tentent de concurrencer la capitale par des *Stellplatzschlüssel* ultra-libérales

par douze mètres carrés de surface exploitable de ces amphithéâtres ; ce qui explique leur pullulement au Kirchberg et au Ban de Gasperich.

**Hôtel PWC** Au sein des bureaux, le rationnement des places de parking a attisé les convoitises et jalousies, rendant nécessaire de nouveaux arrangements. En déménageant de Neudorf à la Cloche d’Or, Deloitte a vu le ratio parkings/employés « fortement baisser ». Le Big Four, qui loue des places de parkings supplémentaires sur la Cloche d’Or, ne souhaite pas communiquer de « détails » sur le su-

jet, mais assure que « tous nos collaborateurs ayant demandé une place de parking en location en ont obtenue ». La situation dans le nouveau quartier d’affaires est tendue ; d’autant plus qu’Auchan, peu enthousiaste à l’idée que ses 2 800 emplacements se fassent squatter, a fixé le tarif journalier de son parking au prix prohibitif de 49 euros.

À quelques pas de Deloitte, s’élève Crystal Park. Le siège de PWC compte 422 places de parkings pour 2 870 employés. (Le Big Four loue en outre 220 places au promoteur Flavio Becca sur un terrain vague avoisinant, en attendant que cette parcelle soit développée.) Cela pose quelques défis pour une firme dont, d’après une enquête de mobilité interne, 58,4 pour cent des employés se rendent au travail en voiture. La hiérarchie a fini par s’imposer : Les places de parking sont réservées en priorité aux directeurs et aux associés.

Dominique Laurent, ingénieur industriel de formation, est en charge de la logistique chez PWC. Il évoque la question de la mobilité comme un enjeu central pour « l’attraction et la rétention des talents » : « Les candidats expérimentés vont d’office nous demander une place de parking ». PWC aura testé toutes les pistes : application de covoiturage, promotion du télétravail, ouverture de bureaux-satellites à Oberpallen pour les employés vivant en région arlonaise et à Weiswampach pour ceux descendant tous les matins du pays de Liège. Le Big Four a même élaboré un projet pour un « centre de co-living » réservé aux jeunes recrues fraîchement sorties des universités. Or, il s’avérerait qu’un tel Hôtel PWC, truffé de chambres étudiantes mesurant chacune 18 mètres carrés, ne s’accordait pas avec le PAG.

### Glacis – Retour sur un siècle de projets urbanistiques avortés

# Amor vacui

En octobre 2016, la Commission d’aménagement (instituée auprès du ministère de l’Intérieur) publiait son avis sur le PAG de la Ville de Luxembourg. Elle y soulevait une question que personne ne voulait entendre : « Pourquoi ne pas entamer une réflexion urbanistique sur le site du Glacis, un terrain vague d’une moindre qualité et constituant une séparation assez prononcée du centre de la Ville et le quartier de Limpertsberg ». Après tout, le terrain appartient à l’État (sauf une petite partie, propriété de la commune), et sa situation est idéale : dans l’hyper-centre, en face d’un parc majestueux et disposant d’un arrêt de tram. Même en y construisant de manière très conservatrice (rez-de-chaussée plus deux étages), un Glacis urbanisé pourrait héberger quelque 1 200 personnes.

La réponse du collège échevinal fut négative : « Le site du Glacis représente le dernier grand espace libre au cœur de la ville permettant la tenue d’événements populaires de grande envergure, comme la ‘Schueberfouer’ en août de chaque année. [...] La Ville n’envisage pas de changement sur ce site ». Jusqu’au prochain PAG, donc durant probablement trois décennies encore, le Glacis restera un gigantesque parking. Il y a quelques semaines, la maire Lydie Polfer (DP) expliquait au *Land* que ce terrain, au-delà de la foire, avait son utilité : « Regardez le Limpertsberg avec toutes ses anciennes maisons construites sans garages : pour ses habitants, le Glacis est une solution. Sans parler de tous les employés qui travaillent allée Scheffer. »

Pourtant, des projets pour le Glacis, il y en a eu. En 1900, l’architecte de l’État, Charles Arendt, propose d’y construire une cathédrale dans le style néogothique. Ce lieu de pèlerinage, supposée accueillir plus de 3 000 croyants, devait trôner à la hauteur des avenues Pasteur et Hugo.

## « Pourquoi ne pas entamer une réflexion urbanistique sur le site du Glacis » (Commission d’aménagement, 2016)

En 1902, le plan Stübben évoque finalement peu le terrain vague, le classant « Champ des foires ». L’urbaniste colonais Joseph Stübben, qui restera comme l’homme qui a réussi l’avenue de la Liberté et l’allée Léopold Goebel, propose néanmoins de relier, par une large avenue métropolitaine et boisée, le Limpertsberg au centre-ville via le Glacis. Le conseil échevinal ne poursuit pas l’idée.

En 1929, le gouvernement décrète l’« urgence » de trouver un nouvel emplacement pour l’Athénée de Luxembourg, l’hygiène des locaux rue Notre Dame étant jugée « déplorable ». Une dizaine de lieux d’implantation sont discutés, dont le Plateau Saint-Esprit, le boulevard Royal et le Rousegärtchen. Et cela de manière étonnamment polémique, les syndicats d’initiatives locaux cherchant chacun à accueillir le lycée prestigieux. Le Glacis finira par être retenu. En 1937, à l’issue d’un « concours d’idées entre les architectes de nationalité luxembourgeoise », le projet assez terne de Hubert Schumacher est sélectionné, s’imposant contre des projets nettement plus Bauhaus. Le 29 mars 1940, l’acte de vente est signé pour un terrain situé derrière la Fondation Pescatore. L’invasion allemande du 10 mai met un terme abrupt au projet.

Au-début des années 1970, un déménagement de la Schueberfouer vers le Kirchberg est évoqué, mais le conseil échevinal ne pousse pas les réflexions plus loin. Toucher à la Schueberfouer est considéré comme un sacrilège, bien que son emplacement actuel au Glacis ne date que de 1890. Entre forains et commerçants, le Glacis reste un enjeu de tensions. En 1977, le *Courrier du commerce* se plaint de la Fouer qui bloquerait « leur » parking durant cinq à six semaines de l’année.

En 1975, le terrain vague, qui fonctionnait comme « geordnete Autodeponie », est aménagé en parking gratuit pour 1 200 emplacements. (« Vom Parking im Stadtpark geht vorläufig keine Rede mehr », écrit le *Land* en décembre 1974.) En 1983, voulant assainir les finances communales, la Ville rend le parking payant, ce qui provoque la naissance d’une éphémère « Biergerinitiativ Parking Glacis » qui récoltera 3 800 signatures.

En 1978, l’architecte Léon Krier présente *Luxembourg, Capital of Europe*, un « projet pour une ville en péril » financé par les Archives d’architecture moderne à Bruxelles. Le « masterplan » de Krier prévoit une urbanisation du Glacis qui préfigure le style ultra-classiciste de sa Cité judiciaire : tourelles, arènes, arcades. (Léon Krier, lui, se réfère à un « ordre architectural unifié » citant en exemples la rue de



Auto-tamponneuses sur la Schueberfouer

Rivoli et la Place Vendôme à Paris.) Les plans de Krier, perçus comme pures fantasmagories, atterrissent dans les archives.

En 1986, Daniel Miltgen, haut fonctionnaire au ministère du Logement, et Jean Hamilius Jr, économiste et fils du ministre libéral, cosignent une tribune libre au *Land* dans laquelle ils plaident pour une urbanisation du Glacis, ce non-lieu « wo die Öde einen virtuoson Ausdruck findet ». Celle-ci serait rendue nécessaire par les « vingt eurobanques » se cherchant une adresse prestigieuse. L’urbaniste, estimaient Miltgen et Hamilius, devrait se réinventer en « Produktmanager von Standorten ».

La pression exercée par la place financière rend le cas du Glacis d’autant plus intrigant. Le vide témoigne peut-être de la force de la Schueberfouer qui reste le seul événement réunissant toutes les classes sociales, toutes les nationalités, et ceci à l’échelle de la Grande Région. L’expulsion de la fête populaire vers les périphéries (Portes de Hollerich, par exemple) signifierait également une homogénéisation sociale du centre. Bernard Thomas



Leitartikel

# Selbstdemontage

Romain Hilgert

Vor wenigen Monaten jährte sich zum hundertsten Mal der von französischen Truppen und einigen opportunistischen Abgeordneten vereitelte Versuch, nach dem Ersten Weltkrieg die im In- und Ausland kompromittierte Monarchie abzusetzen und eine Republik unter Präsident Emile Servais auszurufen. Zum Jubiläum brachte sich der großherzogliche Hof wieder ins Gespräch, diesmal mit seiner Personalpolitik. Sein Verbrauch an Hofmarschällen und Vermögensverwaltern, schillernden Beratern, Köchinnen, Gärtnern, Fahrern, Zofen und Lakaien ist seit dem Thronwechsel vor zwei Jahrzehnten erschreckend hoch. Wer nicht kündigt oder entlassen wird, weil er in Ungnade gefallen ist, fällt monatelang wegen *Burn-out* aus, weil er oder sie nur kurze Zeit der noch etwas absolutistischen Willkür gewachsen ist.

Die überwältigende Mehrheit der Angestellten bei Hof wird aus der Staatskasse bezahlt, und das schlägt zunehmend ins Geld. Denn die Diskretion der geschassten Höflinge muss mit Verwaltungsposten oder Abgangsentschädigungen erkauft werden und ihre Nachfolger können angesichts des notorisch rauen Arbeitsklimas nur mit großzügigen Gehältern gelockt werden. Premierminister Xavier Bettel versuchte schon wiederholt, der großherzoglichen Familie einen moderneren Umgang mit

dem Personal nahezulegen, aber das brachte ihm bloß Anfeindungen der Großherzogin ein. Deshalb hat er nun einen Sondergesandten beauftragt, die Personalpolitik am Hof zu untersuchen. LSAP-Fraktionssprecher Alex Bodry kommt ihm zu Hilfe und will den Rechnungshof in das *Palais* schicken und die staatliche Finanzierung der Monarchie durch ein Gesetz regeln wie in Belgien und den Niederlanden. Vor vier Jahren hatte der Großherzog eine inzwischen wieder geschasste Unternehmensberaterin beauftragt, den Hofstaat wie ein Unternehmen umzuorganisieren. Das wäre zumindest die Gelegenheit gewesen, einen Personalausschuss wählen zu lassen, wie es sich laut Gesetz für ein Unternehmen mit hundert Beschäftigten gehört.

Nach 1919 kam es zu keinem weiteren Versuch, die Monarchie abzuschaffen, auch nicht am Ende des Zweiten Weltkriegs. Denn die Rechte setzt auf die Verbindung von Thron und Altar als Grundlage ihrer Herrschaft, wie sie der Heilige Melito von Sardes schon Kaiser Marcus Aurelius angeboten hatte. Die Linke schiebt die Frage der Staatsform auf, das heißt vor sich her als Nebenwiderspruch, wie Mao Tse-Tung in seiner Vorlesung *Über den Widerspruch* gesagt hätte. Und die Unternehmerverbände nennen den Erbgroßherzog zärtlich „Türöffner“ bei Prospektionsreisen.

Seither gilt es als abgemacht, dass die Monarchie sich im sozialpartnerschaftlich befriedeten Luxemburger Modell aller Voraussicht nach nur selbst abschaffen wird, so wie der Wahlmonarch Jean-Claude Juncker nur von sich selbst gestürzt werden konnte. Tatsächlich tun Großherzog Henri und Großherzogin Maria Teresa seit ihrem Amtsantritt ihr Möglichstes, um die Monarchie mit allerlei Geld- und Familiengeschichten zu diskreditieren und zu banalisieren.

Bis auch Frau F. aus Rümelingen und Herr M. aus Kautenbach merken, dass sie genauso um die Erbschaft oder mit der Stiefmutter streiten, von der Polizei verdächtigt werden, heiraten und sich scheiden lassen wie der Hochadel und folglich ebenso zum Staatsoberhaupt geeignet wären. Das nennt man dann Republik.

War die Überschwänglichkeit der rezenten Staatstrauer für Jean, den letzten laut Verfassung heiligen Großherzog, etwas Anderes als die Sehnsucht nach dem Ideal einer Monarchie, das unwiderbringlich verloren ist? Seit Jahren spricht sich bei Meinungsumfragen zur Staatsform ein höherer Anteil der Befragten für die Republik aus als beim Referendum im stürmischen Jahr 1919.

Der grüne Justizminister und Vizepremier Félix Braz erlitt am Donnerstag vergangener Woche während eines Ferienaufenthalts in einem belgischen Badeort einen lebensgefährlichen Herzinfarkt. Da der 53-Jährige weiterhin in intensiver ärztlicher Behandlung ist, übernahm sein Parteikollege, Verteidigungs-, Mobilitäts-, Bauten- und Minister für Innere Sicherheit, François Bausch, die Verantwortung auch für die laufenden Angelegenheiten im Justizministerium. Über die weitere Organisation der Regierungsgeschäfte soll das Kabinett am nächsten Freitag in seiner ersten Sitzung nach den Sommerferien entscheiden. rh.

Sven Becker



blog

Personalie

Wirtschaft

Soziales

Wirtschaft

Energie

Energie

Nico Schmit,

Europaabgeordneter (LSAP), zeigte sich nach seinen Vorstellungsgesprächen am Montag und Mittwoch bei der designierten Präsidentin der Europäischen Kommission, Ursula von der Leyen, in Brüssel zuversichtlich, dass er der nächsten Kommission angehören wird. Auch wenn die Regierung darauf verzichtet hatte, zusammen mit ihrem Kandidaten eine Kandidatin vorzuschlagen, wie es die ehemalige deutsche Verteidigungsministerin gewünscht hatte. Offen bleibt, welches Ressort der Luxemburger Kommissar erhalten wird. Ende nächsten Monats müssen sich die designierten Kommissare dann Anhörungen im Europaparlament stellen, bevor sie am 1. November ihre Ämter antreten können. rh.

Jean Asselborn,

Außenmnister (LSAP), kündigte nach seinen französischen und irischen Amtskollegen am Wochenende an, dass Luxemburg derzeit das Handelsabkommen zwischen der Europäischen Union und den südamerikanischen Mercosur-Staaten nicht unterzeichnen wolle. Grund seien die „dramatischen“ Brandrodungen im Amazonasbecken, der „Lunge des Planeten“, und die Weigerung Brasiliens, das Pariser Klimaschutzabkommen zu respektieren, auf das sich das Handelsabkommen ausdrücklich berufe. Deshalb wolle die Regierung demnächst beschließen, ihre Bereitschaft zur Unterzeichnung des Abkommens „auf Eis zu legen“. Das Abkommen wurde hierzulande vor allem von Bauern und Umweltschützern kritisiert. rh.

60-40

Sous le maire Henri Rinnen (DP), la commune de Weiswampach s'est transformée en Kirchberg du Nord, un point de chute pour capital belge (sous forme de sociétés boîtes-aux-lettres, puis de buildings de bureaux). Le référendum « consultatif » de dimanche dernier sur l'implantation d'un complexe hôtelier aux abords du lac communal aura porté sur cette croissance que beaucoup de *Wämper* ressentent comme écrasante. Sur les 839 bulletins valides, 494 (soixante pour cent) étaient négatifs, 328 (quarante pour cent) positifs. On peut s'étonner du nombre élevé de partisans du projet « Suneo Park » porté par le groupe belge Lamy. C'est peut-être lié au fait que, faute d'emplois dans la région, la population de Weiswampach s'était divisée par deux entre 1935 et 1975. Le maire, un ancien camionneur gardant des intérêts financiers dans plusieurs sociétés de transport, reste droit dans ses baskets. Il relativise le résultat électoral par des jeux arithmétiques et continue comme si de rien n'était. Rinnen est un survivant politique. Bien qu'il ait fini quatrième aux dernières élections communales, il avait réussi à rester maire. bt

216

Arcelor-Mittal veut supprimer 216 emplois dans ses usines à Belval et à Differdange au cours des cinq prochaines années. Mercredi après-midi, lors d'une réunion avec les représentants syndicaux, la direction a promis que la réduction des effectifs se passera sans licenciements, mais via des départs à la retraite, notamment anticipée. bt

Rentenrechte-Nachkauf

Seit der Scheidungsreform können aus dem gemeinsamen Güterstand der Eheleute nachträglich Rentenrechte für den Partner nachgekauft werden, der während der Ehe seine Berufstätigkeit reduziert oder aufgegeben hat. Die Höhe der Rechte wird anhand eines Referenzbetrags bestimmt, der sich aus der Differenz der Bruttoeinkünfte der Eheleute ergibt. Prinzipiell ist ein „rachat rétroactif“ schon seit 20 Jahren möglich. Als Einkünfte-Differenz zugrunde gelegt wird dabei das Äquivalent des einfachen oder des zweifachen Mindestlohns als Block. Diese „Granularität“ will die Regierung steigern und auch den anderthalb- und maximal den zweieinhalbfachen Mindestlohn heranziehen lassen. Die Handelskammer beklagt in ihrer Stellungnahme zu dem Verordnungsentwurf, dass die Regierung darin lapidar schreibt, „on peut admettre que la moyenne du revenu mis en compte pour l'achat rétroactif va légèrement augmenter“, statt den Kostenpunkt der Maßnahme für das Pensionssystem genauer zu schätzen. pf



85% de moins

L'annonce mercredi par RTL Group de la restructuration de son siège luxembourgeois a provoqué une petite cascade de communiqués et une grosse confusion. Dans une litote caractéristique de la communication d'entreprise, le groupe média a dans un premier temps évoqué sa volonté « d'explorer » comment certains postes pourraient être transférés à Cologne d'où RTL conduit ses activités allemandes. Le gouvernement a pris le relais et a révélé avoir demandé à RTL de négocier « un plan social » avec les représentants du personnel. Et c'est finalement l'OGBL qui a donné des chiffres. Le Corporate Centre (où l'on s'occupe de la stratégie, des affaires juridiques, de la trésorerie ou encore de la communication du groupe) emploiera à terme non plus cent personnes au Luxembourg, mais 35 à Cologne et quinze au Kirchberg, « ce qui signifie la suppression de 85 pour cent » des postes du RTL Group au Grand-Duché, lit-on dans le communiqué (demeurent les activités luxembourgeoises de télé et radio, réunies dans CLT-Ufa, ainsi que la diffusion de BCE qui ensemble emploient quelque 500 personnes). *Rtl.lu* (repris par *wort.lu*) évoque la réduction d'un tiers du département, lequel emploierait 190 personnes. Ce que la communication de RTL Group dément fermement. Contactés par *d'Land*, le commissaire du gouvernement près de CLT-Ufa Paul Konbruck et le président de CLT-Ufa Jean-Louis Schiltz préfèrent garder le silence alors que la question de l'avenir du siège de RTL Group au Luxembourg brûle toutes les lèvres. pso

Wieviel getankt wurde

Um rund sechs Prozent seien die Treibstoffverkäufe seit Anfang Mai gesunken, sagte Finanzminister Pierre Gramegna (DP) im Juli dem parlamentarischen Finanzausschuss. Die Akzisenerhöhung um ein Cent auf Benzin und zwei Cent auf Diesel zeige also Wirkung. Diese Woche wurde er auf eine parlamentarische Anfrage hin konkreter. Demnach lagen die Benzinkäufe im Mai vier Prozent unter denen vom Mai 2018, die Dieselsverkäufe sogar elf Prozent niedriger. Im Juni dagegen waren die von Benzin zehn Prozent höher als im Juni 2018, die von Diesel nahezu gleich hoch. Ein anderes Bild ergibt die Statec-Energiestatistik: Von dem für den „Tanktourismus“ besonders relevanten Diesel fiel im Mai vier Prozent mehr an – und nicht weniger – als im Vergleichsmonat des Vorjahrs. Im Juni dagegen waren es zwei Prozent weniger als im Juni 2018 und nicht fast genauso viel, wie laut den Angaben des Finanzministers. Die Dieselmenge im Juli – die der Statec schon kennt – lag wiederum fast fünf Prozent über der vom Juli 2018. Grund für die Differenzen dürfte sein, dass Gramegnas Zahlen auf den von der Zollverwaltung bei den Tankstellenbetreibern eingenommenen Akzisen basieren. Dagegen erfasst der Statec die Menge der nach Luxemburg importierten Treibstoffe. So dass es für politische Feststellungen über die Wirkung der kleinen Dieselsteuernerhöhung eigentlich noch zu früh ist. Aber andererseits wären politische Aussagen keine politischen Aussagen, wenn gewartet würde, bis der Trend klar ist. pf

Sehr schnell laden



Der Staat könnte die Einrichtung „superschneller“ Ladesäulen für Elektroautos bezuschussen. Das sieht Energieminister Claude Turmes (Grüne) in einer Änderung des Strommarktgesetzes vor. In den Genuss der Subvention kämen Firmen, die die Säule installieren, nach einer öffentlichen Ausschreibung. Die superschnellen Lademöglichkeiten sollen „punktuell“ die 800 Chargy-Säulen ergänzen, deren landesweiter Aufbau noch läuft. Während an den Chargy-Säulen jeder der beiden Ladepunkte maximal 22 Kilowatt Leistung bereitstellen kann, wären es an den superschnellen Säulen mit 150 Kilowatt sieben Mal so viel. pf

Nachtrag

Ihr zweites Koalitionsabkommen unterzeichneten DP, LSAP und Grüne am 29. November 2018 (*d'Land*, 23.8.2019).

## CSV im Wandel

# Nur noch eine Partei

Pol Schock

**Großmaul.** „Bréng mir w.e.g. eng gutt, kal Spruddeleg“, sagt Frank Engel zu seinem Assistenten. „Oder bréng der gläich zwou.“ Er zeigt auf die schwarze Couch in seinem Büro. Es befindet sich im fünften Stockwerk gleich unter dem Dachboden. Durch ein Fenster lassen sich die Schieferdächer der Oberstadt betrachten. An der Wand hängen drei Masken, die offensichtlich afrikanischen Ursprungs sind, in der Ecke steht eine mobile Klimaanlage. „Ein Hammerteil“, so Engel. „Wenn ich es starte, macht der Lärm hier alle verrückt.“

Der CSV-Parteipräsident ist sichtlich gelassen. Er hat guten Grund dazu. Das Sommerloch ist eine der wenigen Phasen, in denen die Nationalpolitik zur Ruhe kommt. Regierung, Parlament, Parteigremien, Medien – der ganze Politbetrieb steht auf Standby. Doch es gibt noch einen weiteren, einen triftigeren Grund für Engels Gelassenheit. Seit wenigen Wochen herrscht so etwas wie Normalität in seiner Partei.

Das galt lange unter Engel als undenkbar. Denn Engel war bereits angezählt, als er das Amt im Januar übernahm. Er setzte sich denkbar knapp gegen den Kontrahenten Serge Wilmes und den Missmut mancher Parteihonoratioren durch. Das „Großmaul aus Brüssel“ habe die Partei gekapert, so die Deutung mancher CSV-Granden. Und so folgte Anfang des Jahres eine mehrwöchige Posse zwischen Engel und seinen innerparteilichen Kontrahenten, die auch in der Öffentlichkeit ausgetragen wurde. Für manche war der Konflikt lediglich Ausdruck des desolaten Zustands der Partei. Die alte Dame der Luxemburger Politik, ewige Rekordwahlsiegerin, musste zum wiederholten Mal eine Wahlniederlage hinnehmen. Das traf die Partei nicht nur tief ins Mark, sondern besiegelte auch das Ende des CSV-Staats. Engel übt sich heute in Understatement, will die damalige Lage nicht überbewerten. Vieles sei „nur medial hochgekocht“ worden. „Die Partei lag nie in Trümmern.“ Tatsächlich aber gaben manche Journalisten und Parteimitglieder Engel lediglich sechs Monate. „Nach den Europawahlen ist er weg“, mutmaßte ein CSV-Fraktionsmitglied zu Beginn des Jahres.

Doch Engel blieb – trotz erneuter Wahlschlappe für die CSV. Die Partei verlor bei den Europawahlen im Mai nicht nur einen Sitz, sondern erhielt erstmals weniger Stimmen als die Demokratische Partei (DP). Mit seiner Liste aus Nobodys habe sich Engel „verpokert“, so das Urteil von Viviane Reding auf *Radio 100,7* im Juli. Die Schuldfrage war geklärt. Der Putsch blieb jedoch aus. „Aus Gründen des Selbsterhaltungsriebs“, so die Erklärung eines Engelkontrahenten. Niemand wollte das Wagnis eingehen, den unberechenbaren Präsidenten zu stürzen.

**Kontrahentin.** Für Fraktionspräsidentin Martine Hansen war der Engelsturz hingegen nie ein Thema. Die junge CSV-Liste trage zwar die Handschrift des Präsidenten, aber sie wurde vom ganzen Nationalkomitee verabschiedet. „Da steckten wir alle gemeinsam drin“, sagt Hansen.

Auch sie ist wie Engel eine Nutznießerin des Niedergangs der alten CSV. Am Tag nach den Nationalwahlen im vergangenen Herbst erhielt sie einen Anruf. „Willst Du nicht Parteipräsidentin werden?“, so das Angebot. Sie lehnte ab. Als Quereinsteigerin von Junckers Gnaden sah sie sich nicht in der Lage, die 10 000 Mitglieder der Volkspartei zu führen. Aber Hansen witterte dennoch den Karriereprung. Das Amt der Fraktionsvorsitzenden traue sie sich durchaus zu, so ihre Gegenofferte.

Hansen wurde nicht vorbehaltlos in ihr neues Amt gewählt, auch das hat sie mit Engel gemein. Als einzige Kandidatin für den Fraktionsvorsitz erhielt sie 15 Ja-Stimmen gegenüber drei Nein-Stimmen und drei Enthaltungen. Keine Position der Stärke, die es ihr erlauben würde,

## Die Zusammenarbeit zwischen Hansen und Engel beruht auf einem bedingungslosen Eingeständnis: Die CSV ist eine Oppositionspartei. Keine Regierungspartei „on hold“

den offenen Konflikt mit Engel zu suchen. Und so war sie eher darum bemüht, die Spannungen zwischen Fraktion und Parteipräsidenten wegzumoderieren. Es „menschelt“ halt in einer Volkspartei, so ihre besänftigenden Worte.

**Pakt.** Hansen bezeichnet ihr Verhältnis zu Engel als gut. Engel umgekehrt ebenso. Aber beide sagen auch: „Wir sind vollkommen unterschied-

liche Charaktere.“ Beste Freunde sind sie nicht. Doch sie sind eine Partnerschaft eingegangen – ein Zweckbündnis, um die jeweilige Position des anderen zu stabilisieren und vor allem die der CSV. Ihr Pakt beruht im Kern auf einem bedingungslosen Eingeständnis: Die CSV ist eine Oppositionspartei. Keine Regierungspartei „on hold“. Nicht staatstragender als die Dreierkoalition. Kein Wahlverein für Opportunisten.

Die Akzeptanz der Oppositionsrolle steht am Anfang der Zusammenarbeit von Hansen und Engel. Sie ist ein Bruch mit dem früheren Selbstverständnis der CSV und legt das Fundament für die neue Politik und den Stil der Volkspartei. Denn als führende Oppositionskraft habe die CSV auch als solche zu handeln, sagt Engel. „Wir müssen entlarven, was am Diskurs der Regierung nicht stimmt. Und wir müssen ein eigenes Projekt entwickeln.“

Während es mit dem Entwurf eines Gegenmodells noch hapert, scheint zumindest die Kritik der Regierungsarbeit zu funktionieren. Spätestens seit der EU-Wahlniederlage beschäftigt sich die CSV nicht mehr mit sich selbst, sondern richtet den kritischen Blick auf die Regierung. Er habe die CSV-Abgeordneten daran erinnert, so Engel, was die ehemalige Opposition der CSV als Regierungspartei stets vorgeworfen hat: die Arroganz der Macht. Mittlerweile könne man das gleiche von der

Dreierkoalition behaupten. Nach dem Motto: Die sind ja wie wir damals.

**Selbstbewusstsein.** Die Bejahung der Opposition befreit die Partei auch von Sünden der Vergangenheit. Denn während die ökolibérale Koalition in ihrer ersten Amtsperiode jede Kritik reflexartig konterte, indem sie die jahrzehntelange CSV-Politik als Quelle allen Übels brandmarkte, läuft diese rhetorische Taktik mittlerweile ins Leere. Das liegt daran, dass dieses Pingpong-Spiel sich nach sechs Jahren abgenutzt hat. Aber vor allem, weil die CSV nun zu ihren Fehlern steht: „Selbst, wenn einiges falsch war, was die CSV damals gemacht hat, ist das kein Grund, es heute weiterhin falsch zu machen“, so Engel.

Diese Haltung wird exemplarisch an der Affäre um die staatlichen Datenbanken deutlich. Die Minister Félix Braz und François Bausch bezeichneten die scheinlegale Existenz der personenbezogenen Register bei Justiz und Polizei noch als Erbe des CSV-Staats. Doch dieser Vorwurf prallte an den CSV-Abgeordneten ab und bekräftigte sie nach eigenen Angaben nur in ihrem Vorgehen: den Finger in die Wunde zu legen. Das schaukelte sich so weit hoch, bis schließlich die gesamte Opposition geschlossen den Plenarsaal verließ. Es ist bezeichnend, dass der frühere CSV-Fraktionspräsident Claude Wiseler sich als letztes CSV-Mitglied

von seinem Platz erhob. Eine vergleichbar spontane Aktion wäre unter seinem Vorsitz nur schwer denkbar gewesen. Und während die Regierungsparteien sich über die Nonchalance der Opposition ärgerte, zog diese aus der Aktion neues Selbstbewusstsein. „Wenn wir nur nach den Regeln der Regierung spielen müssen, dann ist letztlich doch nur alles Theater“, sagt Martine Hansen.

Ein zweites Beispiel, das den Status der CSV als Oppositionspartei untermauert, ist der Bruch in der Verfassungsfrage. Nach mehr als 15 Jahren hat sich die CSV kurzerhand vom Verfassungskonsens verabschiedet. Sie will sich den Prozess zu eigen machen und nicht nur Mehrheitslieferant für das Dreierbündnis sein. Will heißen: Die 21 CSV-Stimmen, ohne die eine Reform des Grundgesetzes aktuell nicht möglich ist, sind an neue Bedingungen geknüpft. Die Debatte soll geöffnet werden. Und zwar „tabulos“, so Engel. Was den Staat im Innersten zusammenhält – von Monarchie über Eigentums- und Gerechtigkeitsfragen hin zu Klimaneutralität –, alles soll neu und offen verhandelt werden. Zurück auf Los, ein Schreckensszenario für die Politiker der Dreierkoalition. Als „Ultimatum“ hat der Hüter der neuen Verfassung, Alex Bodry, diese Vorgehensweise bezeichnet. „Politik“, nennt es Frank Engel. „Ich habe nur das Offensichtliche ausgesprochen“, sagt er. Denn anders als es die Mehrheitsparteien darstellen wollten, sei der Prozess keinesfalls beendet. Premierminister Xavier Bettel habe doch den Stein ins Rollen gebracht, indem er per Brief die Positionen der Parteien zum Wahlsystem befragte. „Eine klare Verfassungsfrage.“

**Aufbruch.** Die Stimmung innerhalb der Partei ist deshalb trotz der Wahlenttäuschungen gut. Das sagen auch die beiden neuen stellvertretenden Generalsekretäre Kim Musel und Paul Galles. Beide sind vor kurzem an die Seite von Generalsekretär Félix Eyschen gestellt worden und sollen helfen, die CSV als Partei wieder attraktiv zu machen. Sie gehören zu einer Riege neuer CSV-Politiker, die das Profil der Partei der Mitte schärfen sollen. Kim Musel, die alle nur Kimi nennen, ist 27 Jahre alt, hat Management studiert und arbeitet beim Wirtschaftsprüferunternehmen Deloitte. Die Tochter einer LCGB-Aktivistin ist seit Jahren Mitglied der CSJ, steht der CSV-Denkplattform Dräkinneksgrupp nahe und nennt Klimafragen, Digitalisierung und Bildung ihre zentralen Anliegen. Paul Galles ist ehemaliger Pfarrer und seit Oktober CSV-Abgeordneter. Er ist ein Glücksgriff für die Partei: Galles ist charismatisch und stark verankert in der Zivilgesellschaft. Doch vor allem versöhnt er die angestaubten Ideen der C-Gruppe mit den aktuellen urbanen Bedürfnissen nach Klimaschutz, Nachhaltigkeit und Inklusion. Beide sollen dabei helfen, die CSV wieder für die Wählerschaft des urbanen Speckgürtels der Hauptstadt interessant zu machen, die der CSV abhandengekommen ist.

**Zeit.** Den beiden CSV-Spitzen Hansen und Engel spielt dabei in die Karten, dass sie über eine Ressource verfügen, die ihre Vorgänger nicht hatten: Zeit. Die nächsten Wahlen sind voraussichtlich erst im Superwahljahr 2023. In vier Jahren fallen Kommunal- (Frühling) und Nationalwahlen (Herbst) zusammen. Die Last des Erfolgsdrucks besteht erst einmal nicht. Oder wie Paul Galles es sagt: „Es entlastet, nicht mehr zeigen zu müssen, dass wir Bayern München sind.“ Wenn es nach Frank Engel geht, soll erst so spät wie möglich („am besten erst Anfang 2023“) geklärt werden, wer als Spitzenkandidat die Partei in die Wahlen führt. Alles andere sei kontraproduktiv. Für den Parteipräsidenten wird jedoch schon ein früheres Datum von Relevanz sein: 2021 wählt die CSV ihren Parteipräsidenten. „Kann sein, dass dann alles vorbei ist.“ Aber bis dahin will er die CSV mit Martine Hansen als schlagfertige Oppositionspartei geformt haben.



Frank Engel will die Frage des nächsten CSV-Spitzenkandidaten so lange wie möglich hinauszögern



Ein Glücksfall für die CSV: Paul Galles



Neue stellvertretende Generalsekretärin Kim Musel

Schloss Ansemburg

# Die Zerstörung der Vernunft

Romain Hilgert

Das knapp 60 Seelen zählende Dorf Ansemburg im Eischtal, zwischen saftig grünen Weiden und Wäldern, ist durch das imposante Barockschloss bekannt, mit seinen stattlichen Gebäuden, seinen gepflegten Gärten, blankgeputzten Skulpturen und munteren Springbrunnen. Am für Schaulustige großzügig geöffneten Tor wirbt ein Plakat für die *Journées du patrimoine* Ende nächsten Monats mit einer Ausstellung von Renaissance-Stichen aus einer belgischen Privatsammlung und einem Vortrag über „L’empreinte de la Renaissance depuis Leonard de Vinci“. Die Veranstaltung der „LH Europe-Grand-Château d’Ansembourg“ steht stolz „[s]ous le patronage du Ministère de la Culture“, wie es auf der Einladungskarte zur Vernissage am 19. September heißt.

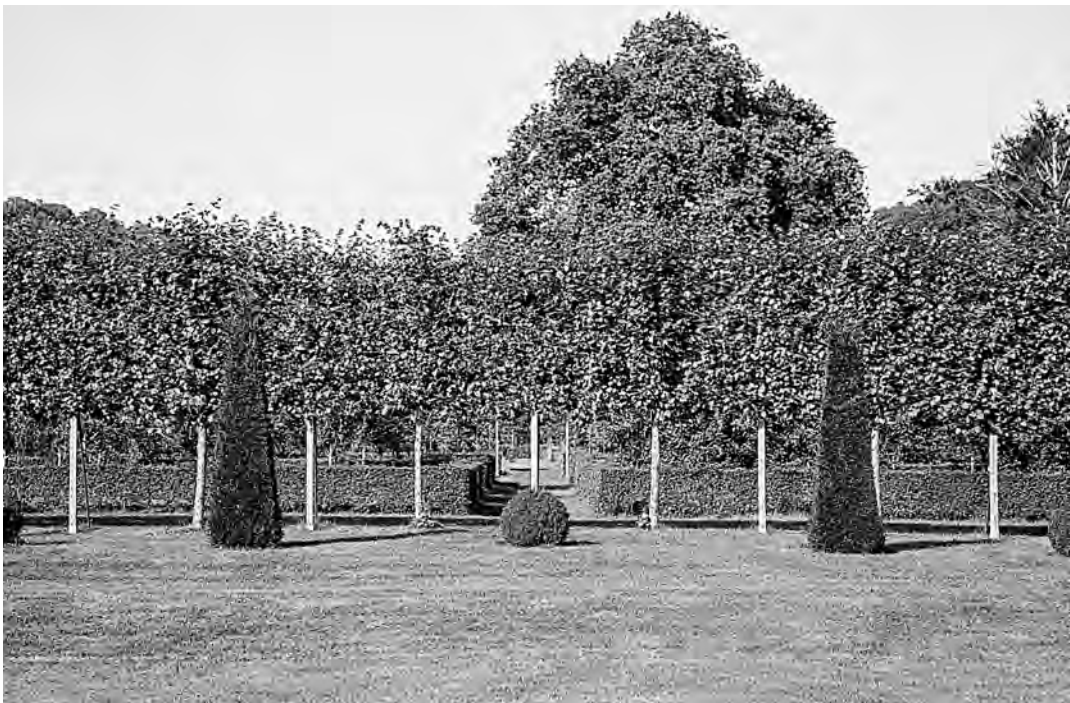
Die LH Europe, deren Veranstaltung die Schirmherrschaft des Kulturministeriums genießt, ist die Zentrale der japanischen Sekte Sûkyô Mahikari für Europa und Afrika. Ein Delegierter namens Lefebre der Generalversammlung des belgischen Sûkyô Mahikari a.s.b.l. hatte im Januar 1997 dem Ermittlungsausschuss des belgischen Parlaments (*Rapport au nom de la commission d’enquête*, 313/7-95/96, S. 262) erzählt: „En janvier 1987, le ‚Grand Château‘ d’Ansembourg fut acheté directement par la maison-mère de Sûkyô Mahikari au Japon“.

Der japanische Generalmajor a.D. Yoshikazu Okada (1901-1974) hatte nach einem Fiebertraum 1959 Sûkyô Mahikari gegründet und sich selbst Kôtama („Lichtkugel“) Okada genannt. Okada stammte aus einer wohlhabenden Offiziersfamilie und gehörte der kaiserlichen Garde an. Ein Jahrzehnt nach der Niederlage im Zweiten Weltkrieg, nachdem der Kaiser nicht mehr als Gottheit verehrt werden durfte und die Staatsreligion abgewirtschaftet hatte, trug Okadas Bewegung auch revanchistische Züge. Sie soll laut Zeugenaussagen vor dem Ermittlungsausschuss des belgischen Parlaments anfänglich den Gruß mit ausgestrecktem Arm und Hakenkreuze (S. 353) benutzt, aber rasch darauf verzichtet haben. Nach Okadas Tod stritten seine Erben jahrelang vor Gericht über seine Nachfolge.

Die Bewegung wirbt mit schintoistischen, budhistischen und christlichen Versatzstücken für die Ansicht, dass ein Gott die Welt und die Menschheit als deren Krönung erschaffen habe, und dass es neben der materiellen Existenz eine astrale und eine göttliche gebe. Im Laufe des 21. Jahrhunderts soll Gott die Welt mit Feuer reinigen, bis sie von den auserwählten Mahikari-Anhängern regiert werde.

Bis dahin veranstalten die Mahikari-Anhänger Sitzungen, in denen die Gläubigen das Licht der Wahrheit (japanisch: „Mahikari“) und geheime Amulette weitergereicht bekommen. Mittels Handauflegens soll das göttliche Licht sogar Krebskranke heilen. Mit Blick auf das Strafgesetz schließt die Sûkyô Mahikari G.D. de Luxembourg a.s.b.l. aber in Artikel zwei ihrer Satzung Wunderheilungen ausdrücklich aus.

Wie Mahikari-Sprecher Lefebre den belgischen Abgeordneten erklärte, „il fut décidé de créer une société anonyme distincte, L.H. Yokoshuppan Europe SA (devenue L.H. Europe SA), pour l’organisation matérielle du mouvement



Das denkmalgeschützte Schloss und seine Gärten, die Zentrale von Sûkyô Mahikari für Europa und Afrika

(gestion des bâtiments, publications, conférences,...). Le capital social, fixé au départ à 1,5 million de francs, est passé aujourd’hui à 3,5 millions de francs. Cette société, dont le siège social se trouve au château d’Ansembourg, est sous le contrôle de Sûkyô Mahikari“ (S. 263).

Der Ende März 2007 verstorbene Gaston de Marchant, Graf aus dem Geschlecht der Schmelzherren und Großgrundbesitzer von Ansemburg, war Mitbegründer und bis 1998 geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied der im Oktober 1986 gegründeten, L.H. Yoko Shuppan Europe S.A. Ihr Gesellschaftszweck ist laut Artikel vier der Statuten die Verbreitung von Schriften, die Veranstaltung von Seminaren und Begegnungen „avec ou sans restauration“, der Verkauf von Kultgegenständen, die Erziehung oder „toute autre activité pouvant servir à l’expansion de MAHIKARI dans le monde“.

Graf Gaston de Marchant äußerte sich zeitlebens nie öffentlich zu seiner Mitgliedschaft bei Sûkyô Mahikari. Der Ermittlungsausschuss des belgischen Parlaments schätzte, dass „le profil des membres recrutés soit celui de personnes précarisées, ayant rencontré des problèmes

sentimentaux ou autres. Ce sont apparemment souvent des personnes aisées sur le plan financier“ (S. 356).

Als Grund für den Verkauf des Schlosses nannte der Mahikari-Vertreter Lefebre dem Ermittlungsausschuss des belgische Parlaments, dass „le comte d’Ansembourg, membre du mouvement, n’était plus en mesure d’en assurer l’entretien“ (S. 262). Der Kurator einer Ausstellung zu Ehren des Grafen, Marc Schoellen, schrieb in einem Leserbrief, dass „l’État luxembourgeois s’est vu offrir le nouveau château pendant un quart de siècle et qu’il en a décliné l’offre malgré un prix honnête“ (*d’Land*, 27.5.2005).

Anfang der Achtzigerjahre sollte eine Gesellschaft Grand Château d’Ansembourg s.a. ein Luxushotel mit Golfclub in dem Schloss einrichten. Der Preis des Schlosses war dabei auf 50 Millionen Franken veranschlagt worden, Mahikari bezahlte laut Erkenntnissen des belgischen Ermittlungsausschusses schließlich 39 Millionen Franken (S. 149). Als 20 Jahre später der im alten Schloss oberhalb des Dorfes wohnende Graf mit Mahikari über den Verkauf weiterer Immobilien handelseinig wurde, hatten sich im Februar 2007 elf Bürgermeister des Kantons Mersch hilfesuchend an Kulturministerin Octavie Modert (CSV) gewandt, um das Geschäft zu verhindern.

Der damalige Schatzmeister und Sprecher von Mahikari in Belgien, De Groeve, wies die belgische Abgeordneten darauf hin, dass „les jardins ont été restaurés grâce à des subsides octroyés par la Commission européenne, ce projet ayant été sélectionné comme projet pilote de conservation du patrimoine architectural européen. Les frais liés à l’achat du terrain et des bâtiments, ainsi qu’à leur restauration ont été supportés par la maison-mère“ (S. 262).

„À partir de 1987“, so Lefebre, „les activités régionales pour l’Europe et l’Afrique se concentrent de plus en plus à Ansembourg [...],



## Im Sektenbericht des belgischen Parlaments wird Sûkyô Mahikari vorgeworfen, ihre gutgläubige Gefolgschaft auszunutzen, sie ihren Familien zu entfremden und ihre Gesundheit zu gefährden

le 11 juillet 1996, l’association internationale belge est mise en liquidation et les actifs et passifs sont transférés à la nouvelle ‚Association international Sûkyô Mahikari A.S.B.L.‘, fondée à Ansembourg le 9 juillet 1996, selon le droit luxembourgeois“.

In dem Sektenbericht des belgischen Parlaments wird Sûkyô Mahikari vorgeworfen, ihre gutgläubige Gefolgschaft auszunutzen, ihr neben Mitgliedsbeiträgen größere Opfergaben, Spenden von etwa zehn Prozent ihres Einkommens oder unentgeltliche Arbeit abzuverlangen. Mit autoritären und manipulativen Mitteln würden sie ihren Familien und ihrem gesellschaftlichen Umfeld entfremdet. Durch den Verzicht auf medizinische Behandlung zugunsten des Handauflegens brächten sie ihre Gesundheit in Gefahr. „Selon un témoin, il s’agirait d’une

des organisations sectaires les plus dangereuses dans notre pays“ (S. 353). „Selon deux témoins, les objectifs de Sûkyô Mahikari sont l’attrait de l’argent et une volonté expansionniste“ (S. 354).

„Un témoin affirme que les dirigeants de Sûkyô Mahikari tirent des bénéfices financiers importants de toutes ces opérations. L’installation du centre continental pour l’Europe et l’Afrique au Grand-Duché de Luxembourg, place financière importante, ne serait à cet égard pas un hasard. Selon un témoin, les investissements réalisés au Grand-Duché ont été réalisés avec les ‚dons‘ des adeptes“ (S. 357).

Während hierzulande die Geschäfte in den letzten Jahren langsamer liefen, expandierte die Ansemburger Zentrale für Europa und Afrika in einem Dutzend afrikanischer Länder. Am Ende des Geschäftsjahrs 2017 wies die Gesellschaft L.H. Europa nach einem Verlust von 26 585,25 Euro einen übertragenen Gewinn von 307 733,21 Euro und Rücklagen von 31 050,00 Euro aus; sie beschäftigte drei Angestellte.

Als Sûkyô Mahikari 1987 das Schloss erwarb, stellte der damalige Kulturminister Robert Krieps (LSAP) die Gebäude und die Gärten durch Regierungsbeschluss vom März 1988 unter Denkmalschutz. Seither legitimierte das Ministerium immer wieder Veranstaltungen von Mahikari in Ansemburg mit seiner Schirmherrschaft. Das ist offenbar eine Erkenntlichkeit für die Zusammenarbeit von Mahikari mit dem staatlichen Denkmalschutzdienst.

Denn ob LSAP-, CSV-, DP oder grüne Kulturminister, Trennung von Kirche und Staat hin oder her, ihr Kulturverständnis zielt stets darauf ab, zum Preis der Kompromittierung die Zerstörung der Steine zu verhindern. Als ob es nicht zuerst die Pflicht eines Kulturministers oder einer Kulturministerin sein müsste, gegen die laut György Lukács vom Irrationalismus ausgelöste Zerstörung der Vernunft zu kämpfen.



Einladung der Mahikari-Firma LH Europe unter der Schirmherrschaft des Kulturministeriums

Roumanie

# La Roumanie s’apprête à bannir Huawei



Grâce à la 5G, quantité d’objets qui font partie de notre vie quotidienne pourront être connectés à Internet

Mirel Bran

Vitesse de l’internet, nouvelles technologies, intelligence artificielle, ce sont les armes secrètes que la Roumanie s’apprête à utiliser pour faire un bond économique et rattraper la distance qui la sépare de l’Europe occidentale. Avec une armée d’informaticiens prêts à conquérir le monde digital, des réseaux de fibre optique performants et l’accès gratuit à internet à tous les coins de rue, la Roumanie n’a plus rien à voir avec le pays exsangue sorti de la dictature communiste en décembre 1989 après la chute du mur de Berlin. UiPath, la plus grande start-up d’intelligence artificielle au monde, est à l’origine une petite affaire lancée par une poignée d’informaticiens à Bucarest. Son slogan – « Un robot pour tous » – pourrait bientôt devenir une réalité.

Les Roumains sont fiers de leur percée dans le futur digital au point d’en faire un emblème de leur pays. Mais les contes de fée ne durent pas. Si la Roumanie était en 2018 le cinquième pays en termes de vitesse d’internet, elle n’est plus aujourd’hui que trente-huitième. Les Roumains découvrent une vérité simple : il est souvent plus difficile de rester au sommet que d’y arriver. Mais la cinquième génération de communications mobiles, la fameuse 5G, offre à ce pays ambitieux l’opportunité de se rattraper. Le 11 juin, Alexandru Popescu, le ministre roumain des communications, a annoncé le lancement officiel du premier réseau 5G à Bucarest. « Cette journée annonce un nouveau saut technologique, a-t-il déclaré. Nous avons la première connexion 5G qui nous permettra de créer un écosystème digital très compétitif. C’est l’atout dont la Roumanie veut se doter pour attirer les investissements étrangers et augmenter notre rendement économique. »

Comme d’autres pays qui s’apprêtent à ouvrir leur porte à la 5G, la Roumanie est face à un dilemme : jouer avec les Chinois ou avec les Américains ? Elle a tranché en faveur de ces-derniers

Le 20 juin, le gouvernement a annoncé sa stratégie pour implémenter cette nouvelle technologie. « Nous avons fait nos calculs, avait déclaré Sorin Grindeanu, président de l’Autorité nationale pour l’administration et la réglementation des communications. Nous comptons sur des milliards d’euros investis en Roumanie. La 5G est plus qu’une histoire de communication et son impact touche le secteur des services, du transport, de la santé et de l’agriculture. » D’après le gouvernement, la 5G va créer 250 000 emplois et générer dans un premier temps 4,7 milliards d’euros.

Mais qu’est-ce qui se cache derrière ce discours technique qui nous promet monts et merveilles ? Le passage de la 3G à la 4G a été un progrès en termes de vitesse de communication, mais il n’a pas vraiment

changé la structure des réseaux mobiles. Avec la 5G, c’est tout autre chose car le futur réseau aura une vitesse et un volume de données qui rendront le réseau mobile aussi performant qu’un réseau basé sur la fibre optique. La nouveauté apportée par la 5G s’appelle « Internet of Things » (IoT), en français IdO (Internet des objets). L’IdO permettra de connecter sur internet quantité d’objets qui font partie de notre vie quotidienne : frigidaire, machine à cuisiner, prises, grille-pain, chauffage, machine à laver, éclairage…

Ces machines qui font notre confort seront dotées de suffisamment d’intelligence pour s’autogérer via des applications que l’on aura programmées. Les voitures autonomes ne relèvent plus de la science-fiction, elles existent déjà et sont testées massivement. L’internet permettra aux objets qui nous entourent de se connecter sur des réseaux de plus en plus sophistiqués. Selon plusieurs études d’experts, plus de 150 milliards d’objets devraient se connecter entre eux d’ici 2025.

Les énormes profits qu’annoncent la 5G poussent les principaux acteurs économiques mondiaux à innover pour conquérir ce nouveau marché. Les plus en avance en la matière sont les Chinois et les Américains qui ont entamé une guerre froide dont l’objectif est de bloquer l’adversaire pour qu’il n’arrive pas le premier dans l’Eldorado digital du futur qu’est la 5G. Côté américain, on fait tout pour empêcher la compagnie chinoise Huawei de prendre la plus grosse part du gâteau.

À l’instar d’autres pays qui s’apprêtent à ouvrir leur porte à la nouvelle technologie, la Roumanie est

face à un dilemme : jouer avec les Chinois ou avec les Américains ? La question a été tranchée lors de la rencontre du président Klaus Iohannis avec Donald Trump qui a eu lieu le 21 août à Washington. « Nous voulons éviter les risques pour la sécurité que présentent les investissements chinois dans les réseaux de télécommunications 5G », peut-on lire dans l’accord signé par les deux chefs d’État.

Washington accuse Huawei de travailler avec les autorités chinoises et craint que les équipements de la compagnie chinoise permettent à Pékin d’espionner les communications des pays qui les utiliseront. Les États-Unis ont exclu Huawei du

déploiement de la 5G sur leur sol, et interdit aux institutions publiques d’acheter ses produits et services. Donald Trump tente de convaincre ses alliés européens d’en faire autant. Et la Roumanie a dit « oui » à la demande américaine. Selon la Commission européenne, les États membres de l’Union européenne ont le droit d’interdire l’accès sur leurs marchés de sociétés qui peuvent porter atteinte à la sécurité nationale. Le président Iohannis a annoncé qu’il convoquera bientôt le Conseil supérieur de la défense afin d’interdire l’accès à Huawei sur le marché roumain. En matière de défense la relation roumano-américaine fonctionne à merveille.

Deutschland

## Neue Mischungen

Martin Theobald

Am 9. November jährt sich zum 30. Mal der Fall der Berliner Mauer. Zeiten, an die man sich in Deutschland gerne erinnert. An die Wende in Ostdeutschland im Herbst 1989. Der nationale Taumel. Der Untergang der DDR, einer Diktatur, ein Staat, der sich einmauerte, mit Selbstschussanlagen an den Grenzen. Genau dieser Staat war in den vergangenen Wochen der Wahlkampfschlager in Brandenburg, Sachsen und Thüringen, wo in den kommenden Wochen Landtagswahlen stattfinden. Für die Landtage in Dresden und Potsdam an diesem Wochenende, in Erfurt Ende Oktober.

Das Stimmungsbild: In Sachsen liegt nach aktuellen Umfragen die CDU vorne mit 29 Prozent, was ein Minus von zehn Prozent gegenüber der Wahl von 2014 ausmacht. Es folgt die AfD mit 25 Prozent, die Linke mit 15 Prozent, Grüne mit elf und SPD mit acht. Derzeit ist unklar, ob die FDP die Fünf-Prozent-Hürde überspringen und in den Dresdner Landtag einziehen wird. Beim nördlichen Nachbarn Brandenburg liegen AfD und SPD mit jeweils 21 Prozent gleichauf, es folgen CDU, Linke und Grüne mit jeweils um die 15 Prozent. Auch hier ist noch nicht sicher, ob die FDP und die Freien Wähler im nächsten Landtag vertreten sein werden. Sollte dies so sein, dann wird die derzeitige Rot-rot-grüne Regierungskoalition in Potsdam keine Mehrheit mehr haben.

So beginnen ungeahnte Farbenspiele: Die CDU in Brandenburg zeigt sich etwa offen für eine Koalition mit den Linken. Ingo Senftleben, Spitzenkandidat der dortigen CDU, erklärte in einem Interview mit *Focus Online*: „Ich strebe keine Koalition mit den Linken an. Ich sehe es aber realistisch: In einer Demokratie muss man ein Stück Gesprächsbereit bleiben.“ Die Linke sei „in Teilen genauso radikal, wie es die AfD ist“, so Senftleben. Zu akzeptieren sei aber, dass die Partei in mehreren Bundesländern Verantwortung übernommen habe; in Brandenburg etwa schon seit zehn Jahren. Die Linke habe „auch nicht alles verkehrt gemacht. Es zählt für mich, was wir in den nächsten fünf Jahren für Brandenburg erreichen wollen.“ Ein Bündnis mit der AfD schloss er hingegen aus: „Es gibt keine Koalition mit der AfD. Punkt.“

Die AfD bediente den Mythos DDR am perfektesten

Die AfD bediente den Mythos DDR am perfektesten. Einerseits als nostalgischen Anknüpfung für die eigene Biografie, in dem etwa die jeweiligen Wahlkreis-Kandidaten mit einem Trabbi oder einem „QEK Aero“ vorgefahren kamen. Was Erinnerungen weckte, denn dies war ein seinerzeit begehrter Wohnwagen aus dem VEB Stahl- und Walzwerk Hennigsdorf. Andererseits wurde die DDR als abschreckendes Beispiel strapaziert. Dazu wurde beispielsweise über die sozialen Netzwerke die Verschwörung verbreitet, dass alle etablierten Parteien sich auf einen einzigen Direktkandidaten geeinigt hätten, um so Stimmen zu bündeln und den Kandidaten der AfD zu verhindern. Auch wenn die anderen Parteien dies dementieren und die Kandidaturen der Parteien offensichtlich waren, blieb die Assoziation zu den Blockparteien mit Einheitslisten im DDR-System.

Doch die AfD leistete sich auch ein veritables Eigentor, in dem sie die Bewerberliste für den Landtag nicht ordnungsgemäß aufstellte, wurde die Hälfte der Kandidaten nicht anerkannt und nur 30 Bewerberinnen und Bewerber für die rechtspopulistische Partei zugelassen. In der Konsequenz kann das bedeuten, dass die AfD – die sich umgehend abermals zum Opfer einer weiteren Verschwörung stilisierte – am Sonntag einen veritablen Sieg einfahren wird, dann aber nicht alle Mandate besetzen kann. Der Erfolg der AfD fußt auch darauf, dass sich kein politisches Gremium an eine Bestandsaufnahme wagt über das, was in den dreißig Jahren seit dem Fall der Berliner Mauer gut gelaufen ist und woran der Vereinigungsprozess gescheitert ist. Ein uner-schöpflicher Quell für die AfD zur Konstruktion von Opfer-Mythen.

Ob die Grünen an ihren Erfolg von der Europawahl im Mai anknüpfen kann, wird sich zeigen müssen. Ostdeutschland war für die Partei von jeher ein schwieriges Pflaster. Die Partei konnte mit ihrer Agenda selten überzeugen. Der Ausstieg aus der Kohleverstromung wird den Grünen als Manko, Unkenntnis von ostdeutschen Wirtschaftsstrukturen und Klimawandelhörigkeit zugeschrieben; die nun zugesagten Fördergelder in Milliardenhöhe, die in der kommenden Dekade die Folgen des Ausstiegs abmildern soll, sind noch nicht greifbar. Doch das Wahlkampfgeschenk der Berliner Regierungsparteien auch an die beiden Kohleländer Brandenburg und Sachsen hat einen Haken: Es fehlt das Gesetz zum Kohleausstieg selbst. Derzeit verhandelt der Bund noch mit den Energiekonzernen, welches Kraftwerk wann vom Netz gehen soll. Und dann ist da noch die SPD: Am Sonntag endet die Bewerbungsfrist für den oder die Chefessal der Partei.

## Plus de hauteur

Découvrez le Lëtzebuurger Land en vous abonnant gratuitement durant un mois.

land@land.lu  
www.land.lu  
téléphone 485757-1



Derrière la candeur enfantine, les froides mécaniques économiques et financières

# Small kids yet big business

Pierre Sorlud

D'ici 2021, quasiment 60 000 enfants bénéficieront du chèque-service accueil (CSA), répond ce lundi le ministre de l'Éducation Claude Meisch (DP) à une question du député Marc Goergen (Piraten) sur les structures d'accueil pour enfants. Le chiffre rassemble ici l'ensemble des zéro-douze ans concernés par la mesure sociale, mais à son instauration il y a tout juste dix ans, le chèque-service a surtout démocratisé l'accès à l'éducation préscolaire et violemment stimulé le marché des crèches. « Une explosion de l'offre privée » ou « un tournant fondamental », ont écrit les chercheurs de l'Université de Luxembourg dans ce qui demeure, depuis 2016, l'étude référence sur le secteur<sup>1</sup>. Ils l'ont titrée: « Ouverture d'une boîte noire ». « Opérant dans une niche économique au bord de l'illégalité, l'accueil des enfants de moins de quatre ans dans des structures privées constitue aujourd'hui un élément indispensable dans le système luxembourgeois d'éducation et d'accueil extra-scolaire, sans lequel le Luxembourg n'aurait pu atteindre les objectifs de Barcelone de l'Union européenne », y est-il détaillé avec référence aux engagements de 2002 sur la mise en place de structures d'accueil pour 2010.

## RTLisation de l'éducation

En 2009, le gouvernement Juncker (CSV) - Asselborn (LSAP) instaurait l'aide financière aux parents pour assurer la garde de leurs bambins, de zéro à douze ans, sous conditions de ressources. Avant cela, ils couvraient eux-mêmes les frais de crèche. Ceux-là grimpaient jusqu'à 1 500 euros et les établissements restaient fréquentés par les classes sociales supérieures. Mais on pouvait parler de marché. Celui-ci est dorénavant sponsorisé. Les opérateurs privés bénéficient indirectement d'un financement public. Selon la terminologie du sociologue danois Gosta Esping-Andersen, le Luxembourg se classe parmi les États-Providence conservateurs. Les prestations sociales sont gérées par le secteur privé, mais sont réglementées et financées par l'État. À l'instar du contrat de concession pour le service public télévisuel confié à RTL.

En 2009, le pays comptait 113 « services d'éducation et d'accueil » (SEA) commerciaux. Le terme bureaucratique désigne tout à la fois les maisons relais, les foyers de jour et les crèches, mais ces dernières en constituent la majorité. Le nombre de « SEA » privées, donc non conventionnées, a quasiment quadruplé depuis. Fin 2018, le ministère de l'Éducation en recensait 441. Via le CSA, elles coûtent 165 millions d'euros à l'État. Le nombre de structures financées par les fonds publics, celles dites conventionnées, a lui seulement crû de seize pour cent en dix ans. Il est passé de 350 unités à 407. Fin 2018, ces crèches publiques coûtaient 237 millions d'euros à l'État. Or, deux tiers des enfants non encore scolarisés sont pris

## Des règles ont grippé le jeu et des opérateurs sont sortis de leur réserve

en charge dans des structures privées appartenant au secteur non conventionné.

« La tendance à la *marketization* de l'accueil de jour des enfants ne constitue pas un phénomène purement économique, mais bien aussi à un développement sociopolitique », font valoir les chercheurs de l'Université. L'objectif du CSA était effectivement louable. Il devait créer les conditions pour que les parents d'enfants exposés à un risque de pauvreté et d'exclusion puissent poursuivre une activité rémunérée. Le résultat a été loué. Il y a tout juste un an, le Statec, titrait « les chèques-services accueil réduisent le taux de pauvreté de 16,5 pour cent à 14,9 pour cent. Au début de ce mois d'août, le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research, le Liser, faisait savoir que l'introduction de la mesure avait permis d'accroître de quatre à sept pour cent l'emploi des femmes au Grand-Duché. « Le chèque-service est une bonne chose pour les familles qui ont eu accès aux crèches et ont ainsi eu la possibilité de consacrer aussi du temps à leurs activités professionnelles », témoignait en 2015 dans *Paperjam* Béatrice Martin, fondatrice (en 1994) de Kids Care. Elle critiquait alors aussi à demi-mot le *quantitative educative easing* de 2009. « Dans les conditions telles qu'opérées, le chèque-service a ouvert la boîte de Pandore pour laisser la place à des acteurs qui n'avaient ni la compétence ni la volonté de bien faire leur travail ».

## Marché à Colin-Maillard

Les recherches sur le *for-profit care* luxembourgeois relèvent que dans les pays au marché de l'accueil libéral comme l'Angleterre, les Pays-Bas ou l'Australie, les sociétés ont la réputation de « ne guère se soucier de pédagogie et de vouloir réaliser avant tout des bénéfices ». Ils s'abstiennent de tout jugement de valeur sur les acteurs locaux et se contentent de ranger les différents entrepreneurs des structures collectives d'éducation et d'accueil dans une typologie. L'immense majorité des prestataires, découvrent-ils en 2016, sont des petites organisations, des « initiatives individuelles et des *short tail companies* ». Mais ces structures étaient déconsidérées politiquement et pendant des années, l'État n'a pas cherché à se renseigner sur leurs pratiques. Étrangement, ni le Statec

ni le ministère de l'Éducation ne publient ni ne collectent d'indicateurs chiffrés sur le marché (emploi, chiffre d'affaires, etc.). C'est avancer les yeux bandés sur un terrain miné.

La chasse aux données opérée par nos soins auprès du registre de commerce révèle des différences notables en matière de bénéfices réalisés selon la taille des sociétés. Les résultats nets annuels d'établissements exploités sur base individuelle comme Gekko (Cappellen), Mes premiers pas (Luxembourg), Crèche an Hennessen (à Liefrange), King Arthur's Castle (Mersch) ou Zavanouille (Oberpallen) oscillent autour de zéro. Ils ne dépassent jamais les 100 000 euros de profit ou de perte. Les crèches regroupées dans des réseaux tels Sim Sala Bim (Merl, Frisange, Bonnevoie), Villa Wichtel (Belval, Dudelange, Hosingen, Junglinster), La Luciole (Luxembourg et périphérie) ou Crèches Sunflower Montessori (autour du Findel notamment) tirent clairement leur épingle du jeu et réalisent régulièrement des profits de plusieurs centaines de milliers d'euros. La diversité des lieux répartit le risque. Une certaine masse critique (en sus d'un éventuel positionnement qualitatif ou d'une certaine agressivité tarifaire) permet de mutualiser des compétences (gérance, psychothérapie, entretien, etc) sur plusieurs sites ou d'optimiser l'utilisation des ressources en fonction des besoins sur les différents emplacements.

*Size matters.* Certes. Mais pas seulement. La règle du triple L qui prévaut dans l'immobilier, *location, location, location*, marche aussi pour les crèches. Elle tient cependant à un savant calcul entre proximité d'un bassin de population, densité de bureaux et relative paix commerciale. Le gestionnaire se fixe un taux de remplissage qui lui assure la rentabilité. Les recettes jouissent, elles, d'une certaine prévisibilité. Le chèque-service garantit un revenu de six euros par heure par enfant (maximum fixé selon les conditions de ressources). Les crèches ont calqué leur tarification sur ce chiffre, à quelques dizaines de centimes près.

De nouvelles règles ont cependant grippé le jeu. Si bien que les opérateurs, plutôt discrets jusqu'alors, sont sortis de leur réserve. Une poignée s'est d'abord réunie, en 2013, au sein de la Felsea (Fédération luxembourgeoise des services d'éducation et d'accueil pour enfants) pour discuter de la préparation d'un règlement puis pour repousser ses délais d'application. Le texte qui impose notamment plus de surface et plus de personnel par enfant n'est entré en application, du fait de deux reports, qu'au 16 juillet dernier.

« Plus de qualité, c'est très bien », réagit Dennis Kirps, « créchiste » (il revendique la paternité du terme) à la tête du réseau Kiddies. Ce banquier reconverti dans le

*early childhood care* a très spontanément réagi à notre sollicitation. Tout cela a un coût. Celui-ci met la rentabilité des petites crèches en péril, explique-t-il. Car le prix horaire reste indexé au chèque-service, qui lui ne bouge plus. « Les gens croient que les crèches sont une mine d'or, mais il ne me reste jamais assez pour payer mon personnel. » Si bien qu'il constate un *turn-over* spectaculaire en la matière. L'initiative *Staark Kanner* mise en œuvre en octobre 2017 a accentué les dégâts selon l'intéressé. La mesure de Claude Meisch garantit la gratuité des vingt premières heures de crèche (dont le tarif est plafonné), l'apprentissage du français et du luxembourgeois dans chaque établissement (ou tout le moins un contact approfondi avec ces deux langues), ainsi qu'un personnel encadrant mieux formé. « Le poste salaires a augmenté de vingt pour cent sur deux ans », s'empare M. Kirps. « Je ne suis pas un restaurant qui peut sortir une table et augmenter mon chiffre d'affaires d'autant, car les places en crèche sont limitées », conteste-t-il encore. Dans un entretien au *Lëtzebuurger Journal* en mai 2018, la présidente de la Felsea Maria Castrovinci soulignait déjà le problème de coût du personnel: « On est dans une phase très difficile. Les prochaines années vont être très dures » pour une partie des crèches.

Des « créchistes » dénoncent ou concèdent des abus comme la facturation d'heures non prestées. « Certains déclarent même leurs propres enfants alors qu'ils sont déjà scolarisés », s'offusque Dennis Kirps. « On nous force presque à être malhonnête (...) alors que nous on veut que les parents aient pleine confiance quand ils déposent leurs enfants le matin. » S'il pense que la majorité de la profession exerce son métier dans les cadres de la loi, il regrette aussi le flegme du ministère de tutelle dans l'application des textes.

## Des nounours pour seuls jouets

Or, il s'avère que les ouailles de Claude Meisch sévissent. Selon un document consulté par le *Land*, le ministère de l'Éducation a retiré en juillet l'agrément à une crèche du Sud-Est du pays pour notamment défaut de matériel pédagogique, « des nounours comme seuls jouets » pour les enfants de moins de deux ans, pour délabrement des locaux, « des murs sales dépourvus de décoration », et un jardin non mis à disposition à cause « d'une invasion de taupes ». Contactée, la signataire de la suspension (contestée devant le tribunal administratif) Christiane Meyer, indique que des contrôles qualité, annoncés ou inopinés, sont organisés « depuis deux ou trois ans » dans le cadre de la loi. « La mesure est assez jeune, mais il y a pas mal d'avertissement et de mises en demeure », informe la conseillère de direction première classe au département « Enfance et jeunesse ». « Avant de retirer l'agrément, on donne la chance de trouver des solu-

tions », dit-elle. Au final, « on a retiré un agrément en 2018 et un en 2019 ».

Par contre si les enfants sont en danger, « cela va très vite », dit-elle. Le dernier exemple en date remonte à 2017, à Bous. La police de Grevenmacher avait été chargée d'enquêter sur des « agissements pouvant affecter le bien-être des enfants », avait informé l'institution judiciaire. L'instruction est arrivée à son terme, mais la chambre du conseil, qui doit donner suite judiciaire ou non, ne s'est pas encore prononcée, nous informe le Parquet ce mercredi.

## Optimisation

Comme sur d'autres pans économiques, une augmentation des coûts non compensée par une hausse équivalente des recettes conduit, sinon à la faillite, à des regroupements. Les « conventionnés », souvent régis en Asbl, bénéficient du soutien financier et moral de l'État, mais encore faut-il que les communes mettent des lieux à disposition. « On avait besoin du non conventionné pour ouvrir les places nécessaires, mais on serait contents si les administrations communales investissaient davantage pour l'accueil des enfants », lâche Christiane Meyer. « Les Croix Rouge, Arcus ou Babilou n'ont plus qu'à regarder les pommes tomber », assène Dennis Kirps, ancien banquier fataliste croyant ici en la théorie *du too big to fail, too small to survive*.

Car, oui, Babilou, le leader français du marché a fait son entrée au Grand-Duché en 2017 à pas de loup et sans que personne ne crie gare, ce malgré sa gigantesque envergure : 10 000 collaborateurs répartis dans onze pays. Il a procédé en rachetant, pour 5,7 millions d'euros, la filiale enfance du groupe Lavorel au Luxembourg qui elle même avait repris dans les mois précédents les crèches Kids Care, Ribambelle et Villa Wichtel. Babilou (baptisée comme tel depuis juin dernier au Luxembourg à la place de Lavorel Kids & Baby) emploie aujourd'hui 340 personnes et accueille 1 200 enfants dans ses 25 structures, détaille son département communication. Elle devient de fait le plus gros acteur commercial local. À côté de ses activités crèche qu'elle entend développer à coups d'acquisitions, Babilou déroule les opérations financières. La holding luxembourgeoise a racheté ses filiales au Luxembourg, au Moyen-Orient et en Asie grâce à un prêt souscrit auprès de sa maison-mère française... qu'elle remboursera dans les années à venir au moyen des profits générés ci et là. Le marché de l'enfance c'est une question de valeurs, à de multiples égards.

L'étude parue en juin 2016 a été menée par Michael-Sebastian Honig, Anett Schmitz, Malou Wagner et Martine Wiltzius dans le cadre du programme « Doing Quality in Commercial Childcare ».

## Dix ans après l'ouverture de la « boîte noire » du chèque-service accueil, le marché des crèches entame son virage vers la consolidation

## Glyphosatverbot, Bio-Aktionsplan, Klimaschutz: In den nächsten Monaten dürfte über die Landwirtschaft diskutiert werden. Der Fräie Lëtzebuenger Bauereverband warnt vor „zu viel Ideologie“

# Fragen über Fragen

Peter Feist

Wenn Landwirte und die Vertreter ihrer Verbände öffentlich auftreten, hat das immer was. Dann geht es gewöhnlich um Politik, aber es berichten bodenständige und zugleich gewitzte Leute auch, wie sie mit den täglichen Fährnissen von Wind und Wetter umgehen, bald mit Hagelschlag, bald mit Trockenheit. Davon, dass ihr Beruf immer bürokratischer werde, von Vorschriften eingezwängt, dass das Geldverdienen nicht leicht sei und der Öffentlichkeit immer weniger bewusst, woher das Essen auf dem Teller kommt.

Doch irgendwie kommt der Bauer doch mit all dem klar. Auch mit Glyphosat etwa, laut Weltgesundheitsorganisation „wahrscheinlich krebserregend“ für den Menschen. „Ach“, sagt Aloyse Marx, „dass das kein Weihwasser ist, wissen wir. Aber solange man es nicht direkt trinkt, ist es nicht so schlimm.“ Marx ist Präsident des Fräie Lëtzebuenger Bauereverband, und als die Spitze des FLB am Dienstag eine Pressekonferenz über „Herausforderungen und Irrwege“ in der Luxemburger Landwirtschaft gab, war das eine Gelegenheit, bei der bodenständige und gewitzte Leute Maß an der Politik nahmen. Die ist dem FLB „zu ideologisch“ und zu sehr auf PR-Effekte aus. Ähnlich wie Greta Thunberg, meinte Marx, die am Dienstag noch auf dem großen Wasser Richtung New York unterwegs war.

In den nächsten Monaten dürften die Diskussionen um die Landwirtschaft zunehmen. Einerseits des Klimaschutzes wegen: Bis Jahresende muss die Regierung die Endfassung des Luxemburger Energie- und Klimaplan an die EU-Kommission schicken, in dem Sektor für Sektor aufgeschlüsselt wird, wie der jeweilige Beitrag zur Treibhausgas-Reduktion bis 2030 aussehen soll; darunter der der Landwirtschaft. Die Hitzewellen der letzten Wochen, unter denen gerade die Landwirtschaft noch immer leidet, machen die Thematik brisant. Abgesehen davon stehen im Koalitionsvertrag der zweiten DP-LSAP-Grüne-Regierung aber noch mindestens zwei andere Vorhaben, die bei den Bauernverbänden – nicht nur beim FLB – für Erregung sorgen: Ende 2020 soll der Einsatz von Glyphosat in Luxemburg verboten werden. Und ein Aktionsplan soll zeigen, wie sich bis 2025 der Anteil der Biolandbau-Fläche auf 20 Prozent steigern lassen soll. Zurzeit liegt er bei etwas über drei Prozent, und das schon seit Jahren.

Dass mit der Landwirtschaft über diese Vorhaben bisher zu wenig oder noch gar nicht gesprochen wurde, ist der Hauptvorwurf des FLB. Über das Glyphosatverbot, klagte Aloyse Marx am Dienstag, habe sein Verband im Februar um ein Treffen mit Landwirtschaftsminister Romain Schneider (LSAP) gebeten und einen Fragenkatalog beigefügt. Das Ministerium habe einen Termin im Mai vorgeschlagen, der ausgerechnet in die Zeit fiel, in der die Bauern ihre Futtersilos füllen. Die Bitte um einen Ersatztermin sei bis heute ohne Antwort geblieben. „Wir wollen uns an der Suche nach Lösungswegen beteiligen“, betonte Marx. Die Landwirtschaft sei „bereit, sich fundamental in Frage zu stellen“. Womit der Vorwurf in erster Linie an das Landwirtschaftsministerium geht, das nicht schnell genug mit Vorschlägen herausrücke, wie erreicht werden soll, was im Koalitionsvertrag steht.

„Ideologisch“ ist davon aber am ehesten das Glyphosatverbot. Vermutlich wäre es nicht zum Regierungsvorhaben geworden, hätten bei den Kammerwahlen vergangenen Oktober die Grünen nicht derart viel hinzugewonnen, dass sie eine weitere Runde „Gambia“ ermöglichen. Schon die vorige Regierung hatte sich damit beschäftigt, doch der damalige Landwirtschaftsminister Fernand Etgen (DP) plante nur ein Verbot glyphosathaltiger Produkte für „Amateur-Anwender“. Im professionellen Bereich sei das nicht möglich, weil die Zulassung von Glyphosat als Grundsubstanz 2017 in der EU für weitere fünf Jahre verlängert worden war (*d'Land*, 26.10.2018). Daran kann auch Etgens Nachfolger Schneider nicht vorbei. Der einzige Ausweg: Sämtliche glyphosathaltigen Produkte verbieten, denn die EU lässt nur den Grundstoff zu, über die Produkte entscheiden die Mitgliedstaaten. Doch in der Glyphosatdebatte, die international geführt wird, kommt auch zur Sprache, was für Folgen es hätte, wenn auf das verbreitetste Breitband-Herbizid verzichtet würde: Es gibt Studien, die sagen, entfele Glyphosat zur Vorbereitung der Saatbetten von Wintergetreide und Raps, würden die Landwirte ihre Felder voraussichtlich nicht nur stärker pflügen und auf selektivere Herbizide umsteigen. Weil es dennoch zu Ertragsverlusten kommen dürfte, müsste im Gegenzug die Anbaufläche so stark vergrößert werden, dass das zu höheren Treibhausgasemissionen aus dem Agrarsektor führen werde.

Über solche Zusammenhänge sprach der FLB am Dienstag. Hielt der Regierung vor, Alternativ-Herbizide „kennen wir keine“, also müsse wohl mehr gepflügt werden. Dann aber nehme die Boden-erosion zu, die man eigentlich eindämmen will, und beim Pflügen werde Stickstoff im Boden „mineralisiert“, der, können die Pflanzen ihn nicht absorbieren, in die Wasserläufe geschwemmt



Ein Maisfeld dieser Tage. Den Landwirten macht der heiße Sommer zu schaffen

werde. Will man das? Und stimmt es, dass der Verzicht auf Glyphosat nur durch einen Aufschlag auf die Beihilfen pro Hektar kompensiert werden soll, weil im kleinen Land mit dem knappen Boden eine Ausweitung der Nutzfläche schwer ist? Ist das die ganze Ausstiegsstrategie?

Äußert der FLB sich zu solchen Themen, ist das insofern bemerkenswert, weil bei ihm traditionell große Milchbetriebe Mitglied sind, der hierzulande wichtigste Agrarzweig also. Innovatives Gedankengut wird im Fräie Lëtzebuenger Bauereverband ebenfalls immer wieder gewälzt; FLB-Landwirte waren zum Beispiel die ersten, die in Luxemburg Biogasanlagen installierten. Weil der FLB in den Siebzigerjahren aus einer Opposition zur damals alles dominierenden Bauernzentrale und ihren Verarbeitungskonzern Cepal entstand, und weil das viel zu tun hatte mit dem Streit um die Führung der Luxlait-Molkereigenossenschaft und die Verarbeitung der Milch, sind unter den FLB-Mitgliedern viele Milchproduzenten, die an die Molkerei des Arla-Food-Konzerns in der Eifel liefern. In ihm ist die frühere Milch-Union Hocheifel aufgegangen. Arla Food, obwohl eine Genossenschaft, ist multi-

national zusammengesetzt und auf dem Weltmarkt tätig. Womit gerade Milchbauern, die an sie liefern, auf Wachstum zielen und entsprechend investiert haben.

Am Dienstag kam das auch zur Sprache. Denn wenn es zum Beispiel Zusammenhänge gibt zwischen einem Glyphosateinsatz, der höhere Erträge erlaubt, und den Wirtschaftlichkeitsaussichten für Bauernbetriebe in dem kleinen Land, wo die knappen Agrarflächen vielfach der Spekulation unterliegen, dann ist, wer in diesem Kontext agieren muss, skeptisch gegenüber „mehr Bio“ und dem Ziel, die Biofläche innerhalb von sechs Jahren fast zu versiebenfachen. Mag das auch eine Idee sein, die aus der Arbeitsgruppe „Food“ zum Rifkin-Bericht stammt, die in aller Vertraulichkeit auch mit Vertretern der konventionellen Landwirtschaft diskutiert wurde und die ihr am Ende zustimmten: „Mehr Bio“ stehe und falle in Luxemburg mit dem Absatz der Produkte, betonte der FLB.

Keineswegs zu Unrecht. Denn die Rifkin-These, angesichts der im Schnitt hohen Kaufkraft hierzulande müsse Luxemburg ein Bio-Dorado sein, wird bisher vor allem durch Importware bestätigt.

### 20 Prozent Bio-Anteil in nur sechs Jahren? Da müssten Vermarktungsstrukturen her. Ideen dazu gebe es erst „ganz wenige“

Auch Luxemburger Biobauern produzieren viel Milch. Doch die 2016 in Betrieb genommene Bio-Molkerei der Bio-Genossenschaft Biog exportiert mehr als die Hälfte der angelieferten Milch unverarbeitet ins Ausland, weil sie sich in Luxemburg nicht absetzen lässt (*d'Land*, 24.5.2019). Die Weiterverarbeitung zu höherwertigen Produkten im Land selbst existiert zwar, aber auf „artisanaler“ Ebene. Es fehlt an kritischen Massen, wie so oft, und im Preis können Luxemburger Produkte gegenüber Importen schwer mithalten.

„Wir haben im Landwirtschaftsministerium nachgefragt, wie der Absatz von Bioprodukten gefördert werden soll“, sagte Louis Boonen vom FLB am Dienstag. „Dazu gibt es bisher ganz wenig Ideen.“ Wie der FLB die Sache sieht, reicht es nicht, an Biobauern mehr Beihilfen zu verteilen. Bezuschussen könne man die Ausgabe von Bio-Essen in Schulkantinen oder Maisons relais. Abgesehen davon aber müsse „der Markt spielen, sonst machen wir uns etwas vor“. Dass so wenig Landwirte interessiert sind, auf „Bio“ überzugehen, liege nicht zuletzt daran, dass im konventionellen Bereich für Milch und Fleisch gut etablierte Verarbeitungsstrukturen existieren. Deshalb reiche die Luxemburger Produktion von Milch mit einem Äquivalent von 1,6 Millionen Verbrauchern und die von Rindfleisch mit 700 000 über die Selbstversorgung hinaus. Bei Obst und Gemüse betrage der Selbstversorgungsgrad dagegen nur rund vier Prozent, doch um ihn zu steigern, sei die Qualität der Böden nicht überall gut genug.

Was in der Endkonsequenz heißt, dass der Markt heimischen Biobauern ein Einkommen ermöglichen muss, dass nicht allein durch Beihilfen getragen ist. Weil das schwer zu haben sein wird, wäre dem FLB lieber, dass eine „Nachhaltigkeitsstrategie“ ausgearbeitet würde, die alle Problemfelder aufgreift, vom Spritzmitteleinsatz bis hin zum Klimaschutzbeitrag des Agrarsektors, und in der ein „Monitoring“ stattfände, in dem jeder Betrieb auf seine Inputs und Outputs hin analysiert und anschließend optimiert würde. Die dazu nötigen Instrumente seien da; es bleibe lediglich politisch zu entscheiden, sie zu nutzen.

Ob das mehr als eine Art Vorschlag zur Güte wäre, fragt sich aber. Politisch liefe dieser Ansatz darauf hinaus, die Idee des „Integrierten Landbaus“ wiederzubeleben, den CSV-Landwirtschaftsminister schon vor zwei Jahrzehnten gut fanden: Die „Optimierung“ würde dafür sorgen, den Chemie- und Energieeinsatz so weit wie möglich zu senken. Von Biolandwirtschaft zu sprechen, sollte sich damit erübrigen; Biobauern hätten die Optimierung lediglich besonders weit getrieben. Doch unter den Luxemburger Gegebenheiten sah das so aus, als sollte die Optimierung die Landwirte nicht übermäßig unter Druck setzen. Wie das Absatzmöglichkeiten heimischer Produkte verbessern kann, die im Hochlohnland unter hohem Kostendruck entstehen und der Preiskonkurrenz von Importen ausgesetzt sind, wäre die spannende Frage.

Eine ganz schlüssige Antwort darauf scheint auch der FLB nicht zu haben; von ihm hieß es am Dienstag nur, vermutlich würden künftig „die Verbraucher immer mehr zertifizierte Lebensmittel nachfragen“. Woraufhin man auf den radikalen Gedanken kommen kann, die heimische Agrarbranche komplett auf „Bio“ umzustellen – nicht erst 2050, wie das im Rifkin-Bericht steht und im Koalitionsvertrag als politisches Langfristbekenntnis, sondern so schnell wie möglich. Mit vereinten Kräften aller, Verarbeitungs- und Vermarktungsstrategie inklusive. Der Agronom und frühere Generalsekretär des Herdbuchverbands, Jean Stoll, hatte vor zwei Jahren in diese Richtung argumentiert (*d'Land*, 1.7.2016).

Tatsächlich sind schon 20 Prozent viel verlangt. Was auch daran liegt, dass in Richtung Weltmarkt orientierte Milchproduzenten entsprechend investiert und sich damit für Jahre festgelegt haben. „So schnell umsteuern geht nicht“, hieß es vom FLB am Dienstag. Auch wenn das bedeutet, dass in der Zwischenzeit ein Großteil der guten Luxemburger Milch als Pulver nach China oder Saudi-Arabien gebracht wird.

Die Aussicht auf „Libra“ befeuert die Diskussion über digitale Zentralbank-Währungen

# Sicheres Geld für alle?



Solidität, Seriosität, Prosperität: vielversprechende historische Bank-Fassade in Stockholm

Martin Ebner

Vielleicht sollte doch mal jemand den Leuten erklären, was Geld ist und wie es gemacht wird. Selbst gestandene Staatsmänner outen da ihre Ahnungslosigkeit. Mitte Juli bramarbasierte der deutsche Finanzminister Olaf Scholz: „Die Herausgabe einer Währung gehört nicht in die Hände eines Privatunternehmens, denn sie ist ein Kernelement staatlicher Souveränität.“ Ähnlich konfus reagierten auch andere Politiker auf die Ankündigung des Libra-Konsortiums, einer Initiative von Facebook, ab 2020 digitales Geld anzubieten.

Dabei ist Geldschöpfung schon seit Jahrzehnten Privatsache: Das dominierende Giralgeld wird von Geschäftsbanken durch Kreditvergabe geschaffen; den staatlichen Zentralbanken bleiben nur kümmerliche Reste, das heißt Bargeld und Zentralbank-Reserven. Elektronisches Geld aber kann heute prinzipiell jeder weltweit in Umlauf bringen – die Frage ist bloß, ob man dafür Vertrauen findet, beziehungsweise ob Regierungen das verhindern können.

Was wird aus der Fiktion, der Staat kontrolliere das Geldwesen, wenn die „Libra“ – bei zwei Milliarden Facebook-Nutzern kaum zu ignorieren – weniger praktische Währungen ersetzt? Zunächst nur Weichgeld wie Griwna, Bolivar oder türkische Lira, später vielleicht auch Euro und Dollar?

Bedrängt von Kryptowährungen und Internetkonzernen überlegen jetzt immer mehr Zentralbanken, selbst staatliches Digitalgeld auszugeben, sozusagen Cyber-Cash. Dabei wird auch diskutiert,

ob weiterhin nur Banken bei der Zentralbank ein staatlich garantiertes Konto eröffnen können – oder ob alle Bürger Zugang zu „sicherer“ Geldaufbewahrung erhalten sollen.

Laut einer Umfrage der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich (BIZ), die im Januar 2019 veröffentlicht wurde, beschäftigen sich rund 30 Zentralbanken mit Central Bank Digital Currencies (CBDC). Bereits fünf Zentralbanken haben dazu Pilotprojekte gestartet. In Uruguay zum Beispiel wurden ab November 2017 testweise ein halbes Jahr lang 20 Millionen e-Pesos in Umlauf gebracht. An *dinero electrónico* tüftelt auch Ecuador. Am weitesten sind die Pläne in Schweden.

Vor zwei Jahren hatte die BIZ selbst ihren Mitgliedern empfohlen, CBDC zu prüfen: Da elektronische Zahlungen zunehmend Bargeld verdrängen, würden Notenbanken ihren einzigen direkten Kontakt zu den Bürgern verlieren – und die Bürger hätten nur noch Forderungen und Verbindlichkeiten gegenüber privaten Banken. CBDC und allgemein zugängliche Zentralbank-Konten könnten in Krisen stabilisierend wirken. Weitere mögliche Vorteile seien Fälschungssicherheit, effizientere Zahlungssysteme und die Transparenz aller Zahlungen.

Mittlerweile scheint die virtuelle Zukunft im Basler BIZ-Turm skeptischer gesehen zu werden. BIZ-Generaldirektor Agustín Carstens versucht, die Bitcoin-Konkurrenz als „Kombination aus Spekulationsblase, Schneeballsystem und Umweltkatast-

## Die Schwedische Riksbank gab 1661 die ersten Banknoten aus. Jetzt könnte die älteste Zentralbank der Welt wieder Vorreiter werden: Im Frühjahr 2017 startete sie das Projekt „e-Krona“

rophe“ madig zu machen. Zu CBDC unkt die BIZ: Das Risiko von Bank-Runs könnte steigen, denn Haushalte könnten in großem Stil versuchen, ihre Ersparnisse als Digitalgeld in Sicherheit zu bringen. Kommerziellen Kreditgebern könnten Einlagen fehlen. Außerdem sei der Schutz von Daten und Privatsphäre problematisch.

Die amerikanische FED und die Schweizer SNB, beide vor allem Großbanken verpflichtet, planen vorerst keine CBDC. Erfrischend ehrlich warnte Jens Weidmann, der Chef der Deutschen Bundesbank, im Mai in einer Rede vor „möglicherweise gravierenden Auswirkungen“: Mit einer „zusätzlichen, sehr liquiden und sicheren Anlagealternative“ könnten „sowohl ‚Flucht in Sicherheit‘ im Allgemeinen als auch ein digitaler Bank-Run im Speziellen schneller und in größerem Umfang ablaufen als in der Vergangenheit“. CBDC könnten die „Finanzstabilität“ gefährden und „die Geschäftsmodelle von Banken und die Intermediation auf Finanzmärkten grundlegend verändern“. Auf Deutsch: ohne Zwang würde kein Sparer mehr sein Geld den Banken anvertrauen. Wenn es sicheres digitales Zentralbankgeld für alle gäbe, hätten Politiker und Steuerzahler wohl kaum noch Lust, Spekulant zu retten.

Andere Zentralbanken geben sich bürgernäher. Am 15. Juni informierte in Stockholm die Konferenz „The Future of Money. Central Bank Digital Currencies and Beyond“ zum Stand der Dinge. Organisiert wurde das Experten-Treffen von Positiva Pengar aus Schweden und Monetative aus

Deutschland, also von zwei Vollgeld-Initiativen für staatliches elektronisches Geld.

Miguel Fernández Ordóñez, Ex-Chef der spanischen Zentralbank, warb in Stockholm für CBDC: Die fehlende Trennung von Geld und kommerziellen Bankaktivitäten mache das Geld fragil, die Banken ineffizient. Wenn der Staat das Geld registriere und schöpfe und notfalls auch die Zahlungsinfrastruktur bereitstelle, könne Banking wie jede andere Branche liberalisiert werden: Die „Mega-Privilegien“, aber auch die „sowjetähnliche Hyperregulierung“ der Banken könnten dann aufgegeben werden. Bail-outs würden unnötig: „Wir brauchen Banking, aber nicht unbedingt Banken.“ Der Übergang zu CBDC müsse allerdings sorgfältig geplant werden und brauche Zeit, auch damit sich neue Wettbewerber entwickeln könnten.

Schnellen Bedarf sieht die Schwedische Riksbank, erläuterte Carl-Andreas Claussen, ihr Senior-Advisor: In Schweden ist Bargeld marginalisiert, sein Nominalwert erreicht nur noch 1 Prozent des Bruttoinlandsprodukts (in der Euro-Zone noch über 10 Prozent). Je mehr Stellen Münzen und Scheine ablehnen, desto geringer wird der Nutzen: „Das passiert einfach. Wir haben nie bewusst entschieden, Bargeld aufzugeben.“ Diese Entwicklung werfe Fragen auf: Darf eine öffentliche Funktion privaten Banken überlassen werden? Was passiert bei Stromausfall, Hacker-Angriffen oder im Kriegsfall? Können Behinderte die Zahlungs-App „Swish“ nutzen? Oder auch philosophische Überlegungen: „Was habe ich eigentlich auf der Bank? Was ist eine Schwedische Krone, wenn es keine Krone mehr gibt?“

Sveriges Riksbank gab 1661 die ersten Banknoten aus. Jetzt könnte die älteste Zentralbank der Welt wieder Vorreiter werden: Im Frühjahr 2017 startete sie das Projekt „e-Krona“. Zunächst wurden rechtliche Voraussetzungen und mögliche Konsequenzen analysiert. Beim Parlament beantragte die Riksbank, das „Konzept des gesetzlichen Zahlungsmittels zu überarbeiten“. Wie im Rest Europas gilt in Schweden rechtlich nur Bargeld als echtes Geld. Die Riksbank plädiert dafür, das „technisch neutral“ zu formulieren – so dass auch elektronisches Geld „legal tender“ werden kann.

„Wir denken nicht an einen Ersatz von Bargeld oder Bankeinlagen, sondern an eine Ergänzung“, erklärte Claussen. Die e-Krona soll in Schwedischen Kronen dominiert sein und als Anspruch gegenüber der Riksbank den öffentlichen Zugang zu sicherem Zentralbank-Geld garantieren. Für Kleinbeträge könnte eine anonyme Zahlungsmöglichkeit angeboten werden. Die Technologie sei noch ungeklärt: aufladbare Karte, App, Token, Blockchain oder etwas anderes? „Ab Herbst werden wir eine Plattform für Zahlungen mit e-Krona testen“, kündigte Claussen an. Über die Einführung müsse dann die Politik entscheiden, denn das sei „eine große Frage für die ganze Gesellschaft“.

Auf der Konferenz warnte Jón Helgi Egilsson, ehemaliger Zentralbanker in Island und nun Fintech-Unternehmer, der Staat solle nicht bestimmte Technologien oder Geschäftsmodelle vorschreiben. In einigen Ländern, zum Beispiel Großbritannien, Litauen und Lettland, könnten Elektronische Geld-Institute bereits heute Kundeneinlagen bei der Zentralbank deponieren – das komme CBDC sehr nahe und verringere die systemische Bedeutung von Großbanken. Vielleicht sei dieses „indirekte“ Zentralbank-Geld sogar besser als CBDC: Die Zentralbanken könnten sich auf Rechtsstandards und Vertrauensbildung konzentrieren, die EMI auf technische Innovationen.

In den Niederlanden sei CBDC „ein heißes Thema“, berichtete Martijn van der Linden, Finanzprofessor aus Den Haag: „Das Verständnis der Instabilität des Geld- und Zahlungssystems hat sich in letzter Zeit stark verbessert.“ Bereits 2016 hatte das niederländische Unterhaus „sichere Häfen für Buchgeld“ gefordert. Im Januar 2019 veröffentlichte der Wissenschaftliche Beirat der Regierung den Report „Geld und Schulden“: Safe-Haven-Konten seien in der Tat nötig; wenn es „eine echte Alternative“ gäbe, hätte das einen „disziplinierenden Effekt auf die Banken“. Allerdings fanden die Forscher auch, der Übergang zu CBDC sei „ein gefährliches Experiment“.

In der Folge schoben sich in Den Haag Regierung und Nationalbank gegenseitig die Verantwortung für Geldreformen zu. Als ein Hauptproblem gilt in den Niederlanden die Einlagensicherung. Bei einem Round-Table-Gespräch im Unterhaus fanden im Juni die meisten Experten, „sichere Konten“ würden den Konsumenten mehr Auswahl geben und könnten eine Alternative zur Einlagensicherung sein. Für das Geldsystem seien die Politiker verantwortlich. Im kommenden Herbst soll darüber im Unterhaus debattiert werden.

Zunächst aber könnte die Diskussion von Richtern in Luxemburg vorangetrieben werden. In Deutschland hatte der Bargeld-Rebell Norbert Häring sich geweigert, seine Rundfunkgebühren zu überweisen. Untere Instanzen gaben dem *Hessischen Rundfunk* Recht. Das deutsche Bundesverwaltungsgericht aber fand, es gebe für öffentliche Stellen keine rechtliche Grundlage, Bargeld abzulehnen. Die Leipziger Richter legten dem Europäischen Gerichtshof die Frage vor, ob bei „hoheitlich auferlegten Geldleistungspflichten“ bare Euros angenommen werden müssen.

Wenn der EuGH demnächst gegen die Interessen der Bankkonzerne entscheiden würde, wäre das eine Überraschung – die Begründung, warum die Bürger nicht mit gesetzlichen Zahlungsmitteln zahlen dürfen, sondern privates Giralgeld verwenden müssen, könnte jedoch ein spektakulärer juristischer Eiertanz werden. Vielleicht wird das die Idee befördern, Geld sei wirklich eine Staatsaufgabe.

## Chronique Internet

# Taxe GAFA et souveraineté

Jean Lasar

La taxe sur le chiffre d'affaires des géants du Net, dite taxe GAFA (pour Google, Amazon, Facebook, Apple), instituée en juillet par la France seule faute d'un consensus européen, s'est retrouvée au cœur du maelstrom du sommet G7. Exécrée par la Maison Blanche (bien que l'administration américaine ne manque pas elle-même de griefs à l'encontre de ses champions numériques), il était logique qu'elle finisse par faire l'objet d'un compromis commercial transatlantique alors que les exportateurs de l'Union, des constructeurs automobiles allemands aux groupes viticoles français, faisaient pression pour éviter que les choses ne s'enveniment. Ainsi, c'est l'OCDE qui est chargée de plancher sur un dispositif satisfaisant pour tous ses membres, la France s'engageant à régulariser a posteriori ses perceptions en fonction du mode d'imposition que retiendra ce forum. L'accord a été salué comme un bon compromis par les médias français, qui l'ont

mis au crédit du président français : Ouf, les bordeaux pourront (peut-être) continuer d'être vendus sans encombre aux États-Unis !

Cette taxation est censée être adoptée par l'OCDE dès l'an prochain. Cette échéance semble réaliste dès lors que les travaux pour résoudre le problème de la fiscalité numérique sont en cours dans cette enceinte depuis dix ans. Les États-Unis ont eux aussi approuvé fin mai la feuille de route adoptée par l'organisation à ce sujet.

Que la France ait choisi d'imposer les GAFA en fonction du chiffre d'affaires réalisé dans l'hexagone (à un taux de trois pour cent, applicable pour les groupes réalisant plus de 750 millions d'euros de ventes) est révélateur des difficultés rencontrées pour taxer ces géants, qui ont pu jusqu'ici, mieux que tous autres, esquiver l'impôt. Utilisant comme les autres grands groupes les ressources de l'optimisation fiscale, à coup notamment de sièges européens implantés de manière très ciblée et d'accords taillés sur mesure de rétrocessions en matière de propriété intellectuelle, les GAFA bénéficiaient en outre du caractère au moins partiellement immatériel de leurs activités – c'est d'ailleurs, à ce titre, Google et Facebook que la taxe française vise en premier lieu. Illusoire dans ces conditions de vouloir appliquer les deux principes généraux utilisés en matière d'assiette fiscale, censée être proportionnelle au profit d'une part et établie sur le lieu de la consommation de l'autre.

Les entreprises concernées n'ont pas apprécié le compromis. « Nous ne devrions pas soutenir un compromis donnant le feu vert à des taxes discriminatoires à l'encontre des entreprises de technologie américaines au prix d'une vague promesse d'un éventuel remboursement partiel des années plus tard », a commenté Ed Black, président de la Computer & Communications Industry Association (CCIA), exprimant sa crainte qu'il n'encourage d'autres pays à emboîter le pas à la France.

Même si l'accord trouvé à Biarritz peut être interprété comme une concession faite par la France, qui s'engage à sacrifier sa taxe sur l'autel d'un dispositif international restant à définir, la réaction négative de la Silicon Valley pourrait a contrario suggérer qu'on assiste à un tournant dans la façon dont les grands monopoles numériques sont traités par les États. Cela commence certes par l'impôt, l'exemption de facto dont ils bénéficient étant un scandale évident. Le Royaume-Uni se prépare d'ailleurs à instaurer une taxe similaire, là aussi sur le chiffre d'affaires mais d'un montant de deux pour cent. Mais cela vaut aussi pour le droit de la concurrence, que ces groupes piétinent allègrement, et plus généralement pour l'emprise sur la société que ces groupes se sont arrogée. Peut-on dès lors espérer que l'affaire Facebook/Cambridge Analytica, qui mieux que toute autre a révélé l'ampleur de cette emprise, aura malgré tout fini par causer un déclin au cœur des institutions des pays occidentaux, contraintes de répondre à la question de savoir si la souveraineté émane du peuple ... ou des GAFA ?

## Que signifie le deal entre Macron et Trump sur la taxation des GAFA ?

Panneaux solaires et non-violence contre la défaillance de l’humanité

# Human Game

Jean Lasar

Vétéran infatigable de l’action climatique, ancien journaliste du magazine *The New Yorker* et auteur prolifique, l’Américain Bill McKibben a choisi dans son dernier ouvrage d’étendre le champs de ses réflexions à des sujets en apparence éloignés de celui qui l’anime depuis une trentaine d’années. Dans *Falter (Défaillir)*, sous-titré « Has the Human Game Begun to Play Itself Out ? », il examine en détail les implications de deux technologies émergentes susceptibles selon lui d’en finir avec ce qui fait de nous des humains : l’intelligence artificielle et le design génétique.

Par « human game », il entend l’expérimentation que représente notre destinée en tant qu’espèce terrienne. Celle-ci est selon lui sérieusement compromise du fait de l’accumulation de gaz carbonique dans l’atmosphère, mais l’IA et le design génétique, si nous ne les maîtrisons pas d’urgence, peuvent lui donner le coup de grâce.

Fondateur de l’organisation 350.org et animateur des campagnes de désinvestissement des énergies fossiles « Leave it in the Ground », McKibben connaît par cœur la première de ces trois menaces et entame son ouvrage par un exposé impitoyable de la gravité des conséquences de notre addiction aux hydrocarbures. Il nous emmène dans l’« enfer » des champs d’extraction des schistes bitumineux dans la province canadienne de l’Alberta, « un vandalisme du monde naturel et humain à peine imaginable », à Delhi, où la pollution de l’air, la pire au monde, a contraint l’arbitre d’un tournoi international de cricket à interrompre les rencontres parce que les joueurs « vomissaient continuellement ».

Pourtant, ni les horreurs des complexes de l’Alberta ni les fumées de Delhi, tout horribles qu’elles sont, ne représentent en soi une menace existentielle pour la destinée humaine. Alors que les menaces d’une conflagration nucléaire mondiale et de la destruction de la couche d’ozone, deux autres risques existentiels majeurs, ont (pour l’instant) été contenues, celles liées au dérèglement climatique ne cessent de s’amplifier. Bien que nous n’en soyons

qu’aux premiers stades de la transformation induite par le réchauffement, le coût qui en résulte est d’ores et déjà de 240 milliards de dollars par an pour les États-Unis, et de 1 200 milliards de dollars pour la planète, soit 1,6 pour cent du PIB mondial.

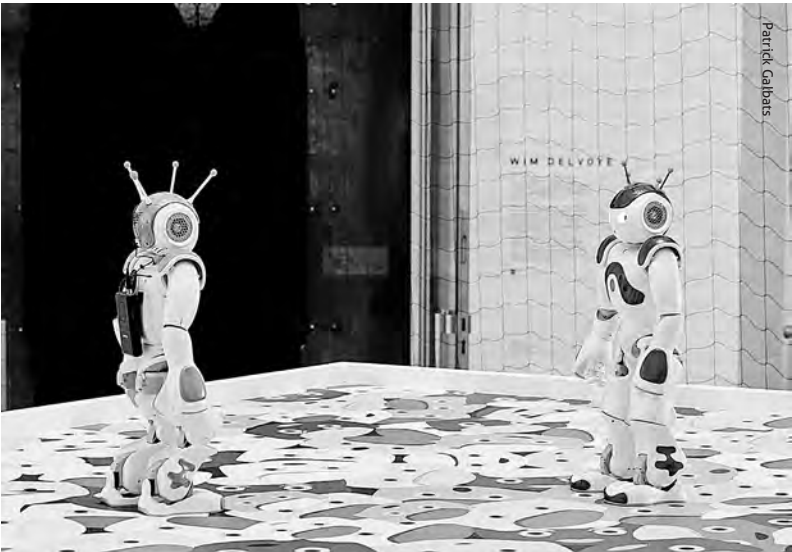
Les dégâts causés par Katrina à Porto Rico sont évalués à 90 milliards de dollars, alors que le PIB insulaire est de 100 milliards de dollars : il faudra 26 ans pour revenir à l’état qui prévalait sur l’île la veille de l’arrivée de l’ouragan. Alors que Steven Pinker, l’optimiste de service, note avec satisfaction que le problème de l’humanité est un excédent de calories, pas un déficit, l’Onu a annoncé en 2017 qu’après s’être replié pendant une décennie, le nombre d’humains en sous-alimentation chronique avait recommencé à augmenter, de 38 millions, à 815 millions, « en raison surtout d’une prolifération des conflits et de chocs liés au climat ».

McKibben nous rappelle que notre incapacité à nous affranchir des énergies fossiles est due en partie à notre propension à l’inertie, mais qu’il y a aussi des forces nocives à l’œuvre dont il considère qu’elles se livrent à « une trahison contre une planète entière ». Dès 1959, lors d’un symposium organisé par le lobby du pétrole étatsunien, l’American Petroleum Institute, le physicien Edward Teller expliquait qu’avec l’effet de serre causé par le dioxyde de carbone se concentrant dans l’atmosphère, « il existe la possibilité que les calottes glacières fondent et que le niveau des océans commence à monter ».

Certes, l’incertitude était considérablement plus élevée il y a soixante ans. Mais les connaissances allaient évoluer rapidement, devenant suffisamment solides pour qu’Exxon-Mobil et ses concurrents, Texaco, Shell, Gulf et quelques autres, créent au début des années 80 une *task force* chargée d’examiner le sujet, avec en point de mire, « si possible, la réduction des émissions ». Des documents internes d’Exxon révélés à l’automne 2018 démontrent que les dirigeants d’Exxon-Mobil connaissaient parfaitement à l’époque la gravité de la menace. Au moment où James Hansen, le scientifique de la Nasa, témoignait devant le



Par « human game », Bill McKibben vise le design génétique humain et l’expérimentation avec l’intelligence artificielle, deux véritables menaces



Congrès en 1988 pour attirer l’attention du public sur le problème, ils se servaient de ses modèles pour prévoir comment leurs frais de forage dans l’Arctique allaient finir par baisser. Autant dire que le revirement fatal était déjà amorcé. Il allait faire des multinationales du pétrole, les plus puissantes de la planète, les organisateurs du déni et de l’« atermoiement prédateur », selon l’expression du futuriste Alex Steffen.

Avant d’aborder les sujets de l’IA et du génie génétique, McKibben propose un détour passionnant par les fondements idéologiques du néolibéralisme, en montrant à quel point ceux-ci ont efficacement miné l’idée de solidarité – précisément celle qu’il nous faudrait aujourd’hui embrasser pour faire face aux menaces qui nous assaillent. Alan Greenspan, le futur président de la Fed, rencontre Ayn Rand, l’auteur de *The Fountainhead* et d’*Atlas Shrugged*, dans les années 1950 et rejoint son cercle consacré à l’objectivisme. On connaît ces thèses radicales (« le gouvernement est mauvais », « l’égoïsme est bon ») qui allaient devenir la vulgate de Ronald Reagan et Margaret Thatcher.

McKibben montre à quel point Ayn Rand reste jusqu’à ce jour la boussole de nombreux conservateurs influents et ses romans les livres de chevet d’importants acteurs du trumpisme : un culte hyper-individualiste qui pervertit le système démocratique américain et dont se sont emparés avec délices les frères Koch et la famille Mercer, milliardaires dont l’argent a financé la création du *Tea Party* et les campagnes ultra-droitières des Républicains, et bien sûr le patron de presse Rupert Murdoch.

Ce contexte est utile pour comprendre comment l’intelligence artificielle et le design génétique d’êtres humains peuvent être perçus, par les tenants de l’individualisme et du marché purs et durs, comme des technologies dont l’avènement est inéluctable et qu’il convient donc de considérer comme des opportunités. McKibben réfute avec véhémence cette approche, démontrant minutieusement pourquoi elles risquent de nous déshumaniser de manière irréversible. Faute de maîtriser leur déploiement, et même si nous finissons par déployer les énergies re-

## Dans *Falter*, Bill McKibben examine en détail les implications de deux technologies émergentes susceptibles selon lui d’en finir avec ce qui fait de nous des humains

nouvelables à grande échelle, nous risquons de nous retrouver d’ici 75 ans avec le vent et le soleil nous fournissant une énergie abondante et gratuite, mais sur « une planète salement abîmée ».

CRISPR, le ciseau magique qui permet d’intervenir sur l’ADN pratiquement comme un éditeur de texte, promet de nous débarrasser de maladies génétiques, ce qui est remarquable. Mais si son usage n’est pas sérieusement réglementé, il rend aussi possible aussi le design de bébés à la carte (« germline engineering »), une perspective contre laquelle McKibben s’élève avec force, mettant en garde contre le risque qu’il ne débouche sur une société où à l’inégalité sociale se rajouterait une inégalité génétique croissante. Pire, compte tenu des avancées progressives de la technologie, il ferait naître des générations successives d’humains condamnés à l’obsolescence et prisonniers de modifications, par nature déshumanisantes, de leur bagage génétique. Quid enfin de la recherche forcenée de l’immortalité, ouvertement embrassée par un certain nombre de milliardaires de la Silicon Valley comme Peter Thiel ?

L’intelligence artificielle et la robotisation, pour leur part, risquent de faire éclore des machines d’une efficacité redoutable qui finiront par voir les humains comme des obstacles aux objectifs que leur auront fixés leurs créateurs. Elles seront « notre dernière in-

vention », selon les termes de James Barrat, pour qui elles « ne doivent pas nécessairement nous haïr avant de choisir d’utiliser nos molécules pour un objet autre que de nous maintenir en vie ». Le risque souvent évoqué, réel selon Bill McKibben, est donc qu’elles finissent par prendre le dessus. Nous pourrions donc, si nous embrassions pleinement ces technologies les plus récentes, « améliorer » nos enfants, vivre sans travailler, et peut-être, d’une certaine façon, vivre à jamais, « mais rien de tout cela n’est vivre, en tout cas pas au sens humain », nous met-il en garde.

Néanmoins, il n’est pas tout à fait trop tard pour peu que nous ayons « une discussion longue, profonde, engagée, impliquant tout un chacun, partout ». Le déploiement à grande échelle de l’énergie photovoltaïque, devenue très bon marché, est selon lui une des pistes susceptibles de changer la donne. En témoigne le succès de projets commerciaux d’installations de panneaux solaires au Ghana et en Côte d’Ivoire dont il décrit les succès à travers des reportages sur place.

L’autre piste dont il parle (en connaissance de cause) est la non-violence, qu’il considère comme une des grandes inventions du XX<sup>e</sup> siècle. Elle est, écrit-il, susceptible de « gagner » en défiant la force : « Nous en sommes encore au début de la courbe d’apprentissage (..), mais des gens autour du globe échangent leurs expériences ». De nombreux projets d’infrastructures destinées aux énergies fossiles ont déjà été mis en échec de par le monde grâce à la désobéissance civile, mais cette forme de résistance pourrait aussi combattre avec succès, par exemple, l’avènement du design de bébés, et ce d’autant plus que ses promoteurs n’ont pas eu le temps de créer de complexes de pouvoir comparables à celui d’Exxon.

« L’expérimentation humaine est un sport collectif », insiste Bill McKibben. Il veut y croire : ensemble, mus par la solidarité humaine, nous pouvons encore faire les choix susceptibles de contrecarrer notre propre défaillance.

Bill McKibben, *Falter : Has the Human Game Begun to Play Itself Out ?*, Henry Holt and Co., 2019. 291 p., ISBN 1250178266

### Brief an die Redaktion

# In Wien gelernt

Ich habe den Artikel „Renaturation“ im *Land* vom 16. August 2019 über die Wiltzer Industriebrache mit großem Interesse gelesen und möchte mit diesen Zeilen einiges klar- und richtigstellen.

Ein Vorsitzender des staatlichen Wohnungsbaufonds, der in Wien – der Stadt mit der laut Mercer Städteranking weltweit höchsten Lebensqualität – Raumplanung und Raumordnung studiert hat, benötigt wahrlich keine Regierung mit grüner Beteiligung, um jene siedlungspolitischen Akzente zu setzen, auf die die Autorin des Artikels belobigend eingeht.

Bereits vor den ersten Gesprächen mit den Verantwortlichen der Firma Tarkett über die Geländeübernahme war für mich klar, nach welchen raumplanerischen Grundsätzen dieses innere Stadterweiterungsgebiet nach seiner unumgänglichen Sanierung gestaltet werden sollte. Der damalige Wohnungsbauminister Marco Schank (CSV), immerhin Co-Gründungsmitglied des Mouvement écologique, unterstützte meine Pläne voll und ganz. Die Industriebrache in Wiltz sollte aufbauend auf den bei der Ausarbeitung der diversen Planungskonzepte zum Projekt „Cité du futur“ auf dem LDD-Gelände in Düdelingen gewonnenen Erkenntnissen entwickelt werden.

Geplant war ein integrales Siedlungsgebiet nach den Prinzipien der nachhaltigen Siedlungspolitik, so wie sie auf ihren drei gleichberechtigten Säulen der Ökonomie, der Soziologie und der Ökologie gründet. Demnach nicht nur simpler Wohnungsbau (*Le logement après l’industrie: la friche de Wiltz*), sondern Siedlungsbau mit unter anderem all seinen urbanen Grundfunktionen. Doch vieles von dem, was einst angedacht war, scheint nicht mehr auf der Agenda der Entscheidungsträger zu stehen, denn das Planungscredo reduziert sich stark darauf, „que Wiltz serait un projet-pilote d’urbanisation écologique, basée sur l’économie circulaire, des modes de construction durable, une renaturation du ruisseau“.

In diesem Zusammenhang darf daran erinnert werden, dass der Fonds du logement bereits Anfang der 1980er Jahre, als Beitrag Luxemburgs zum ersten Europäischen Umweltjahr, eine ökologische Siedlung in Helmsingen, einer Ortschaft der Gemeinde Walferdingen, errichtete. Auch war es der Fonds, der erstmals hierzulande ein Blockheizkraftwerk (BHKW) baute, und zwar im Stadtsanierungsgebiet Aal Esch; der als erster ein Nahwärmenetz installierte, und zwar im Quartier Brill in Düdelingen; der systematisch Regenwassernutzungsanlagen errichtete, die ersten Brennwertkessel, in der Sauerwiss in Luxemburg-Gasperich, einführte und vieles andere mehr. Daniel Miltgen, Ingenieur für Raumplanung und Raumordnung (TU Wien)

## Zum Artikel „Renaturation“ im *Land* vom 16.8.2019

### Maux dits d’Yvan

# Greta Thunberg : le syndrome de Tintin

Yvan

Contrairement à ce qu’affirment avec aplomb ses détracteurs, Greta Thunberg n’a pas de symptômes, elle est un symptôme. Le symptôme d’un monde au bord du gouffre qui préfère casser le thermomètre plutôt que de soigner la fièvre et disqualifier le messenger pour ne pas entendre le message.

Parmi les nombreuses pathologies que les Diafoirus climatoseptiques lui ont diagnostiquées il y a le fameux syndrome d’Asperger, un syndrome que les psychiatres sérieux n’utilisent pas, pour la simple raison que son existence même relève de la supercherie scientifique. Dans le meilleur des cas, il désigne une personnalité intravertie, timide, peu capable d’empathie par rapport aux autres, parfois dotée de capacités intellectuelles extraordinaires, bref un tableau qui re-

## Greta Thunberg est le Tintin de notre époque. Comme lui, elle lutte contre les injustices et les méchants

lève plus des *Caractères* de La Bruyère que d’un traité sérieux de psychiatrie. Dans le pire des cas, il s’agit d’une forme bénigne de psychose, genre schizophrénie dite simple. On le constate, l’Asperger n’a que peu de choses à voir avec l’autisme, décrit utilement par le pédiopsychiatre américain Leo Kanner.

Ce n’est pas la première fois d’ailleurs que ce pseudo-diagnostic est synonyme de mise à mort, médiatique aujourd’hui, effective sous le nazisme. Kanner comme Asperger sont nés dans l’Empire austro-hongrois. À la montée du nazisme, le premier choisit d’émigrer aux États-Unis, le second collabore avec les nazis. Psychiatre réputé à Vienne, Hans Asperger décrit des formes de psychopathies infantiles, dont son fameux syndrome dans lequel il distingue schématiquement deux formes : d’une part une forme bénigne, curable ou du moins traitable qui ouvre droit à des soins, d’autre part une forme grave et incurable qui signe, en ces temps-là, un arrêt de mort via les chambres à gaz qui équipent un certain nombre d’hôpitaux pour « euthanasier » les malades mentaux. En toute connaissance de cause, Asperger n’hésite pas à poser de nombreuses fois le diagnostic mortifère, comme le rappelle Edith Sheffer dans son livre *Asperger’s Children : The Origins of Autism in Nazi Vienna*.

On reproche encore à la passionaria suédoise son aspect physique, son côté ni enfant ni adulte, ni homme ni femme, son côté neutre donc, comme l’écrit avec une bonne dose de mauvaise foi le « philosophe » médiatique Michel Onfray. Eh bien, c’est justement cette «neutralité» qui permet à la jeune activiste de capter son énorme popularité. Rappelez-vous la confiance de De Gaulle à Malraux : « Au fond, vous savez, mon seul rival international, c’est Tintin. »

Et le succès de Tintin s’explique en grande partie par son côté neutre, son asexualité et sa position ni enfant, ni adulte. Greta Thunberg est le Tintin de notre époque, elle lutte comme le célèbre reporter contre les injustices et les méchants et, comme Tintin, elle nous offre une image dont la neutralité même est garante d’une surface de projection pour des identités contradictoires. Les climatoseptiques, facilement enclins aux théories complotistes, voient en elle une marionnette malade aux mains des lobbies verts, quand les jeunes et moins jeunes défenseurs de la planète la considèrent comme une géniale lanceuse d’alerte. Laissons alors les conspirationnistes penser que Greta fait des montagnes de tune et espérons avec les hommes de bonne volonté que ses alertes ne fassent pas tintin.

# Atypisch oder

Dietmar Mirkes

Das Bild, das Luxemburg auf der klimapolitischen Bühne nach außen abgibt, ist durchaus positiv: Das Engagement am Zustandekommen der Beschlüsse des Pariser Klimagipfels 2015 wurde international anerkannt. Auch innerhalb der EU findet sich Luxemburg oft unter den ambitionierteren Staaten, da es mehrere Initiativen und Positionen unterzeichnet hat, so zum Beispiel das High Ambition Coalition Statement on Stepping Up Climate Action vom 12.12.2018 und das Non-paper on Climate for the Future of Europe vom 9.5.2019.

Doch diese Absichtserklärungen verdecken die reale Situation: Wir sind nach wie vor das Land der EU mit den höchsten Pro-Kopf-Emissionen und dem kleinsten Anteil an erneuerbaren Energien. Und im globalen Vergleich sieht es noch schlechter aus.

Der folgende Text analysiert den Status Quo unserer Emissionen, die Selbstdarstellung in Berichten und die Rückgriffe auf Hilfe von außen, um unsere Ziele zu erreichen. Er zeigt, dass Luxemburgs positive Selbstdarstellung nach außen den Fakten nicht standhält und in welchem Maße wir für die Überhitzung der Welt mitverantwortlich sind.

Dem *Luxembourg National Inventory Report* zufolge, den die Regierung am 15. April dieses Jahres an das UN-Klimasekretariat geschickt hat, lagen unsere Emissionen 2017 bei 10,2 Millionen Tonnen CO<sub>2</sub>e. Das kleine „e“ steht für CO<sub>2</sub>-Äquivalente von Treibhausgasen, und 10,2 Millionen Tonnen davon ergeben, auf die Einwohnerzahl umgelegt, 17,1 Tonnen pro Kopf. Zieht man davon die Emissionen ab, die unsere Wälder, Wiesen und Felder aufnehmen, landet man für 2017 bei 9,89 Millionen Tonnen, also 16,6 Tonnen pro Kopf. Die EU-Umweltagentur gibt sie für 2017 mit 17,2 Tonnen pro Kopf an. Laut einer Grafik des Umweltministeriums betrugen sie 2017 rund 8,7 Millionen Tonnen insgesamt, was 14,6 Tonnen pro Kopf ergibt. Aber egal, ob 17,2, 16,6 oder 14,6 Tonnen – pro Kopf liegen wir etwa doppelt so hoch wie ein durchschnittlicher Europäer mit 8,4 Tonnen CO<sub>2</sub>e.

Nun legen die vielen Absichtserklärungen Luxemburgs nahe, dass es mit unseren hohen Emissionen endlich bergab ginge. Das war auch so bis 2016, aber leider steigen sie wieder an; die vorhin genannte Grafik (auf der Seite nebenan rechts oben) zeigt eine Zunahme von 8,5 Millionen Tonnen 2016 auf 8,7 Millionen im Jahr 2017 und eine „tendance sur base des ventes de carburants routiers de 2018“ auf über neun Millionen Tonnen für das Jahr 2018. Was den Emissionszielen für 2020 und 2030 völlig zuwider läuft.



Steigender Meeresspiegel und Versalzung der Böden auf der Südseeinsel Kiribati

## Die „zentrale Lage im Herzen Europas“

Fast zwei Drittel der Luxemburger Treibhausgasemissionen entfallen aus den Verkehrssektor, und fast die Hälfte (44,5 Prozent) geht darauf zurück, dass viele Nichtansässige hier tanken, das heißt auf den so genannten Tanktourismus.

Wie schon in den Berichten der Jahre zuvor an das UN-Klimasekretariat macht Luxemburg seine zentrale Lage in Europa, die gestiegene Einwohner-

zahl und die noch deutlicher gewachsene Zahl der Grenzpendler verantwortlich für den hohen Anteil des Treibstoffexports. Die niedrigen Steuern jedoch, die verantwortlich für die zahlreichen Umwege vor allem von LKW dorthin sind, wo der Diesel am billigsten ist, und die der Hauptgrund für die hohen Emissionen sind, werden keusch verschwiegen.

Vielmehr betonen die Berichte seit Jahren die „atypische Situation“, also das geografische Schicksal der „location at the heart of the main Western Europe transit routes for both goods and passengers“. Als Geograf kann ich dazu nur sagen: Das ist Unsinn und eine gezielte Ablenkung von der Tatsache, dass man die Steuerhoheit benutzt, um sich einfach ein größeres Stück Kuchen von der Nachfrage nach Kraftstoffen in Westeuropa einzuverleiben. Diese Nebelkerze kulminiert noch in beiden Berichten von 2018 und 2019 in dem Hinweis auf die „limitations in taxation policies due to short distances to neighbouring countries“ – als ob Steuererhöhungen dazu führen könnten, dass dann alle Luxemburger im Ausland tanken würden, was massive Steuereinbußen zur Folge hätte. Was für ein groteskes Szenario!

## Unsere Reduktionsziele

Bis 2030 soll der CO<sub>2</sub>-Ausstoß um 50 bis 55 Prozent gegenüber dem Niveau von 2005 gesenkt werden. Das entspricht den Forderungen des EU-Parlaments und des UN-Generalsekretärs für die gesamte EU; sogar die neue Präsidentin der EU-Kommission, Ursula von der Leyen, sprach sich vor ihrer Wahl im letzten Moment für minus 55 Prozent aus, da sie wohl noch auf ein paar Stimmen der Grünen hoffte. Da es aber innerhalb der EU einen Verteilungsschlüssel gibt, der die reicheren Staaten und die

## Die Bezeichnung „ehrgeizig“ für ein CO<sub>2</sub>-Reduktionsziel um 55 Prozent ist mittlerweile überholt. Sogar die neue Präsidentin der EU-Kommission hat sich dafür ausgesprochen

größeren Emittenten zurecht stärker belastet, ist die Bezeichnung „ehrgeizig“ für das Reduktionsziel um 50 bis 55 Prozent inzwischen überholt, und man darf auf den EU-Schlüssel gespannt sein. Aus der Sicht der Entwicklungsländer, die zurecht am Prinzip der „common but differentiated responsibility“ des UN-Klimarahmenvertrags festhalten, ist es eh zu wenig.

Wie will Luxemburg seine selbstgesteckten Klimaziele erreichen? Der Entwurf des *Integrierten nationalen Energie- und Klimaplan*s sieht vor: Abgesehen von dem schon erwähnten CO<sub>2</sub>-Senkungsziel soll der Anteil der erneuerbaren Energien am Gesamtenergieverbrauch von aktuell rund sieben Prozent bis 2030 auf 23 bis 25 Prozent steigen. Gleichzeitig soll der Gesamtenergieverbrauch um 40 bis 44 Prozent sinken. Allerdings fällt das Urteil der EU-Kommission vom 18. Juni über diesen Entwurf ziemlich kritisch aus: Es würden insbesondere im

Transport und im Bausektor konkrete Angaben zu den notwendigen Maßnahmen fehlen, um diese Ziele zu erreichen. Auch bleibe unklar, wie viele Investitionen nötig sind und in welchen Bereichen, und welche finanzpolitischen Steuerinstrumente eingeführt werden müssten, die überdies sozial gerecht sein müssen.

In Bezug auf die erneuerbaren Energien zählt die EU-Kommission Luxemburg zu den sieben Mitgliedstaaten, „die zusätzliche Anstrengungen unternehmen müssten, um dem durchschnittlichen Zielpfad für den Zeitraum 2017-2018 mit Blick auf das 2020 zu erreichende Ziel zu entsprechen“. Hierfür sieht die Regierung im *Klima- und Energieplan* zwei Rückgriffe auf ausländische Hilfe vor: so genannte „statistische Transfers“ und die Nutzung von „Biokraftstoffen“.

Zu den „statistischen Transfers“ vermerkte die EU-Kommission am 9. April, dass es derzeit zwei Vereinbarungen zur Nutzung solcher Transfers gibt: zwischen Luxemburg und Litauen sowie zwischen Luxemburg und Estland. „In beiden wird festgelegt, dass Luxemburg für den Zeitraum 2018 bis 2020 statistische Transfers erhält (...). Im besten Fall wird Luxemburg das eigene 11%-Ziel 2020 wohl erreichen.“ Die Möglichkeiten und Folgen der Nutzung so genannter „Biokraftstoffe“ schauen wir uns näher an.

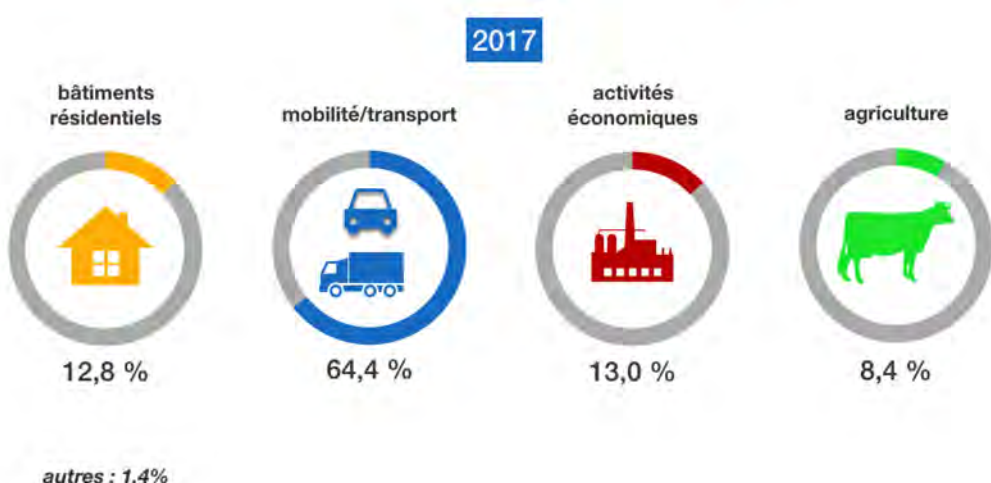
## Bio- oder Agrokraftstoffe?

Wenn der *Klima- und Energieplan* vorsieht, bis 2030 den Anteil der erneuerbaren Energien am Gesamtverbrauch auf 23 bis 25 Prozent zu steigern, soll der Stromsektor daran über ein Drittel Anteil haben, der

## Emissions non-ETS par secteur en 2017



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



Herkunft der Luxemburger Treibhausgasemissionen 2017

# Die Verantwortung Luxemburgs für das globale Klima ist auch die einer wohlhabenden Nation mit hohem Konsumniveau

# eigenennützig?

Wärmesektor knapp ein Drittel und der Verkehrssektor 21,9 Prozent. Zu diesen 21,9 Prozent sollen Strom für Fahrzeuge 11,9 Prozentpunkte und Biokraftstoffe zehn Punkte beitragen. Letztere zehn Punkte wiederum sollen zu maximal fünf Punkten aus Biokraftstoffen der ersten und zu mindestens fünf Punkten aus Biosprit der zweiten Generation stammen.

Die wichtigsten Biokraftstoffe der ersten Generation waren 2016 in der EU laut Angaben der EU-Kommission Biodiesel (80 Prozent) und Bioethanol als Ersatz für Benzin (19 Prozent): „Der Großteil (64%) des 2016 in der EU verbrauchten Biodiesels stammte aus Rohstoffen aus der EU, hauptsächlich aus Raps (rund 38%). Von den verbleibenden 36% (...) wurden 19,6% aus Palmöl aus Indonesien und Malaysia hergestellt, (...) sowie 4,3% aus Sojabohnen, hauptsächlich aus den USA und Brasilien.“ Biokraftstoffe der zweiten Generation auf Basis organischer Reststoffe gibt es bei uns noch nicht marktgängig.

Da Diesel den größten Anteil an den verkauften Kraftstoffen ausmacht und Palmöl und Soja die kostengünstigsten Rohstoffe dafür sind, treibt das Ziel von zehn Prozent Biokraftstoffen – davon maximal fünf aus der ersten Generation – unsere Nachfrage nach Soja- und Palmöl nach oben. Das Mercosur-Handelsabkommen der EU mit Brasilien, Argentinien, Paraguay und Uruguay wird durch die Senkung der Zölle vor allem den Import von Soja noch weiter beschleunigen.

In den genannten Ländern wird Soja in riesigen Monokulturen angebaut. Sie werden vor allem durch Rodung von Savannen und Regenwäldern angelegt oder durch Umnutzung von kleinen Bauernhöfen, deren Betreiber mit gezinkten Grundbesitznachweisen gezwungen werden, das Land, das sie traditionell bebauen, aber deren Eigentum sie nicht nachweisen können, zu Spottpreisen zu verkaufen. Tun sie das nicht, werden sie von gedungenen Pistoleros mit Gewalt oder durch das Besprühen benachbarter Plantagen aus Flugzeugen bei Wind mit Pestiziden vertrieben.

Die Emissionen, die durch die Rodungen direkt oder indirekt entstehen (weil vertriebene Bauern dann anderswo roden), führen dazu, dass Biodiesel auf Sojabasis eine noch schlechtere Treibhausgasbilanz als fossiler Diesel hat. Biokraftstoffe mit hohem Risiko indirekter Landnutzungsänderungen (also aus Soja und Palmöl) sollen nach 2030 nicht mehr erlaubt sein. Zurzeit aber ist die EU-Kommission dabei, in mehreren Richtlinien eine Reihe von Hintertüren durch Zertifizierungen zu öffnen.

## Das Beispiel Dominica

In einer denkwürdigen Rede am 16. November 2017 vor dem Plenum des 23. Klimagipfels in Bonn schilderte Roosevelt Skerritt, der Premierminister des karibischen Inselstaats Dominica, die Folgen des Hurrikans Maria in der Nacht vom 17. zum 18.9.2017 in der Hauptstadt Roseau: „Als die Dämmerung anbrach, waren die Szenen der totalen Verwüstung herzzerreißend. Wo einst Häuser standen, lagen Hügel aus Dreck und Trümmern, viele Erdrutsche und entwurzelte Bäume, Hochwasser wütete. Alle Versorgungseinrichtungen waren nicht funktionsfähig. Nach Bewertungen von unter anderem der Weltbankgruppe wurden 90 Prozent der Gebäude entweder beschädigt oder zerstört, über 224 Prozent des Bruttoinlandsprodukts vernichtet ... Das, meine Damen und Herren, ist die Realität des Klimawandels.“



Verwüstungen in Roseau, der Hauptstadt des karibischen Inselstaats Dominica, durch Hurrikan Maria

## Würden in die nationale Bilanz statt dem Treibstoffexport alle Emissionen einfließen, die mit dem Import von Energie und Produkten im Zusammenhang stehen, würde sich der Luxemburger Carbon Footprint verdoppeln

Das eben Gesagte trifft im Wesentlichen auch auf Palmöl aus Indonesien und Malaysia zu, nur dass dort die Ökobilanz aufgrund der Trockenlegung von Sumpfwäldern noch schlechter ist. Dass beide „Biokraftstoffe“ mit ihren Monokulturen zu massiven Verlusten der Artenvielfalt führen, darauf weisen sowohl der *Living Planet Report* des WWF von 2018 als auch der jüngste Bericht des Welt-Biodiversitätsrates vom 7. Mai dieses Jahres hin.

Der Name „Biokraftstoffe“ ist insofern Schönfärberei, „Agrokraftstoffe“ ist ehrlicher. Es drängen sich natürlich Fragen auf: Sind uns wirklich die Skrupel abhanden gekommen, für das Erreichen eines großen Teils unseres Erneuerbare-Energien-Ziels auf dem Papier reale Verletzungen von Umwelt- und Menschenrechten in den Exportländern von Soja und Palmöl in Kauf zu nehmen? Wobei die CO<sub>2</sub>-Bilanzen erwiesenermaßen auch noch negativ sind?

### Luxemburgs Rolle in der Welt

Luxemburg mit dem Durchschnitt der EU zu vergleichen, heißt, reiche Menschen mit etwas weniger reichen zu vergleichen. Beim Vergleich mit globalen Durchschnittswerten sticht unsere privilegierte Situation klarer hervor: Wir gehören gemeinsam mit den Öl- und Gasscheichtümern am Persischen Golf und mit den USA zu den Ländern mit den höchsten Pro-Kopf-Einkommen und Pro-Kopf-Emissionen weltweit; hier die Kohlendioxidwerte von 2017 (in Tonnen pro Kopf):

|               |      |
|---------------|------|
| Saudi-Arabien | 19,4 |
| Luxemburg     | 16,4 |
| USA           | 15,7 |
| China         | 7,7  |
| EU28          | 6,9  |
| Welt          | 4,9  |
| Indien        | 1,8  |

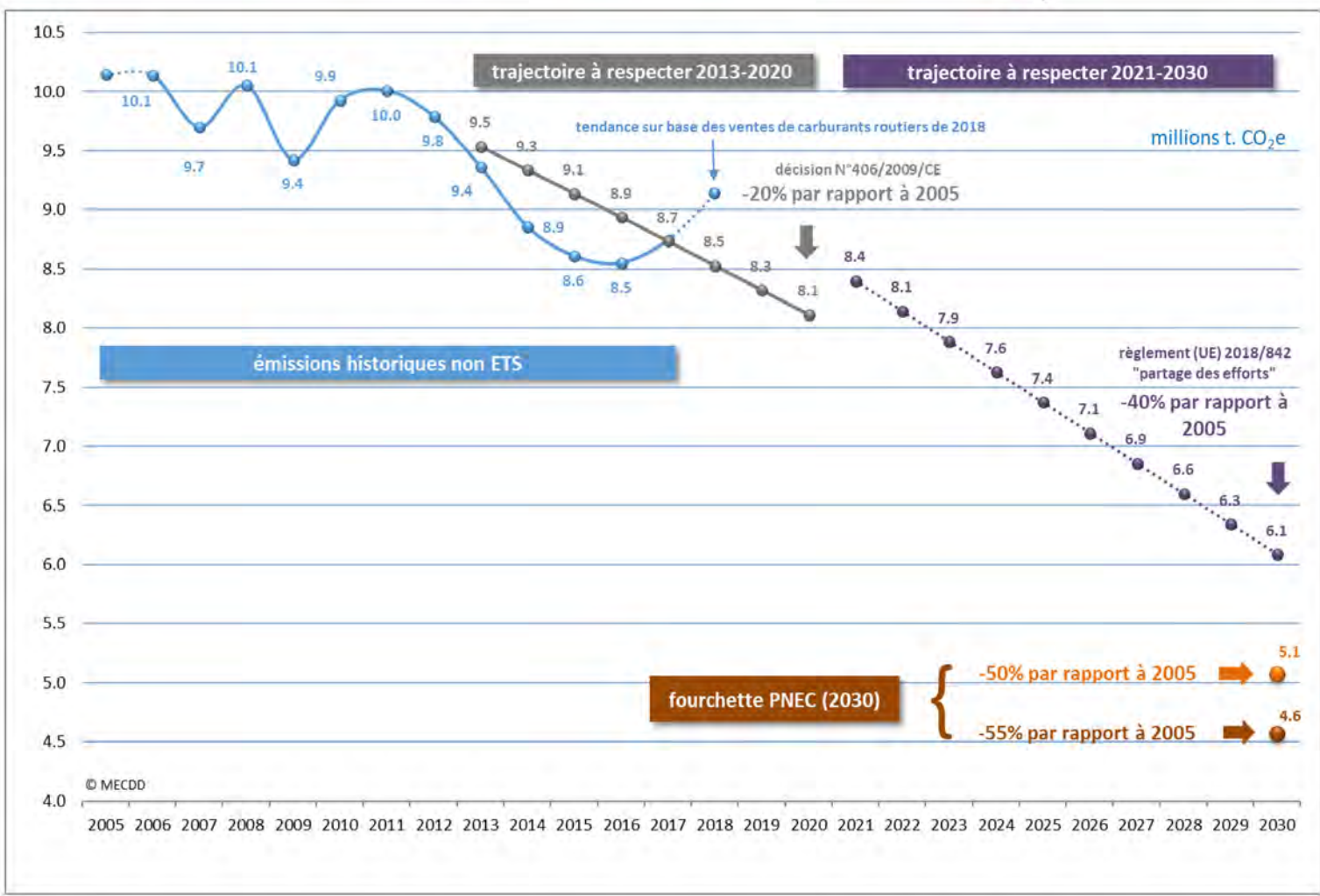
Ein Luxemburger belastet also die Atmosphäre mehr als doppelt so stark wie ein Bürger der EU im Schnitt oder wie ein Chinese, mehr als drei Mal so stark wie ein durchschnittlicher Erdenbürger und acht Mal so stark wie ein Inder.

Hinzu kommt unser hohes Konsumniveau; dadurch lag unser Verbrauch an Rohstoffen 2007 bei 45 Tonnen, in den reichen Ländern Europas betrug er über 30 Tonnen, im globalen Schnitt zehn und in Indien vier Tonnen. Wir haben also 2007 über vier Mal so viel Rohstoffe verbraucht wie ein durchschnittlicher Erdenbürger (und diese Relation dürfte sich seitdem nicht wesentlich verändert haben).

Rohstoffe werden irgendwo gefördert und zu Waren verarbeitet, die wir schließlich importieren. Die in diesen Prozessen von der Förderung bis zum Endprodukt und dem Transport hierher steckende Energie erzeugt unsere so genannten „grauen“ Emissionen. Manchmal hört man in Luxemburg die Klage, es sei ungerecht, dass die Emissionen aus dem Tanktourismus der Bilanz hierzulande angerechnet werden – nach dem „Produktionsansatz“ des Kyoto-Protokolls – und nicht dort, wo der Sprit verfahren wird, was dem „Konsumansatz“ entsprechen würde. Doch drehen wir den Ansatz um, müssten uns die Treibstoffemissionen als „graue Energie“ angerechnet werden. Und darüberhinaus alle Emissionen, die bei der Herstellung der Produkte anfallen, die wir importieren. Dann entfällt zwar der exportierte Sprit aus der Bilanz, doch der importierte Strom kommt hinzu. Für die Industriestaaten bedeutet der Konsumansatz eine Zunahme des *Carbon Footprint* um im Schnitt rund ein Viertel, für die EU ebenso. Für Luxemburg verdoppelt er sich auf 34 Tonnen CO<sub>2</sub>e pro Kopf. Je ärmer die Menschen sind und je weniger sie materiell haben, desto geringer sind auch ihre „grauen“ Emissionen.

Nicht lange zurück – am 29. Juli – liegt der „Earth Overshoot Day“, der Tag, an dem die Menschheit das Ressourcenbudget der Natur für das ganze Jahr aufgebraucht hat und an dem die globale Nachfrage nach natürlichen Ressourcen die Fähigkeit der

## Emissions historiques non-ETS et objectifs



Treibhausgasemissionen Luxemburgs seit 2005 und Ziele bis 2030

Erde überschritt, diese Ressourcen auf nachhaltige Weise (also nachwachsend) zur Verfügung zu stellen. Für Luxemburg war der „Overshoot“ allerdings schon Mitte Februar erreicht. Egal welche Kennziffern man also für unseren ökologischen Fußabdruck (oder Rucksack) benutzt: Wir belasten durch unseren konsumorientierten Lebensstil die Umwelt und die Atmosphäre weit mehr als uns zusteht, und wir verschlechtern damit die Lebensbedingungen der übergroßen Mehrheit aller Menschen und unserer Kinder und Kindeskinde.

Damit gehören wir zur globalen Oberklasse, von der im Folgenden die Rede ist. Philip Alston, der Sonderberichterstatter über extreme Armut und Menschenrechte, stellte am 25. Juni dem UN-Menschenrechtsrat (in dem Luxemburg gerne einen Sitz hätte) seinen Bericht vor: Die ärmere Hälfte der Menschheit ist lediglich für rund ein Zehntel der Treibhausgasemissionen verantwortlich, die reichsten zehn Prozent jedoch für rund die Hälfte. Dabei sind es gerade die Ärmsten, die am stärksten unter dem Klimawandel leiden und die geringsten Mittel haben, um sich daran anzupassen. Wir sind auf dem Wege in eine „Klima-Apartheid.“

Von einer ähnlichen Größenordnung spricht der srilankische Klimaforscher Muhan Munsasinghe: „Nachhaltig ist die globale Entwicklung erst dann, wenn sich auch die reichsten 1,2 Milliarden Menschen beteiligen. Obwohl sie nur 20 Prozent der Weltbevölkerung ausmachen, verbrauchen sie 80 Prozent der Ressourcen und verursachen 75 Prozent der Emissionen.“ Für Philip Alston bedroht der Klimawandel grundlegende Menschenrechte und ist ein „skrupelloser Angriff auf die Armen der Welt“. Genau hier situiert sich die besondere Verantwortung Luxemburgs.

### Climate Justice now!

Die Daseinsvorsorge – der Schutz der Lebensbedingungen – ist wichtiger als die Mehrung des Bruttosozialprodukts. Ich konnte mich vergangenen Dezember auf dem Klimagipfel in Katowice auf einem *Side Event* der Organisation International CCS von der „Seriosität“ der *Carbon Capture and Storage*-Projekte überzeugen: Das ist die alte Technikläubigkeit im Interesse der Öl-, Gas- und Zementindustrie, die unsere Kinder und Kindeskinde mit fossilem Restmüll belasten wird. Von einer Marktreife sind *Carbon Capture and Storage* und die Biokraftstoffe der zweiten Generation weiter entfernt, als wir Zeit haben. Transfers von

Prozentzahlen von erneuerbaren Energien auf dem Papier mögen bis zu einem zu definierenden Limit innerhalb der EU Sinn ergeben, sind aber für uns volkswirtschaftlicher Unsinn. Was wir brauchen, sind Entscheidungen jetzt für Schritte auf dem Weg zum Ausstieg aus unserer finanziellen und logistischen Abhängigkeit von Diesel, Benzin und Heizöl bis spätestens 2050 (das sind nur noch 30 Jahre).

Ein wichtiges Mittel dazu ist die Einpreisung der Umwelt- und Gesundheitsschäden, also eine höhere Besteuerung der fossilen Kraftstoffe. Sie sozial gerecht zu gestalten, ist eine zentrale Aufgabe der Politik; es hängen nicht nur viele Staats-einnahmen, sondern auch Arbeitsplätze in den Tankstellen daran. In Deutschland soll der Ausstieg aus der Braunkohle bis 2038 abgeschlossen sein, also in knapp 20 Jahren. Luxemburg ist noch stärker abhängig von den fossilen Kraftstoffen; die Zeit drängt also, mit dem Ausstieg aus diesem Auslaufmodell jetzt zu beginnen. Dies ist die Aufgabe der gesamten Regierung, insbesondere des Finanz- und des Wirtschaftsministeriums, im Dialog mit den Gewerkschaften und der Zivilgesellschaft.

Dazu gehört auch, die Hegemonie der Ideologie ewigen Wachstums ad acta zu legen – sie ist zwar auf der Höhe ihrer Macht, aber nicht mehr auf der Höhe der Zeit. Statt weiter mit Vollgas auf die Wand, die begrenzte Ressourcen bilden, zuzurufen, müssen wir uns anderen volkswirtschaftlichen Modellen und weniger konsumorientierten Lebensstilen zuwenden. Die atypische Situation Luxemburgs ist nicht der schicksalhaften „Lage im Herzen der westeuropäischen Transitrouten“ geschuldet, sondern unserer selbstverschuldeten Zugehörigkeit zur globalen Welspitze der Klimasünder und der daraus resultierenden gemeinsamen, aber größeren Verantwortung.

Nehmen wir Slogans wie „Climate Emergency“, „Climate Justice“ und die Argumente der klimabewegten jungen Generation ernst, und beginnen wir jetzt mit dem Ausstieg aus der fossilen Energie!

Dietmar Mirkes ist Geograf und arbeitet als Klima-Experte und Koordinator von EU-Projekten bei der Action Solidarité Tiers Monde und im Klima-Bündnis Lëtzebuerg. Sein Artikel ist ein Beitrag zu einer *Land*-Serie über Klimapolitik. Die vorhergehenden Artikel sind in den Ausgaben vom 19. Juli, 2., 9. und 23. August erschienen.

Die kleine Zeitzeugin

# Die Fouer, ein immaterielles Erbe



Soviel Liebe haben wir immateriell kulturell zu vererben

Michèle Thoma

Erben, wow, wer wäre diesem Tuwort nicht zugetan? Ein Tuwort, bei dem man nichts tun muss, nicht mal sterben, das muss jemand anderes. Das ist der Deal. Und schon ist man – Abrakadabra Zauberstab – im Besitz von Besitztümern. Plötzlich strömt Kohle aufs Konto und das Leben wird erstaunlich lebenswert.

Aber immateriell – Huch – erben?! Kulturell – Schreck – auch noch? Vielleicht besser vererben, sicher haben die meisten von uns immateriell Wertvolles zu bieten. „Eine kulturelle Ausdrucksform, von Generation zu Generation weitergegeben und stetig neu erschaffen“, erklärt *Wikipedia* den rätselhaften Begriff. Anfassen kann man diese Ausdrucksform nicht, wie gutes Gold oder Geld. Aber leider können nur Staaten sich bewerben.

Und wenn die Immaterielles-Kulturgut-Jury diese Kultur als würdiges Erbgut befindet, wird sie abgesegnet im Immaterielles-Kulturgut-Katalog. Es gibt natürlich auch materielle Kulturgüter, solche, die nicht weglaufen. Unsere Festung ist so ein Fall. Und Willibrord-City. Wohingegen die Playmobil-Burg von Vianden durchfiel. Ein immaterielles Kulturgut haben wir aber auch schon, das berühmte Zeugnis einer schweren Zwangsneurose, schon wieder das echt irre Echternach.

Der Piratenpartei, selber schon ein museales Kulturgut in Europa – abgesehen vom Land, in dem die Moldau und reichlich Bier fließen, schippert sie nur noch in der Heimat von Our und Gander und reichlich Bier herum –, reicht das nicht. Ihr Vorsitzender will noch mehr Kultur vererben. Wir sind ja auch wirklich schändlich unterrepräsentiert. Weder *Oh freck!* hat es bisher in die Top-Liga geschafft, noch *Oh Mamm, léif Mamm*. Weder die Kreation von *Ierbessbulli* noch die von *Nonnefaschten*. Wo andere Länder sich fades Fladenbrotbacken patentieren lassen. Oder profanes Trockenmauern von Trockenmauern. Dabei hat Luxemburg ganze Landstriche zubetoniert, doch niemand würdigt das. Während Costa Rica für das Anmalen von Ochsenkarren gewürdigt wird und Usbekistan anscheinend sehr witzkulturell ist. Und in Venezuela, Potzteufel!, tausend Teufel zu Fronleichnam tanzen. Mexiko, drei Mal raten, macht es sich einfach und lässt seine Toten im Totenzirkus auftreten.

Die Pirat\_innen, Gott segne sie, fragen also nach, wie weit der Vorstoß gediehen ist, die *Schueberfouer* endlich international als Kulturerbe anzuerkennen. Ja! Was, wenn nicht die *Fouer*, Identitäts-Branding ganzer Degenerationen? Das erste Mal Karussell, das erste Mal Achterbahn, das erste Mal Petting, auch ein wichtiges Kulturerbe, auf der Achterbahn. Und immer gibt es neue, topaktuelle Foltermodelle. Das stets sich Verändernde ist ein wichtiges Merkmal eines immateriellen Kulturerbes.

Wir können nicht nur Festung, sondern auch Fest! Den Alten wird ganz kindisch, kindisch tappen sie durch die infernalische Kulisse, vom Herzbeat behämmert und belämmert. Ist das Apo-Calypso noch da, auf dem man einst durchdrehte? Der Zylinder, an dessen sich immer wilder drehender Wand man wonniglich klebte, während der Boden unter den Füßen versank? Angewandte Physik war das. Ewig kleben unter heiserem Rullirulli-Geschrei, gratis auch noch, zahlen mussten nur die Voyeur\_innen der wollüstig Verrenkten.

Seit 1340 geht das so, 679 Mal haben wir das schon absolviert. Das raunen wir dem Auslandsgast zu. Johann der Blinde! Was von vagabundierenden Gebeinen, durch die halbe Welt, halbes Jahrtausend, bis sie heimkamen. Heim in die Krypta. Wird einer so heimelig beim Erzählen, Auslandsgast versteht Nüsse, ist ein bisschen laut hier. Gebrannte Nüsse!, schreien wir. Eiserne Kuchen!

Während wir zwischen Backfischen herum stolpern. Es gibt gebackene Fische!, schreien wir dem Auslandsgast zu. Unbedingt! In Luxemburg marschieren nur die Hammel!, schreien wir dem Auslandsgast ins Ohr. Dann ziehen wir ihn in den Stall.

Und hier lassen wir die Säue raus! Nachhaltig. Das wird die *Fouer* jetzt nämlich auch. Zumindest nimmt sie sich das vor. Nicht nur der Kater soll nachhaltig sein.

Ein weiterer Pluspunkt für unsere Bewerbung bei der Unesco.

Zu Gast

# Erfolgsstory mit Mängeln

Jean-Claude Thümmel

Vor genau 55 Jahren fuhr die letzte hauptstädtische Tram. Damit ging ein 90 Jahre währendes transportpolitisches Kapitel zu Ende. Gut zu wissen, dass die Trambahner schon am 1. Mai 1909 den Zehnstundentag und kurze Zeit später eine Teuerungszulage erkämpften. Als die politischen Weichen Ende der 1950er Jahre exklusiv auf den motorisierten Individualverkehr gestellt wurden, musste die Tram weichen.

Obwohl seit einigen Jahren versucht wird, wieder von diesem Modell wegzukommen, hat der große Paradigmenwechsel in der luxemburgischen Verkehrspolitik noch nicht stattgefunden. Doch es bewegt sich etwas. Sichtbar wurde diese Bewegung mit der Inbetriebnahme des ersten Tramabschnitts am 10. Dezember 2017. Die Hauptstadt gibt sich moderner, dynamischer und nachhaltig. Die Kommentare bei der Einweihung? Ein konzertierter Lobgesang auf die Weitsicht der Politik. Die Presseabteilung von Luxtram tat das Ihrige dazu, um ein makelloes Bild der Tram zu zeichnen.

Luxtram ist aber nicht nur schönes farbiges *Nation Branding*. Luxtram, das sind auch die Beschäftigten, die dafür sorgen, dass die Tram fährt, dies leider zu Sozialbedingungen, die man nicht einmal ordentlich nennen kann. Denn bei Luxtram läuft in diesem Bereich so einiges schief. Die Betreibergesellschaft Luxtram SA gehört bekanntlich zu zwei Dritteln dem Staat und zu ei-

## Jean-Claude Thümmel ist Mitglied des Koordinationsbüros von Déi Lénk

nem Drittel der Gemeinde Luxemburg. In ihrem Verwaltungsrat sitzen derzeit 13 Leute, davon acht Vertreter des Staates und vier der Gemeinde. Die Bürgermeisterin der Hauptstadt gehört dazu. Dieser Verwaltungsrat wahrt in gewisser Weise die Interessen der beiden Aktionäre. Trotzdem oder gerade deswegen herrscht in Sachen Kollektivvertragsverhandlungen bei Luxtram totaler Stillstand. Der Generaldirektor von Luxtram hat immer wieder betont, ihm seien in Sachen Kollektivvertrag die Hände gebunden, weil ihm ein Mandat des Luxtram-Verwaltungsrats fehle.

Nun, eine Lösung gäbe es schon. Sowohl die Regierung als auch die Gemeinde Luxemburg könnten ihre Aufsichtsräte mit einem entsprechenden Mandat ausstatten und die Sozialpart-

ner ihre Arbeit machen lassen. Wenn sich also nichts bewegt, liegt das wohl am politischen Willen der beiden Aktionäre von Luxtram.

Diese Verweigerungshaltung ist absolut inakzeptabel. Der grüne Mobilitätsminister wird nicht müde zu betonen, dass er sich nicht vorstellen kann, sich überall da, wo der Staat Mitaktionär ist, in laufende Verhandlungen einzumischen. Der Staat sollte sich aber schon einmischen, um soziale Schwerpunkte zu setzen. Bei Luxtram bewegen sich die Sozial- und Arbeitsbedingungen am gesetzlichen Minimum. Der Staat muss seine soziale Verantwortung übernehmen und sich einmischen. Es ist ein „choix politique“. Oder gilt, nachhaltige Mobilität ist wichtig, steht uns gut zu Gesicht, darf aber nicht viel kosten?

Moderne Transportkonzepte wie die Tram gehen also nicht zwangsläufig mit hohen sozialen Standards einher. Das Fatale an dieser politischen Grundausrichtung? Es wird ein klares Signal nach draußen gesendet: kürzer treten und zufrieden sein. Diese Regierung geht, zwar indirekt, aber ganz bewusst, das Risiko eines Sozialkonflikts beim Vorzeigebetrieb Luxtram ein. Politisches Kalkül? Im Koalitionsprogramm dieser Regierung heißt es: „Es werden Reformen in Angriff genommen, um den Sozialdialog zu stärken und zu modernisieren.“ Von diesem Anspruch ist die rot-blau-grüne Regierung meilenweit entfernt.

Chroniques de l'urgence

# L'incertitude n'est pas notre amie

Jean Lasar

Prédire l'évolution du climat terrestre en réponse aux milliards de tonnes de gaz polluants que nous y déversons est complexe. Lorsqu'ils présentent les résultats de leurs recherches, les climatologues, tout à la rigueur de leur méthodologie, parlent de probabilités, de marges d'erreur, de scénarios, bref d'incertitude. Faute d'une planète de rechange, impossible de reproduire leurs recherches comme on le ferait dans d'autres sciences : nous nous livrons déjà, à nos risques et périls, à une expérimentation en grandeur nature sur la seule planète bleue connue de l'univers. Cette incertitude est souvent mise en avant par les tenants de l'immobilisme comme une parfaite raison de ne rien

faire. Cet argumentaire a la vie dure, mais il est facile à démonter.

D'abord, si incertitude il y a, elle est toute relative, car les trajectoires plausibles tracées par les climatologues sont toutes menaçantes au plus haut point pour notre survie. Certes, les modèles qui simulent le climat n'intègrent pas certains phénomènes météorologiques, trop complexes à prendre en compte en l'état actuel de nos connaissances, comme par exemple le rôle des nuages. Mais cela n'élève rien à leur pertinence, puisqu'ils reproduisent avec précision l'évolution passée du climat.

Ensuite, il y a les points de bascule, que ces modèles ne prennent pas en compte : effet d'albédo, méthane du permafrost, accélération de la désertification... Sur ce front, depuis le premier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) en 1990, il n'y pratiquement eu que des mauvaises nouvelles : les mécanismes de rétroaction, ou effets d'emballlement, lorsqu'ils interviennent, sont d'abord presque systématiquement en notre défaveur, et ensuite plus précoces et plus massifs que nous ne le craignons. S'il y a une

incertitude de ce côté-là, elle nous enjoint à sortir de l'ère des énergies fossiles au plus vite.

Enfin, la variable la plus incertaine est celle des futures émissions humaines. Le GIEC a catégorisé les scénarios relatifs à la concentration à venir du CO<sub>2</sub> en utilisant la notion de RCP (*Representative Concentration Pathways*). Ces dernières semaines, une discussion a enflammé les forums au sujet du scénario dit RCP 8.5, le plus sombre avec une concentration de 1 250 ppm de CO<sub>2</sub> en 2100, qui suppose que les émissions continuent d'augmenter tout au long des 80 prochaines années. Une perspective littéralement infernale. RCP 8.5 correspond-il au « business as usual », comme on s'est habitué à le dire, ou faut-il y voir plutôt un scénario extrême et donc improbable ? En filigrane de cette discussion, technique et terrifiante à la fois, pointe la notion qu'au-delà des incertitudes sur le fonctionnement de notre système climatique, il y a celle, cruciale, relative au comportement à venir de l'espèce humaine. Les premières ne sont pas nos amies, loin s'en faut, mais la dernière peut le devenir à condition que nous nous retrouvions enfin les manches.



Gedicht fir de G7

De Mann vun de Banken  
Vill Show, béis Gedanken  
Mat deem sinn d'Fransousen  
Och net op de Rousen

Déi schlamm preisesch Int  
Ass dat net méi gewinnt  
Si léisst sech alt këssen  
A schwëmmt nach e bëssen

Verbruet kuckt deen Alen  
Op d'Auer an d'Wahlen  
E fäert just d'Chinesen  
A muss da nees reesen

Wéi schlecht se do sëtzen  
Sech schiel kucken a pëtzen  
Falsch laachen a léien  
Dass d'Fatze fléien

Jacques Drescher



Glaubt man den Debatten in den sozialen Medien, ist Freiheit etwas außer Mode geraten. Die Gegenwart schreit nach Verboten und Regulierung, nach Einschränkung und Mäßigung. Freiheit hingegen ist etwas für weiße alte Männer, die mit ihrem SUV ohne Geschwindigkeitslimit über den Asphalt rasen wollen. Dass Freiheit ein viel größerer Begriff ist, der sich nicht vereinnahmen lässt, will Carole Melchior (Foto: Sven Becker) zeigen. Unter dem Titel *Eleutheromania*, das auf Griechisch soviel wie unbändiger Freiheitsdrang bedeutet, stellt die Photographin ihre Werke im Centre d’art nei Licht in Düdelingen vor. Am 7. September, um 11.30 Uhr ist Vernissage in Anwesenheit der Künstlerin. ([centredart-dudelange.lu](http://centredart-dudelange.lu)) ps

## Luxemburgensia



### Pas évident de vivre sans

C'est l'histoire d'un mec qui, un jour, parce qu'il attend quarante minutes un autobus, réalise soudain qu'il y a une relation entre évasion fiscale et austérité budgétaire. François Samson-Dunlop est dessinateur, journaliste radio et très bien dans ses bottes. Québécois, il est aussi fan de son compatriote, le philosophe Alain Deneault, auteur non seulement de l'excellent *La médiocratie* (Lux, 2015), mais aussi de nombreux ouvrages sur les paradis fiscaux, les multinationales et les ravages de l'offshore (et qui écrit sa postface). Il décide donc de vivre selon son éthique, qui serait de refuser d'enrichir les sociétés qui trichent en pratiquant l'évasion fiscale. *Comment les paradis fiscaux ont ruiné mon petit-déjeuner* (Éditions Écosociété, 2019) est le récit de son aventure – en roman graphique. Qui, comme il s'avère, n'est pas si évidente : le couteau artisanal est livré par FedEx, la table venait d'Ikea, les revenus d'Uber passent deux fois l'Atlantique, sans parler d'Amazon, d'Apple ou de Nike. Malgré le sujet complexe – qui, au passage, passe très souvent par le Luxembourg (dessin extrait du livre) – Samson-Dunlop le traite avec beaucoup d'humour, sans épargner les popstars faux-culs comme les Beatles, INXS ou U2. Jouissif. jh

## Bildende Kunst

### #catcontent

Während im Centre d'art nei Licht in Düdelingen die Frage nach Freiheit verhandelt wird, geht es im benachbarten Centre d'art Dominique Lang ab kommender Woche um Katzen. *C'est l'histoire d'un chat qui portait des souliers à minoux*, heißt die neue Schau. Sie ist das Werk der bildendenden Künstlerin Aude Legrand. Die gebürtige Französin hat nach Stationen in Paris und New York Luxemburg zur Wahlheimat ernannt. Vernissage ist am 7. September, um 11.30 Uhr, die Ausstellung läuft bis zum 6. Oktober. Öffnungszeiten: mittwochs bis Sonntag, 15-19 Uhr. ps



## Festival



### Geordneter Eskapismus

Während in diesem Sommer das legendäre *Woodstock-Festival* 50 Jahre feiert, geht ein Wort um: Festivalsterben. Kann es sein, dass die Idee von Kulturerlebnis in der Natur zwischen Hedonismus und Weltverbesserungsdrang auf die neue Generation nicht mehr wirkt? Selbst die Politik beschäftigt sich mit dem Thema, die Abgeordnete Djuna Bernard (déi Gréng) befragte Kulturministerin Sam Tanson (déi Gréng) nach dem Festivalsterben. Das *Last Summer Dance* (Foto: Sam Flammang) trotz diesem angeblichen Trend. Zwischendurch gab es zwar eine einjährige Pause (2017), aber an diesem Wochenende feiert das Festival seine sechste Ausgabe. Ähnlich wie das *Kolla Festival* im August steht die Veranstaltung im Geiste von *Monterey* und *Woodstock* und deckt die gesamte Bandbreite des kulturellen Angebots ab: Konzerte, Kunstausstellungen, Workshops, Theater- und Zirkusvorstellungen, Diskussionsrunden sowie Yoga und Achtsamkeitsübungen. Allerdings ist es weniger anarchisch als das *Kolla*. Im schönen Schlosspark Erpelding geht es geordnet zu. Es ist das Becken, aus dem die Grünen traditionell ihren Nachwuchs rekrutieren. ([lastsummer-dance.squarespace.com](http://lastsummer-dance.squarespace.com)) ps

## Aktionskunst

### Das Manifest des Yves Kinnen

„Kee Wahlrecht fir Autofuer! Kee Wahlrecht fir Leit mat Facebook! Kee Wahlrecht fir Männer!“ Ein gewisser Yves Kinnen (Foto: Yves Kinnen) treibt sein Unwesen. Auf Facebook und auf Plakaten entlang der Straßen irritiert er mit vermeintlichen Gaga-Botschaften. Kinnen beschreibt sich als 35-jährigen Blogger, dessen Leidenschaften Politik, Geocaching und Kino sind. Er will dabei nicht verraten, was genau es mit seiner Aktionskunst auf sich hat, und wer dahintersteckt – allerdings erinnern Stil und Form stark an das Kollektiv *Richtung22*, das gerade dabei ist, einen neuen Film zu drehen. Am Montag will Kinnen auf der Braderie in der Hauptstadt (9.30 Uhr, Place d'armes) sein gesamtes Manifest veröffentlichen. Ein Interview lehnte er ab, da er angeblich zurzeit in Dubai weilt. Die Facebook-Nutzerin Nicole Froberg ist sich dabei sicher: „Dummheit ist eine Sache, aber das hier ...du meine Güte.“ ps



## Theater



### Intelligenzlager

„Mort aux cons! Theater gefährdet unsere Dummheit!“ Das Kasemattentheater hat seinen Spielplan für die neue Saison 2019/20 vorgestellt. Und in der Tradition dieser Institution steht das politische Theater im Vordergrund. Keine *l'art pour l'art* - ein Ort der „radikalen Aufklärung“ will es sein, so Dramaturg Marc Limpach. Das Programm liest sich tatsächlich wie ein Jahresplan zur nachhaltigen IQ-Steigerung: „NSU-Auch Deutsche unter den Opfern“, „1919. Vive d'Republik!“ (Karrikatur: Der arme Teufel), „Intervention“, „Über Tod (und Leben!)“, „Judas. Zwei Monologe über einen Verrat“. Hier werden die ganz großen Eisen angefasst und die wichtigen gesellschaftspolitischen Fragen verhandelt. Wer die leichte Muse sucht, ist hier falsch. Es bleibt zu hoffen, dass die Dummen dieser Welt sich angesprochen fühlen und den Weg ins Kasemattentheater finden. ([kasemattentheater.lu](http://kasemattentheater.lu)) ps

## Personalie

### Trophäensammler im Mudam

Das Mudam hat einen neuen Kommunikationsleiter. Yves Hoffmann ersetzt José da Costa, der nach einjährigem Intermezzo Anfang Mai den Laufpass erhielt. Hoffmann ist dabei kein Unbekannter in Luxemburg: Sein Lebenslauf liest sich wie eine Yuppie-Trophäensammlung. Kommunikationschef bei den Unternehmen Luxair, BGL und Bil. Der studierte Kunsthistoriker führte zudem für kurze Zeit eine Galerie in Paris und hatte sich zuletzt mit der Kunstagentur (*Joseph Art Agency*) selbständig gemacht. Hoffmann bringt somit nicht nur die nötige Qualifikation und Erfahrung mit, um eine nachhaltigere Lösung für das Mudam zu sein als Da Costa – er entspricht auch der DP-Vorliebe, die Welt von Finanzen und Kultur miteinander zu verbinden. ps

Festival de Bayreuth 2019

# L’arc-en-ciel sur la colline

Lucien Kayser

Non, on se calme, c’est toujours le drapeau frappé de l’initiale de Wagner qui flotte sur le Festspielhaus ; le drapeau LGBT n’est mis que sur la harpe en fin de deuxième acte, à la façon dont on le fait sur un cer-cueil. De même, c’est seulement pendant l’entracte qu’il y a cette échelle montant à la terrasse du Kö-nigsbau, où est fixé un calicot noir avec l’inscription (si, si, elle est de Wagner, du temps de son amitié avec Bakounine, de l’insurrection de Dresde) : *frei im Wollen, frei im Thun, frei im Geniessen*. Termi-nons le tour de la marginalité inattendue dans la solennité guindée de la colline verte : les festivaliers se joignant entre les deux premiers actes, à un pu-blic plus large, près de l’étang en bas du parc, pour le numéro entraînant d’une drag queen, anticipant entre autres l’air d’Elisabeth qui va suivre, et d’un nain, lui dans un canot pneumatique sur l’eau (on verra ce qu’il en est de ces personnages).

Pour la représentation elle-même, du nouveau Tannhäuser, mis en scène par Tobias Kratzer (dont on se rappelle une stupéfiante *Götterdämmerung* à Karlsruhe), elle commence non pas dans quelque Venusberg, qu’il soit baudelairien ou plus vénéneux encore, il est vrai que l’on joue la version de Dresde, plus rude, les ballets parisiens ne sont pas encore passés par là. A suivre une partie de l’ouverture, ils sont quatre sur grand écran dans une Citroën type H sur les routes thuringiennes, franconiennes : c’est Vénus qui conduit, à son côté Tannhäuser, grîmé en clown, avec eux justement Le Gateau Chocolat, une drag queen anglo-nigériane, et le nain Oskar, échap-pé avec son tambour du roman de Günther Grass. Un petit monde en toute liberté, vivant au jour le jour, jusqu’au moment où Vénus écrase un vigile qui les a surpris en train de siphonner le réservoir d’essence d’une voiture.

C’en est trop pour Tannhäuser, une limite est franchie, ou tout simplement comme dans la tra-dition, la liberté commence à lui peser. D’où son départ, son retour à la Wartburg, en l’occurrence le Festspielhaus de Bayreuth, où passent les pèlerins que sont les festivaliers adeptes d’une nouvelle reli-gion (Lavignac disait bien qu’il fallait s’y rendre à genoux). Nouvelle Rome, mais pour le moment, les chevaliers, Landgraf en tête, accueillent avec bien-veillance le fils prodigue ; Vénus a perdu la partie, à Heinrich, l’espoir de gagner le cœur d’Elisabeth dans le concours de chant qui est annoncé.



Heinrich et Elisabeth, figure de pietà inversée (photo de gauche) ; Oskar et Elisabeth, deux mondes se rejoignent dans la désolation



Seulement, nos trois marginaux qui restent n’aban-donnent pas si vite, pas si facilement. On se sou-vient de l’échelle, ils se sont glissés dans les couloirs du Festspielhaus. Intelligemment, les décors de Rai-ner Sellmaier ont coupé la scène en deux, en haut on suivra dans les projections ce qui se passe à l’inté-rieur, en bas, comme dans une carte postale de jadis, le concours lui-même, où Vénus a pris place parmi les Edelknaben, nerveuse, piaffante. Pas besoin d’in-sister sur les prestations des chevaliers, des ordres, des mondes s’opposent, et c’en est encore trop pour Tannhäuser, dans l’autre sens, comme une dernière flambée d’utopie qui choque évidemment, jusqu’à Elisabeth, à son amoureux il ne reste que l’échappa-toire romaine, le pardon du pape. Entretemps, on a vu Katharina Wagner, la cheffe de maison, appeler la police, qui fait son intrusion comme pour une bande de terroristes, pour nos marginaux devenus quasi folkloriques, sans réelle poigne désormais.

Heinrich est menotté, emmené ; sous le drapeau arc-en-ciel, la harpe sera muette.

Atmosphère de fin de partie, à la Beckett, au troi-sième acte. L’utilitaire est à moitié, ou plus, désossé, prêt à la casse. Des morceaux de ferraille traînent, que les pèlerins, de retour de Rome, ramassent en partie. Tannhäuser n’y est pas, bien sûr, au désespoir d’Elisabeth qui n’a donc plus que Wolfram pour se consoler ; lui, a mis le costume de clown, rejoint celle qu’il n’a jamais cessé d’aimer, et dans la Citroën les deux s’unissent, font l’amour. Pour la jeune femme, la vie prend fin, la voici ensanglantée, du sang de son suicide sans doute, mêlé à celui de son unique expé-rience amoureuse. Pour Wolfram, le chant à la lune n’en prend que des accents plus poignants.

On s’arrange (ou non) avec le monde où l’on vit. Un panneau, gigantesque, montre Le Gateau Chocolat

## Au-delà de l’amour et de la religion, Tobias Kratzer projette des marginaux contre l’ordre de la Wartburg

dans une pub pour une montre. Oskar est devenu SDF, Vénus a disparu. L’image est pathétique. Elle montre Heinrich, revenu de Rome quand même, Eli-sabeth sur ses genoux, dans une figure de pietà inver-sée ; un dernier regard sur l’écran, les deux ensemble dans la Citroën. Seulement, ils n’avaient pas eu de chance, dans des mondes trop opposés. Wagner, lui, d’artiste anarchisant passé à fondateur d’un nouvel ordre musical, avait su prendre le virage.

La mise en scène de Tobias Kratzer s’avère à la fois intelligente, dans son interprétation du sujet, avec un bel esprit de conséquence, sans jamais aller contre la musique, et attrayante, agréable, on peut même dire plaisante à tels moments (là par exemple où il ne recule pas devant telles citations d’autres réalisations, ce qui ne se fait pas sans don-ner du sens). Représentation (du 21 août dernier) d’une très grande qualité globale au bout, avec un Valéry Gergiev, qui semblait libéré, ayant pris la mesure toute particulière du Festspielhaus. Et des chanteurs, on ne trouverait pas meilleure distri-bution, tous d’égale force, d’égale expressivité, Ste-phen Gould (Tannhäuser) en tête, Elena Zhidkova (Vénus), Lise Davidsen (Elisabeth), Markus Eiche (Wolfram), pour ne relever que les principaux anta-gonistes, auxquels, avec l’orchestre et les chœurs, il faut absolument joindre Le Gateau Chocolat (c’est le nom d’artiste) et Manni Laudenbach (Oskar).

## Séries

# Vernon Subutex, de l’écrit à l’écran

Loïc Millot

Produite et diffusée par Canal +, la série française inspirée du best-seller de Virginie Despentes était fortement attendue, tant des spectateurs que des nombreux lecteurs que compte l’auteure de *Baise-moi* (1994) et de *King Kong Théorie* (2006). Bien établie auprès des jeunes générations, la notoriété de l’écrivain, membre de l’académie Gon-court depuis 2016, ne pouvait que séduire les argentiers de Canal +. Le mythe d’une chaîne sulfureuse et « rock and roll » dans ses fondements pouvait alors perdurer au contact d’un monument littéraire comme *Vernon Subutex*, où s’entrelacent indifférem-ment les références musicales, intellectuelles et porno. Il existe ainsi une certaine proximi-té culturelle entre l’univers de *Vernon Subutex* et l’histoire de Canal +.



Flora Fischbach (à gauche) et Céline Sallette

## Les références musicales, culturelles et porno rapprochent les univers de *Vernon Subutex* et de *Canal +*

Neuf épisodes de trente minutes ont été réalisés, centrés sur les deux premiers tomes de *Vernon Subutex*. Un format court, dont sortiraient frustrés les admirateurs de la roman-ciè-re originaire de Nancy. Non seulement le dernier volet de la trilogie fut en effet sacrifié, donnant une vue incomplète et tronquée du récit. Mais on ignore à ce jour si cette mini-série connaîtra – ou non – une seconde saison.

Entre temps, Despentes a joué à l’écrivain trahie – comme autrefois Marguerite Duras de- vant l’adaptation de *L’Amant* (1992) par Jean-Jacques Annaud – en décriant, sans même l’avoir vue, l’adaptation télévisuelle de son roman. Jusqu’à dénoncer, dans un entretien accordé à la revue *Society*, les liens de parenté et d’intérêts qui pèsent sur la réalisatrice : Cathy Verney « (...) est la sœur d’un très haut placé de Vivendi, très, très proche de Bol-loré. Ça, je l’ai compris quand on a commencé à travailler, et tu te rends vite compte qu’il n’y a pas de discussion possible : toi, tu vas partir, et elle va rester faire ce qu’elle veut. Et c’est ce qui s’est passé. » Virginie a donc choisi de prendre l’oseille et de claquer la porte au bout de trois mois de collaboration.

Plus pop que rock finalement, la série arbore une esthétique léchée, voire policée, à l’image de ce que sont devenus vingt-cinq ans plus tard ses personnages – des férus de musiques underground rentrés dans le rang du conformisme et du salariat désenchanté... Gueule de bois assurée, tant l’époque a (mal) tourné. Son héros, le disquaire Vernon Subutex, autour duquel se rassemble toute une faune nocturne, est interprété par Romain Duris : un choix générationnel motivé notamment pour son rôle de rebelle dans *Le Péril jeune* (Klapisch, 1994). Depuis *De battre mon cœur s’est arrêté* (Audiard, 2005), l’acteur a cependant su étof-fer son jeu et briser son image de mininet de *L’Auberge espagnole* (Klapisch, 2002).

Il n’était pourtant pas facile d’endosser les habits d’un disquaire devenu clochard céleste. Car les pauvres, on le sait, sont rarement pris pour héros des films et séries TV. Tabou politique par excellence, la pauvreté est visible partout dans la rue et nulle part sur les écrans. Elle repousse le public, ravive des peurs ancestrales, objet d’une double exclusion – sociale et artistique. Une situation d’autant plus paradoxale quand on sait que Charlot-the-Tramp fut aussi la première vedette internationale de cinéma. *Vernon Subutex* n’est cependant pas une comédie burlesque, ni même tout à fait une fable sociale. Certes, on suit pas-à-pas la descente aux enfers de Vernon, depuis l’expulsion de son apparte-ment parisien à sa nouvelle condition de vagabond. On assiste aux retrouvailles avec ses ami.e.s, dont les liens de solidarité, effilés par le temps, sont mis à l’épreuve. Fidèle sur ce point au roman, la réalisatrice injecte une part de mysticisme dans la dérive suburbaine de notre héros. Ses épreuves ascétiques deviennent spirituelles, métaphysiques, en com-munion avec les éléments naturels. Le réalisme social côtoie la poésie d’une liberté ac-quise au prix de la privation matérielle. À travers cette figure du bel échoué se décèle une critique féroce d’un mode de vie basé sur la consommation et l’accumulation du capital.

L’intrigue, quant à elle, est digne d’un véritable polar, en même temps qu’elle est prétexte à explorer les différentes strates de la société française. La recherche des K7 testamen-taires léguées à Vernon par le chanteur Alex Bleach, retrouvé mort d’une overdose le lendemain de ses confessions, en est le fil conducteur. C’est cette quête aussi qui vient relier entre eux tous les personnages de cette œuvre chorale. Il faut saluer enfin la qualité d’ensemble du casting. Outre l’interprétation émouvante de Romain Duris, on retrouve, à l’autre extrémité de la pyramide, l’excellent Laurent Lucas dans le rôle du chef d’entreprise véreux, mais aussi la chanteuse Fischbach en féministe éprise de la Hyène, personnage aussi sombre qu’attachant ayant révélé l’actrice Céline Sallette. Philippe Rebot (Xavier Fardin) et Florence Thomassin (Sylvie Langlois) font merveille dans leurs costumes neufs de bourgeois parvenus. Fresque teintée de nostalgie sur une époque révolue, *Vernon Subutex* s’illustre aussi par sa bande-originale foisonnante, de Daniel Darc à Suicide, en passant par The Thugs et tant d’autres formations musicales à redécouvrir.

Les neuf épisodes de *Vernon Subutex* sont diffusés en intégralité sur *myCanal*.

Théâtres de la Ville de Luxembourg, programme « Danse »

# Une programmation garnie et fleurie

Godefroy Gordet

Dix-neuf spectacles sont à l'affiche du programme « Danse » de la saison 2019-2020 des Théâtres de la Ville de Luxembourg. Une programmation garnie et fleurie, nous laissant tout juste le temps de crier hurra entre deux spectacles, ou quand l'un se finit sur scène, l'autre a déjà commencé à occuper notre esprit. Mettant à l'honneur des compagnies exultant en Europe et pour certaines dans le monde, cette année, les Théâtres de la Ville livrent côté danse autant de diversité que d'audace. De plus, dans sa dizaine de productions et coproductions signées, l'institution trouve également – et bien heureusement – quelques créneaux pour certains chorégraphes nationaux ou basés au Grand Duché, à l'image de projets tenus par les Luxembourgeois Jean Guillaume Weis, Simone Mousset, Annick Pütz ou encore le duo belgo-portugais Baptiste Hilbert & Catarina Barbosa.

En prenant du recul face à cette programmation Danse qu'affichent les Théâtres de la Ville, au large se décline une belle idée : celle de confondre les genres et traditions, en faisant appel à des chorégraphes et compagnies aux personnalités, cultures et influences très différentes.

Aussi, quand en ouverture, le Luxembourgeois Jean-Guillaume Weis accompagne l'Italien Mauro Astolfi pour s'emparer de l'univers de Vivaldi dans *Vivaldi Variations* – porté par la compagnie de danse, la Spellbound Contemporary Ballet, et les musiciens de l'Orchestre de Chambre du Luxembourg –, d'entrée, le ton est donné. C'est une mixité de visions qui vont, semble-t-il, s'entremêler cette année sur les scènes du Grand Théâtre.

La dynamique qu'offre d'ailleurs la programmation sur le mois d'octobre confirme ces aspirations, entre l'inflexion hip-hop que montre le Brésilien Bruno Beltrão dans *Inoah*, et la fusion du traditionnel Kathak indien avec la danse contemporaine qu'opère le chorégraphe britannique Akram Khan dans son solo narratif *Xenos*.

On trouve alors dans cette programmation Danse 2019-2020, autant de styles mêlés que d'histoires racontées et de nationalités pour les faire entendre. Une ligne qui rappelle justement le travail de la compagnie de danse Acosta Danza de la Havane, fondée par le danseur Étoile cubain Carlos Acosta, qui, dans leur programme de la fin novembre au Grand Théâtre, propose quatre histoires chorégraphiques partagées entre virtuosité et élégance.

Cette saison affiche aussi des spectacles ancrés dans des partis pris plus modernistes, voire expérimentaux, pourtant presque trop peu présents, regrette-t-on. À l'image de l'hypnotique *Elektrik* de la franco-espagnole Blanca Li, affutant une atmosphère urbaine sur de la musique électro, de l'énergie *Paraíso – coleção privada* de la Capverdienne Marlene Monteiro Freitas, couplant drôlerie et étrange, et le pluridisciplinaire *TrapTown* du Belge Wim Vandekeybus et sa compagnie Ultima Vez – qu'on ne présente plus – ouvrant, comme à son habitude, à une prose chorégraphique utilisant la danse, le film, le texte et la musique.

S'en suit, de mars à mai, le féministe et inspirant *Distopia* de l'Espagnole Patricia Guerrero, un concept monté en 2018 sur les affections prononcées de la chorégraphe pour une réinterprétation du Flamenco ; *Message in a Bottle* signé par Kate Prince et basé sur certaines des titres phares de l'immense Sting, mélangeant les styles pour de vivifiants contrastes, un spectacle apparemment familial qui effraie de son kitch potentiel ; *Kirina* du Burkinabé Serge Aimé Coulibaly, entre une ode aux traditions musicales et chorégraphiques africaines et un pamphlet pré-colonialiste qu'on espère hors radotage ; et enfin, la poésie en mouvement du Nederland Dans Theater, dans un programme de deux pièces, encore non défini – dommage –, tenues par le chorégraphe allemand Marco Goecke et le Suédois Alexander Ekman.

Côté coproductions et productions, les Théâtres de la Ville ont cette année sous leur bienveillance neuf spectacles, dont quatre tenus par des chorégraphes luxembourgeois. Et c'est sûrement là que cette saison ravie le plus.

Entrant dans ce brassage culturel et traditionnel, le duo Session que tiennent hors et sur scène, l'Irlandais Colin Dunne et le flamand-marocain Sidi Larbi Cherkaoui, marque véritablement cette ligne de programmation jusqu'à lors décrite. Des arts martiaux au jazz, en passant par le hip-hop, la contemporanéité de ce spectacle, abordant les notions de



**Zeitigung** de la chorégraphe Anne Teresa de Keersmaecker (en haut) ; le duo Session, Colin Dunne et Sidi Larbi Cherkaoui (en bas) ; *Message in a Bottle* de Kate Prince (à droite)

nationalités et de langues, crépite et se démarque dans cette décennie de créations, trop souvent attirées par des versions *old-school* du contemporain. Un spectacle inattendu très attendu.

La scène britannique est d'ailleurs vivement représentée cette année, avec les coproductions des Théâtres de la Ville sur le *New Work (2020)* de Michaël Clark, présenté en première mondiale au Grand Théâtre en février prochain, poursuivant la trilogie autobiographique de Clark ; et sur le *Enter*

*Achilles* de Lloyd Newson et le DV8 Physical Theatre, une reprise 25 ans après du classique de Newson en collaboration avec la compagnie Rambert.

Deux temps forts vont à coup sûr marquer les esprits cette année, pour le génie de leur tenancier mais aussi la force immersive qu'ils transportent : *Zeitigung* de la chorégraphe Anne Teresa De Keersmaecker et du pianiste Alain Franco et *Marry Me In Basiani* des Français du collectif (La)Horde. Les premiers livrant un remastering dix ans après de

leur excellent *Zeitigung*, accompagné cette fois du danseur et chorégraphe belge Louis Nam Le Van Ho, pour trouver une relecture à trois voix de la pièce d'origine. Les seconds – qu'il nous tarde de découvrir – fleuron d'une génération de créateurs proche du tout écran et du mélange des disciplines que sont le théâtre, le cinéma, la danse et la performance, nous font partir cette fois – après avoir occupé le champ de la Hard-Dance et du Jumpstyle des années 1990 –, dans les danses folkloriques et traditionnelles géorgiennes...



**Cette année, les Théâtres de la Ville livrent côté danse autant de diversité que d'audace**

Outre le *Vivaldi Variations*, mentionné plus haut, trois autres spectacles sont en signature luxembourgeoise. On retrouve ainsi la lauréate du Lëtzebuerger Danzpräis 2017 Simone Mousset avec *The Passion of Andrea 2*, une pièce au troisième degré dite : « burlesque » et « absurde » ; Annick Pütz & Thierry Raymond du Mierscher Kulturhaus avec *R.E.F.L.E.X.E.S.*, regroupant des artistes avec et sans handicap pour une pièce « fenêtre sur notre monde » qui sent bon la tendresse et la joie ; et enfin, le projet *Shoot the Cameraman* de la Cie Awa-As We Are, tenu par Baptiste Hilbert et Catarina Barbosa, qu'on aime pour leur goût du mélange des médiums et des pratiques, mais aussi pour leur caractère instinctif. Une maigre pitance pour une scène locale, franchement vivace et pour laquelle on porte un grand respect, mais heureusement, d'autres structures battent aussi le fer pour la valoriser.

Maison-mère du spectacle vivant à Luxembourg, les Théâtres de la Ville ne peuvent pas se permettre de lésiner avec la qualité de leur programmation. Sur le papier, pour l'instant en tout cas, ça fleurit bon... Reste maintenant à voir, de date en date, de scène en scène, si les ambitions de l'institution seront dans les faits aussi concluantes qu'annoncées.

Saison 2019-2020 des Théâtres de la Ville de Luxembourg, [www.theatres.lu](http://www.theatres.lu)

Kino

## Philosophische Postapokalypse

Marc Trappendreher

Die Welt, wie wir sie kennen, existiert nur noch als künstliches Programm, die so genannte Matrix. Keanu Reeves gibt in dem gleichnamigen Film die Hauptfigur, die ein Doppelleben führt: Tagsüber ist er der pflichtbewusste Thomas Anderson, nachts der Hacker Neo, der seinen Kunden illegale Computersoftware beschafft. Seine Realität ist jedoch eine computergenerierte Scheinwelt, die von Maschinen mit künstlicher Intelligenz gesteuert wird. Bis auf

**Zum zwanzigjährigen Jubiläum von *Matrix* ist in den Kinos eine restaurierte Fassung des Films gestartet**



Carrie-Ann Moss (Trinity) und Keanu Reeves (Neo)

den mysteriösen Morpheus (Laurence Fishburne), dessen Mitstreiterin Trinity (Carrie-Ann Moss) und eine Truppe von Rebellen wird die gesamte Menschheit, die sich in einem Tiefschlaf befindet und von den Maschinen ausgebeutet wird, in dieser Scheinwelt mit der Illusion eines perfekten Alltags genährt. Morpheus ist überzeugt, dass Neo der „Eine“, der heilsbringende Auserwählte ist, der den Kampf gegen die Maschinen aufnehmen kann.

*Matrix* war 1999 ein entscheidender Beitrag zum Science-Fiction-Genre, der neue Maßstäbe setzte. Nun ist zum zwanzigjährigen Jubiläum eine restaurierte Fassung des Films in den Kinos gestartet. Andy und Lana Wachowski beschwören als Regie-Duo mit *Matrix* ein postapokalyptisches Szenario, das sich um die Jahrtausendwende in eine Reihe von Mystery- oder Endzeit-Filmen einfügte (etwa *The Ninth Gate*, *End of Days* oder *eXistenZ*, alle 1999), die um Identitätsängste, den Wirklichkeitsverlust und die Stellung des Individuums in der Welt kreisten. Umstandslos lässt sich *Matrix* dem Kino der Neunziger zurechnen, so augenfällig spielerisch verbanden die Wachowski-Brüder populärkulturelle Elemente mit mythischen Stoffen.

Die Anlehnungen an die christliche Heilslehre sind ebenso unübersehbar wie die Referenzen an *Alice in Wonderland* oder *The Wizard of Oz*. Der Auserwählte, der als Thomas Anderson stirbt und als Neo wiedergeboren wird, steht überdeutlich für Jesus Christus. Da gibt es ebenso den Judas, der seine Gemeinschaft verrät; Morpheus, das ist der griechische Gott der Träume, und sein Schiff, die Nebuchadnezzar,

spielt auf den babylonischen König an, der der Bedeutung seiner Träume habhaft werden wollte. Die Zitierfreude ist groß und kennt dabei – ganz im Sinne des postmodernen Kinos – keine Unterscheidung zwischen Hoch- und Populärkultur. Aufsehen erregte *Matrix* aber auch für seine aus dem Hong-Kong-Kino entlehnten Kung-Fu-Action-Sequenzen, die mit den spektakulären und wegweisenden Spezialeffekten (beispielsweise dem Bullet-Time-Effekt) kombiniert wurden.

Dass die echte Erfahrung von Realität und die Unterscheidung von Wirklichkeit und Simulation sich zunehmend auflösen, sind Ideen, die besonders in der Postmoderne-Debatte verhandelt wurden, mit der auch der französische Philosoph Jean Baudrillard schnell in Verbindung gebracht wurde. Tatsächlich war Baudrillard eine wichtige Inspirationsquelle für die Wachowskis – sie erweisen ihm sogar ihre Reverenz: Als Neo einem Kunden illegale Software verkauft, versteckt er diese in einem ausgehöhlten Buch: Baudrillards *Simulacra* und *Simulation*. Der Philosoph meinte jedoch später, die Macher hätten seine Philosophie missverstanden. Freilich ist der Film eher am erkenntnistheoretischen Skeptizismus interessiert und weniger an Jean Baudrillard. Nichtsdestotrotz ist *Matrix* ein mutiger Versuch, philosophische Konzepte in das publikumsträchtige Mainstream-Kino zu integrieren, um so für anspruchsvolle Unterhaltung zu sorgen.

Mit *Matrix Reloaded* und *Matrix Revolutions* erschienen 2003 zwei Fortsetzungen. Ein vierter Teil wurde nun offiziell angekündigt.

Musique classique

# Quinze ans déjà !

José Voss

À l’occasion de ses quinze années d’existence, les responsables de la Philharmonie ont décidément mis les petits plats dans les grands. De plus, force est de constater qu’ils sont mus, une fois de plus, par le souci de la diversité dans un pays qui est, pour reprendre les mots de la ministre de la Culture Sam Tanson, la « terre d’accueil de si nombreuses cultures et nationalités ».

C’est dire que la saison à venir sera particulièrement faste, et qu’il y en aura pour tous les goûts, et que le mélomane aura l’embarras du choix. Face à une offre particulièrement pléthorique (mais « abondance de biens ne nuit pas », n’est-ce pas ?), devant une programmation aussi riche – anniversaire oblige ! –, avec des concerts tous les jours ou presque, il ne sait plus vraiment où donner de la tête… et surtout des oreilles !

Rien que, côté chefs, pour le volet symphonique, que de dilemmes en perspective s’il faut (mais pourquoi faudrait-il ?) choisir entre Esa-Pekka Salonen, Paavo Järvi, Mariss Jansons, Valéry Gergiev, Kirill Petrenko, Zubin Metha, Ricardo Muti, Riccardo Chailly, William Christie, Emmanuelle Haïm, Philippe Herreweghe, Sir Simon Rattle, Gustavo Dudamel, Iván Fischer, Michael Tilson Thomas, Leopold Hager, Pierre Cao ou Daniel Harding (artiste en résidence) : autant de grosses pointures que l’on retrouvera pour certains et découvrira pour d’autres, au pupitre du gratin des phalanges les plus prestigieuses, telles que le Berlin, le Vienne, le Chicago, le San Francisco, le New York, le Concertgebouw, le Philharmonia de Londres, le Philharmonique de la Scala, les Arts Florissants, le Concert d’Astrée, le Collegium Vocale Gent, le Gustav Mahler Jugendorchester, et j’en passe. Bref, c’est le tout gotha de la musique classique qui sera au rendez-vous, comme en témoigne ce défilé de géants.

À cela s’ajoutent bien évidemment les nombreuses propositions des ensembles à demeure : à commencer par l’Orchestre Philharmonique du Luxembourg, les Solistes Européens Luxembourg et l’Orchestre de Chambre du Luxembourg. Et, côté « Grands Solistes », l’offre n’est pas moins généreuse, avec des artistes de renom comme Hélène Grimaud, Rudolf Buchbinder, Daniil Trifonov, Nikolai Lugansky, Grigory Sokolov, Lang Lang, Evgeny Kissin, Renaud Capuçon, Pinchas Zukerman ou Anne-Sophie Mutter. Sans oublier les artistes de chez nous comme Jean Muller ou Francesco Tristano qui peuvent se prévaloir d’une flatteuse réputation internationale. À retenir également non seulement le prestigieux récital lyrique que donnera, le 8 décembre, la « Grande Dame du Bel Canto », Cecilia Bartoli, mais encore ceux des sopranos Patri-



Lors d’une répétition de l’Orchestre philharmonique sous la direction d’Emmanuel Krivine, en octobre 2011 dans la Philharmonie

cia Petibon et Anna Prohaska, du ténor Rolando Villazón, du contreténor Philippe Jaroussky et du baryton Matthias Goerne.

Quant au maestro Gustavo Gimeno, il entame, cette saison, sa cinquième année aux rênes de l’OPL, en tant que directeur musical. Au sein d’un programme protéiforme, Mahler, Bruckner, Schubert, Rossini, Verdi et Stravinski occuperont une place de choix, tout comme la création du *Concerto pour violon* du compositeur espagnol Francisco Coll, avec Patricia Kopatchinskaja. La saison à venir sera marquée aussi par l’ambition de renouer avec les grandes tournées, couronnées de succès, du passé. C’est ainsi qu’au cours de la saison nouvelle, Gimeno, ambitieux et déterminé, lancera ses troupes, au-delà des frontières grand-ducales, d’abord, à la conquête de l’Amérique du Sud (Brésil, Argentine, Uruguay), avec la grande violoniste néerlandaise Janine Jansen (ancienne artiste en résidence), ensuite, à l’assaut de la France, avec des concerts

## Au cours de la saison 2019/20, la Philharmonie célébrera son quinzième anniversaire

à Châlons-en-Champagne, à Paris et à l’Arsenal de Metz, enfin, des pays baltes et de Stockholm. De sacrés défis !

Parmi les temps phares, on notera qu’en 2020, année du 250<sup>e</sup> anniversaire de la naissance du compositeur, est programmé un « Cycle Beethoven », avec, comme passage obligé, l’intégrale de ses neuf *Symphonies*, mais encore un récital Beethoven par Evgeny Kissin et une version mise en espace de son opéra *Fidelio*, confiée aux bons soins de Dudamel, l’autre Gustavo, ainsi que des pages qui n’encombrent guère les salles de concert, telle que *Le Christ au Mont des Oliviers*. Comme « Artistes en résidence », la Philharmonie accueillera, cette saison, la violoniste allemande Isabelle Faust, une fidèle parmi les fidèles (depuis 2012, le public luxembourgeois a en effet pu la retrouver à six reprises à la Philharmonie) et le fringant chef d’orchestre britannique Daniel Harding.

Et ce n’est pas tout ! Certes, il y a les grands chefs, les grands orchestres, les grands solistes instrumentaux et vocaux. Mais des organistes et chambristes de renom ainsi que les compositeurs d’aujourd’hui, qu’ils soient allochtones ou autochtones, ne seront pas en reste, loin s’en faut.

Enfin, parallèlement aux concerts qu’il donnera, l’OPL continuera de briller également par sa politique d’enregistrements de CD et de DVD. Aux gravures parues en 2017 et 2018 sous le label Pentatone, dédiées à des pages de Bruckner, Mahler, Stravinski, Debussy et Rossini, viendront s’ajouter, en 2019/20, des œuvres de César Franck et de – encore lui ! – Gioacchino Rossini.

Quelle offre ! Qui dit mieux ? Que demander de plus ? De quoi faire pâlir d’envie les responsables des salles de concert les plus prestigieuses ! De quoi tenir la dragée haute aux plus grandes capitales mondiales ! On croit rêver !

**Ministère de la Mobilité et des Travaux publics**  
Administration des Bâtiments publics

– +/- 30 tapis de gymnastique  
La durée prévisible des travaux est de 7 jours ouvrables à débiter fin 2019.

### Avis de marché

**Procédure :** européenne ouverte  
**Type de marché :** Travaux

**Modalités d’ouverture des offres :**  
Date : 23.09.2019  
Heure : 10.00 heures

**Lieu :**  
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l’heure fixées pour l’ouverture.

### Section II : Objet du marché

**Intitulé attribué au marché :**  
Fourniture d’équipements sportifs mobiles dans l’intérêt du Lycée technique du Centre – Nouvelle construction sports et réfectoire.

**Description succincte du marché :**  
– +/- 10 chariots de transports pour équipements sportifs divers  
– +/- 40 matelas pour le Judo  
– +/- 100 balles de jeux (basketball, handball, volleyball, etc)

### Section IV : Procédure

**Conditions d’obtention du cahier des charges :**  
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)). La remise électronique est obligatoire.

### Section VI : Renseignements complémentaires

**Autres informations :**  
*Conditions de participation :*  
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

**Réception des offres :**  
Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l’ouverture.

**Date d’envoi de l’avis au Journal officiel de l’U.E. :**  
23.08.2019

**La version intégrale de l’avis n° 1901370 peut être consultée sur [www.marches-publics.lu](http://www.marches-publics.lu)**



### Avis de marché

**Procédure :** européenne ouverte  
**Type de marché :** Services

**Modalités d’ouverture des offres :**  
Date : 01.10.2019  
Heure : 10.00 heures

**Lieu :**  
Le Fonds Belval  
1, avenue du Rock’n’Roll  
L-4361 Esch-sur-Alzette  
Tél. : +352 26840 1  
Email : [soumission@fonds-belval.lu](mailto:soumission@fonds-belval.lu)

### Section II : Objet du marché

**Intitulé attribué au marché :**  
Soumission relative aux services de maintenance des installations électriques du Bâtiment administratif à Esch-Belval.

**Description succincte du marché :**  
Maintenance des installations électriques du Bâtiment administratif.

### Section IV : Procédure

**Conditions d’obtention du cahier des charges :**  
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)).

### Section VI : Renseignements complémentaires

**Autres informations :**  
*Conditions de participation :*  
Les conditions de participation sont précisées au cahier des charges.

**Réception des offres :**  
La remise électronique des offres sur le Portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)

*lu*) est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l’ouverture.

**Date d’envoi de l’avis au Journal officiel de l’U.E. :**  
29.08.2019

**La version intégrale de l’avis n° 1901378 peut être consultée sur [www.marches-publics.lu](http://www.marches-publics.lu)**



**Administration communale de Hesperange**

### Avis de marché

**Procédure :** européenne ouverte  
**Type de marché :** Travaux

**Modalités d’ouverture des offres :**  
Date : 09.10.2019  
Heure : 10.00 heures

**Lieu :**  
Administration Communale de Hesperange  
474, route de Thionville  
L-5886 Hesperange

### Section II : Objet du marché

**Intitulé attribué au marché :**  
Construction d’un hall omnisport au Holleschbiërg à Hesperange.

**Description succincte du marché :**  
Travaux d’installations d’ascenseur

### Section IV : Procédure

**Conditions d’obtention du cahier des charges :**  
Les cahier des charges peuvent également être téléchargés gratuitement sur le site internet du Portail des Marchés Publics : [www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)

### Section VI : Renseignements complémentaires

**Autres informations :**  
*Envergure des travaux :*  
– 1 ascenseur à câbles pour 3 étages  
– Dimensions 3,00 m x 2,60 m  
– 2 000 kg / 26 personnes  
Durée des travaux : 80 jours ouvrables  
Début des travaux : mai 2020

**Conditions de participation :**  
– Effectif minimal en personnel requis occupé dans le métier concerné : 10  
– Chiffre d’affaire annuel minimum requis dans le métier concerné : 1 million d’euros  
– Références pour des ouvrages analogues et de même nature : 3

**Réception des offres :**  
La remise des offres électroniques se fait obligatoirement au moyen du Portail des Marchés Publics : [www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)

**Date d’envoi de l’avis au Journal officiel de l’U.E. :**  
26.08.2019

**La version intégrale de l’avis n° 1901382 peut être consultée sur [www.marches-publics.lu](http://www.marches-publics.lu)**

**Le Collège des bourgmestre et échevins, Marc Lies, bourgmestre Diane Adehm, échevin Georges Beck, échevin Romain Juncker, échevin**



### Avis de marché

**Procédure :** européenne ouverte  
**Type de marché :** Services

**Modalités d’ouverture des offres :**  
Date : 02.10.2019  
Heure : 10.00 heures

**Lieu :**  
Le Fonds Belval  
1, avenue du Rock’n’Roll

L-4361 Esch-sur-Alzette  
Tél. : +352 26840 1  
Email : [soumission@fonds-belval.lu](mailto:soumission@fonds-belval.lu)

### Section II : Objet du marché

**Intitulé attribué au marché :**  
Soumission relative aux services de maintenance HVAC et sanitaire du Bâtiment administratif à Esch-Belval.

**Description succincte du marché :**  
Maintenance HVAC et sanitaire du Bâtiment administratif.

### Section IV : Procédure

**Conditions d’obtention du cahier des charges :**  
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)).

### Section VI : Renseignements complémentaires

**Autres informations :**  
*Conditions de participation :*  
Les conditions de participation sont précisées au cahier des charges.

**Réception des offres :**  
La remise électronique des offres sur le Portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)) est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l’ouverture.

**Date d’envoi de l’avis au Journal officiel de l’U.E. :**  
29.08.2019

**La version intégrale de l’avis n° 1901379 peut être consultée sur [www.marches-publics.lu](http://www.marches-publics.lu)**

## d’LëtzebuengerLand

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983

Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d’Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l’accord écrit de l’éditeur. **Gérant, rédacteur en chef** Romain Hilgert (48 57 57-22; [rhilgert@land.lu](mailto:rhilgert@land.lu)), **Rédaction** Peter Feist (48 57 57-24; [pfeist@land.lu](mailto:pfeist@land.lu)), Josée Hansen (48 57 57-26; [jhansen@land.lu](mailto:jhansen@land.lu)), Ines Kurschat (48 57 57-28; [ikurschat@land.lu](mailto:ikurschat@land.lu)), Pol Schock (48 57 57-1; [pschock@land.lu](mailto:pschock@land.lu)), Pierre Sorlut (48 57 57-20; [psorlut@land.lu](mailto:psorlut@land.lu)), Bernard Thomas (48 57 57-30; [bthomas@land.lu](mailto:bthomas@land.lu)) **Photos** Sven Becker ([sbecker@land.lu](mailto:sbecker@land.lu) ) **Administration** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; [zbelgacem@land.lu](mailto:zbelgacem@land.lu)) **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** [land@land.lu](mailto:land@land.lu) **Internet** [www.land.lu](http://www.land.lu) **Publicité** Maison Moderne Media Sales 10, rue des Gaulois Luxembourg; boîte postale 728, L-2017 Luxembourg (27 17 27 27-32; [francis.gasparotto@maisonmoderne.lu](mailto:francis.gasparotto@maisonmoderne.lu)); **Impression offset** Imprimerie Saint-Paul **Prix par numéro** 4,00 € **Abonnement annuel** 140,00 € **Abonnement étudiant/e** 75,00 € **Comptes en banque** CCPLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLULL : IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGULLULL : IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCEULL : IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELLULL : IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXULL : IBAN LU59 0080 0484 9600 1003

Ruhrtriennale

# Histoires barbares

josée hansen

Nous sommes en 2145 et le parlement célèbre le deux centième anniversaire de la libération du camp de concentration de Mauthausen. L'homme politique qui s'adresse aux députés s'enorgueillit de l'inscription de la démocratie représentative et du racisme européen sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Les « Européens de souche » ou « Bioeuropéens » se sont retirés dans un territoire appelé « ancienne zone européenne », paniqués à l'idée d'une aliénation par l'immigration, « Überfremdung » disent les Allemands. Tous ces musulmans, ces Noirs, ces Juifs... N'est-ce pas scandaleux que ce jeune employé immigré ne sache pas ce qu'est le « Backpulver » (levure chimique) lorsque cette femme inquiète lui en demande dans le supermarché du coin ? Dans *Nach den letzten Tagen. Ein Spätabend* (en référence aux *Letzte Tage der Menschheit* de Karl Kraus, 1918/19) le metteur en scène suisse Christoph Marthaler et sa dramaturge Stefanie Carp, auteure des textes, s'amusent à démasquer le racisme quotidien des Européens. Ceux qui commencent chaque phrase par un « je ne suis pas raciste, mais » ou « je n'ai rien contre les étrangers, mais... » avant de tomber dans les pires clichés stigmatisant l'Autre comme le coupable de tous les maux de notre société.

Le spectacle, qui a ouvert le festival de la *Ruhrtriennale* 2019 la semaine dernière (voir ci-dessous), se joue dans une assemblée parlementaire déserte. Les lieux fondateurs de la démocratie sont souvent la coulisse idéale des metteurs en scène politisés ces derniers temps : Milo Rau imagina une *Assemblée Générale* à Berlin en 2017, Vincent Macaigne fait débiter son apocalyptique *Je suis un pays* au siège

## À Bochum, Heiner Goebbels raconte l'histoire de la violence raciste européenne et Christophe Marthaler son actualité – et son avenir

de l'Onu et l'éblouissant *Ça ira – Fin de Louis* de Joël Pommerat joue à ce moment charnière de la Révolution française où est créée l'Assemblée nationale. Tous ces spectacles rappellent l'importance de la démocratie représentative comme outil d'inclusion de la société. Marthaler et Carp la voient en danger et font défiler les paroles haineuses de ceux qui s'en moquent, les fossoyeurs des droits humains, démagogues racistes que sont les Höcke, Strache, Salvini, Gauland, Weidel... Et posent en contrepoint puisant la musique de compositeurs juifs morts dans les camps de concentration, comme notamment Viktor Ullmann, dont le *Fragment 1943* revient en mélodie durant tout le spectacle : Ullmann n'a même pas eu le temps de noter la partition sur du papier à musique, mais, dans l'urgence, a utilisé de simples bouts de papier. Il est mort peu après à Auschwitz.

Alors que les musiciens (piano, cordes, accordéon) sont placés sur une estrade, les acteurs sont tour

à tour public, orateurs et chanteurs. À onze, ils se perdent dans les sièges orange pop de cet Audimax de l'Université de Bochum qui accueille le spectacle. Le bâtiment brutaliste remontant à la fin des années 1970 offre un espace ovale de plus de 1 500 places, où le public et les acteurs se font face. Pas de scénographie d'Anna Viebrock cette fois-ci, Duri Bischoff (décor) et Andreas Hofer (Phoenix, lumière) utilisent tout le potentiel de cet espace improbable comme sorti de *Clockwork Orange* (Stanley Kubrick, 1971) – jusqu'à l'impressionnant orgue à vents que Marthaler le musicien s'amuse à inclure dans le spectacle.

Le racisme actuel dont nous parle Marthaler a une solide tradition en Europe, semble affirmer en écho Heiner Goebbels. Dans la Jahrhunderthalle de Bochum, il présente *Everything that happened and would happen*, sa nouvelle création réalisée l'année dernière à Manchester, en célébration de la fin de la Première Guerre mondiale. Comme Marthaler, Goebbels allie images, texte et musique (sa propre composition), comme un collage alarmant sur les dysfonctionnements de la société européenne. La base textuelle de Goebbels est le livre *Europeana – Une brève histoire du XX<sup>e</sup> siècle* de l'auteur tchèque Patrik Ouředník (2001), une association libre de faits historiques et d'observations loufoques, toujours liés par la conjonction de coordination « et », sans grande logique formelle – les zoos humains du début du siècle et les fraternisations des ennemis sur le front pour Noël, l'invention du gaz par les Allemands et le positivisme et le dadaïsme, *everything that happened...*



*Everything that happened and would happen* par Heiner Goebbels

Le metteur en scène multiplie ce tableau impressionniste en y adjoignant une composition qui évolue du minimalisme électronique en passant par les sons bizarres des Ondes Martenot jusqu'au finale *crescendo* des percussions. Et en créant une coulisse visuelle souvent inspirée de l'art contemporain, comme ces lumières rappelant le graphisme des installations de Royji Ikeda, les socles comme sculptures, la profondeur de champ créée avec la seule lumière. Ses acteurs sont des ouvriers et en portent l'attirail, des salopettes noires, leur principale activité étant de trimbaler les accessoires, notamment de lourdes boîtes, à travers le gigantesque espace, ou d'accrocher et de décrocher des écrans sur lesquels sont projetées des images du programme *No comment* d'Euronews : le jour de la première y défilèrent des images de pèlerins musulmans à La Mecque ou les manifestations à Hong-Kong.

Le monde d'aujourd'hui, ses espoirs et ses démons, viennent de loin, nous rappellent Heiner Goebbels et Christoph Marthaler. Rien n'arrive par hasard et seule la connaissance du passé évite de reproduire ses horreurs. Le seul problème de leurs magnifiques spectacles est qu'ils prêchent à des convertis, que le public des théâtres est composé de *Bildungsbürger* et que les électeurs de l'AfD, du Rassemblement national ou de la Lega n'y ont pas accès.

*Everything that happened and would happen* de Heiner Goebbels a été joué du 23 au 26 août à la Jahrhunderthalle à Bochum ; *Nach den letzten Tagen, ein Spätabend* de Christoph Marthaler, Uli Fussenegger, Duri Bischoff et Stefanie Carp se joue jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre à l'Audimax de l'Université de Bochum ; détails et autres spectacles sur [ruhrtriennale.de](http://ruhrtriennale.de).

## La culture comme moteur de reconversion

# Oser l'avant-garde

josée hansen

Sept ans avant la construction du premier haut-fourneau à Belval, le Bochumer Verein (consortium des usines locales) construisit, à quelque 300 kilomètres de là, la Jahrhunderthalle à Düsseldorf. À l'image de l'Exposition universelle à Paris en 1900 s'y tenait, en 1902, une « Industrie- und Gewerbeausstellung » vantant les avancées techniques de l'industrie allemande de l'époque. Après l'exposition, qui avait attiré plus de cinq millions de visiteurs, dont l'empereur Guillaume II, la halle de 66 mètres de longueur, vingt mètres de largeur et haute de 21 mètres, fut démontée et déplacée sur le site de l'aciérie de Stahlhausen à Bochum, où elle fut transformée en ...halle des soufflantes.

Après la fin de l'industrie dans la Ruhr, les autorités locales essayent de redynamiser les villes en voie de désertification par la culture et le tourisme qu'elle attire. En 1999 a lieu l'IBA (Internationale Bauausstellung Emscher Park), exemplaire en ce qui concerne la reconversion des friches et la transformation structurelle, aussi pour le gouvernement luxembourgeois (qui était alors juste en train de découvrir les friches de l'Arbed). Encouragé par le succès de cette expérience, le gouverne-

ment du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie décida alors d'implanter un festival culturel pour symboliser son engagement pour cette reconversion. En 2002 est lancée la première *Ruhrtriennale* ; un an plus tard, la Jahrhunderthalle est modernisée et munie d'un grand toit en verre pour en devenir le centre névralgique. Et en 2010, la Kultur Ruhr GmbH organise les manifestations de l'année durant laquelle la région est capitale européenne de la culture sous le titre Ruhr.2010 (avec Essen comme principale ville candidate ; budget global : 63 millions d'euros).

Les similitudes avec l'histoire de la Minette et *Esch-Alzette et sa région, capitale européenne de la culture 2022* sont nombreuses : désindustrialisation, volonté politique de réinvestir dans la région, résilience et fierté locales, espoir de revitalisation via la culture... Tant qu'à faire, Esch 2022 pourrait aussi apprendre de la *Ruhrtriennale*, s'inspirer de ce que ce festival offre de mieux. En voici quelques axes :

**1** Premièrement, la *Ruhrtriennale* a toujours visé haut dans la qualité de son offre de spectacles. Elle l'a fait via son concept d'abord : la société organisa-

trice Kultur Ruhr GmbH nomme à chaque fois un directeur artistique (*Intendant*) pour trois années consécutives. Le premier en fut Gérard Mortier (1943-2014), le sémillant directeur de la Monnaie à Bruxelles, des *Salzburger Festspiele*, puis de l'Opéra national de Paris. L'exigeant Mortier allait mettre la barre très haut, avant les cycles marquants de Jürgen Flimm, Heiner Goebbels ou Johan Simons. Pour la triennale qui s'étire de 2018 à 2020, la directrice artistique est Stefanie Carp, la dramaturge en chef de Christoph Marthaler. Chacun/e de ces directeurs arrive avec ses idées, mais aussi et surtout son réseau de contacts pour programmer des spectacles qui attirent l'attention aussi bien des professionnels que du grand public.

**2** Deuxièmement : l'émulation. À une vingtaine de kilomètres de Bochum se tient déjà un festival de théâtre, les *Ruhrfestspiele Recklinghausen*. Ce festival fut fondé après la guerre, en 1946/47, en collaboration avec les théâtres de Hambourg selon un potlatch « Kunst gegen Kohle », de l'art en échange de charbon – les acteurs jouaient pour les ouvriers, qui les payaient en charbon afin qu'ils puissent se chauffer durant l'hiver à Hambourg. Organisé par

## Ce que Esch 2022 peut apprendre de la Ruhrtriennale – une comparaison

une société cofinancée à parts égales (de 1,1 million d'euros chacune) par la ville de Recklinghausen et le Deutscher Gewerkschaftsbund, il s'adresse toujours au très grand public. Au lancement de la *Ruhrtriennale*, l'ère de leur historique directeur Hansgünther Heyme venait juste de se terminer, son successeur Frank Castorf a failli ruiner le fragile festival et il fut évoqué brièvement de fusionner avec la nouvelle triennale. Mais le scandale entourant le licenciement de Castorf fut tel que Mortier claqua la porte. Le Luxembourgeois Frank Hoffmann, directeur du TNL, devint le sauveur de Recklinghausen. En une décennie, il le développa jusqu'à attirer 81 000 spectateurs en 2015 (pour quelque 300 représentations). Hoffmann misa sur un mélange de pièces classiques, de théâtre populaire, de « stars du petit écran », de programmations jeune public et d'axes thématiques collant à l'époque.

En face, la *Ruhrtriennale* est une Rolls Royce en ce qui concerne les moyens : quinze millions d'euros, dont 80 pour cent proviennent du Land et du Regionalverband Ruhr (le reste de sponsors et de la vente de tickets, toujours abordables, de vingt à 80 euros selon l'emplacement cette année). En 2018, plus de 80 pour cent des tickets furent vendus, 27 000 places payantes, plus 8 000 spectateurs pour les installations et autres manifestations à entrée gratuite. La concurrence entre les deux manifestations crée une véritable émulation, les directeurs artistiques voulant se dépasser en créations et spectacles hors normes.

**3** Ce qui nous amène, troisièmement, vers l'utilisation des sites industriels. La *Ruhrtriennale*

en investit une ribambelle, avec à chaque fois de nouvelles découvertes. En 2015, Johan Simons met en scène *l'Accatone* de Pasolini dans un ancien hall de stockage de charbon à Dinslaken, Philippe Herreweghe dirigeant le Collegium Vocale qui joue des cantates de Bach. Et Warlikowski adapte Proust dans la majestueuse halle Zwec- kel près de Gladbeck. Cette année, Christoph Marthaler joue dans l'Audimax de l'université de Bochum et Heiner Goebbels s'approprie les dimensions monumentales de la Jahrhunderthalle (critique ci-dessus). L'édition de 2019, qui s'est ouverte le 21 août, offre 164 manifestations, dont seize productions propres ou coproductions, à quatorze endroits différents. Chaque édition de la *Ruhrtriennale* est aussi une révélation de nouveaux sites industriels, confrontant le public avec une réalité économique – la région souffre de la fin de l'industrie du charbon – et la beauté de ces bâtiments témoignant d'un passé glorieux.

**4** Quatrièmement : l'importance du patrimoine et du réseau. La *Ruhrtriennale* se déroule sur les sites qui font partie de la *Route Industriekultur*, qui relie 25 anciens lieux industriels, de la mine à la brasserie, et les colonies ouvrières qui vont avec. C'est ce que les défenseurs du patrimoine industriel luxembourgeois prônent depuis deux décennies et que la ministre de la Culture actuelle Sam Tanson (Déi Gréng) a promis de réaliser via l'attribution d'un certain nombre de bâtiments de Belval pour l'organisation de l'année culturelle 2022 et, au-delà, le lancement d'une association de préfiguration pour ce CNCI (Centre national de la culture industrielle) qui avait fait les frais de l'austérité post-crise-2008. Le deuxième réseau essentiel pour la réussite d'Esch 2022 est culturel et humain : souvent, les créations originales se font grâce à l'argent, mais pas seulement. Il est vital d'avoir non seulement un agenda, mais aussi la confiance d'artistes intéressants. Pour cela aussi, tout est en place, le réseau existe, mais il est rhizomique. Il s'agirait maintenant de l'impliquer et de le lier à Esch 2022. Il n'est pas encore trop tard.

La Ruhrtriennale dure jusqu'au 29 septembre ; programme complet : [ruhrtriennale.de](http://ruhrtriennale.de)



Le site de la Jahrhunderthalle à Bochum : modernisation dans le respect du patrimoine industriel



# STIL

## L'engeance touriste

Cyril B.

Si l'on se représente les sept milliards et demi d'habitants de cette planète, on peut toujours les diviser en deux et les observer : regarder la taille des deux groupes, ainsi que leur tendance à croître ou à rester stable, leurs différences comportementales ou leur vitesse d'évolution. Parmi toutes ces lignes de démarcation de l'espèce humaine en deux catégories distinctes, il en est certaines que la plupart d'entre nous ne franchiront jamais : homme / femme, droitier / gaucher. D'autres qui constituent une évolution possible ou inéluctable : riche / pauvre, grand / petit, sain / malade. Certaines se franchissent plusieurs fois par jour : éveillé / endormi, piéton / automobiliste. D'autres, une seule fois au cours d'une vie : mineur / majeur, actif / retraité. Certaines sont un peu floues : jeune / vieux, célèbre / inconnu. Il est une catégorie dont la croissance semble ne jamais s'arrêter, c'est celle des touristes. D'une part, parce que le nombre d'humains grandit chaque jour. D'autre part parce que la proportion de ceux qui peuvent partir en congés augmente elle aussi. Enfin, parce que parmi ceux qui peuvent se le permettre, ils sont de plus en plus nombreux à le faire de plus en plus en plus souvent, quitte à pratiquer la doublette Ryanair + Airbnb.

Les plus chanceux d'entre nous ont ainsi rejoint ces dernières semaines, ou s'apprêtent à le faire dans les prochains jours, cette étrange partie de la population qui enfle un short, met des chaussettes dans ses sandales, soignent de crème solaire ou s'asperge de spray anti-moustique, s'encombre d'une banane ou d'un sac à dos, quand ce n'est pas d'un selfie-stick et d'un chapeau avec protège-nuque. Certes, il n'est pas obligatoire de voyager sur un bateau de croisière, d'emprunter un bus hop-on hop-off, ni de s'inscrire à un voyage de groupe où l'on sera condamné à rejoindre un troupeau suivant un guide qui nous prendra en charge comme de petits enfants. Pourtant, comme si l'on se trouvait en milieu hostile, les réflexes de survie se réveillent dès les premiers signes de dépaysement : une langue étrangère, des noms de rue inconnus, une proportion de voitures allemandes inférieure à 40 %. Premier réflexe, se rassurer, en avançant le nez dans le guide, voire dans le guidon, ou en consultant toutes les critiques postées sur TripAdvisor concernant la moindre activité prévue au programme. Second réflexe, s'identifier à ses congénères par des signes distinctifs tels que l'accoutrement vestimentaire ou l'appareil photo autour du cou. Ainsi, vous créez un faisceau d'indices permettant d'éventuels rapprochements avec d'autres personnes cherchant aussi désespérément un endroit où manger à 19 heures en Andalousie. En même temps, vous envoyez des signaux d'avertissement aux autochtones : je ne suis pas d'ici, je ne conduis pas vite, je ne comprends rien à vos habitudes, mais je viens en paix découvrir votre étrange pays et risquer de perturber mon équilibre intestinal alors que j'au-



Le modèle de l'occidental néo-colonialiste venu dépenser ses dollars en Asie du Sud-Est est dépassé

rais pu rester sur mon canapé regarder toutes les saisons de toutes les séries que j'ai en retard.

Nous sommes peut-être la dernière génération à consulter des albums photos d'une enfance où les clichés n'étaient pas pris en permanence afin d'alimenter un flot continu d'actualités, mais seulement lors d'occasions qui justifiaient de consommer de la pellicule. C'est ainsi que la plupart d'entre nous peut avoir l'impression d'une existence pour le moins contrastée sur le plan vestimentaire où s'alternaient, parfois avec un mauvais goût constant, tenues trop habillées enfilées à l'occasion de cérémonies diverses (mariage de l'oncle machin, communion du cousin bidule) et tenues trop décontractées, de mises lors des vacances (camping sur la Côte d'azur, semaine vieilles pierres et sable fin en Italie).

Il suffit d'observer les rues de la capitale, les salles du Mudam ou la Place d'Armes un week-end pour s'apercevoir que le modèle de l'occidental néo-colonialiste venu dépenser ses dollars en Asie du Sud-

Est ou en Afrique du Nord est dépassé. Parmi les quelques 1 326 millions de touristes internationaux recensés par l'Organisation mondiale du Tourisme en 2017, soit deux fois plus qu'en 2000, l'augmentation liée aux ressortissants des pays émergents est la plus forte. Les Indiens, les Russes ou les Chinois contribuent ainsi pour une part non négligeable à l'augmentation du cours de l'espresso sur la place Saint-Marc, aux bousculades devant la Joconde ou à l'allongement des files d'attente devant la Tour Eiffel.

Si vous avez trouvé qu'il y avait beaucoup de monde au Mont-Saint-Michel cette année, dites-vous que le nombre de visiteurs du site d'Angkor Vat au Cambodge a été multiplié par dix en dix ans ! On se demande quel plaisir il peut y avoir à visiter un site surpeuplé, à l'issue d'une attente interminable, si ce n'est celui de s'immortaliser devant le lieu en question pour le partager sur les réseaux sociaux ou se donner la puérile satisfaction personnelle de se dire « j'y étais ». Depuis cette année, un nombre limité d'accès a été oc-

troqué à la cérémonie d'ouverture du carnaval de Venise. L'ascension du Mont-Blanc est limitée par l'instauration d'un permis obligatoire durant l'été. L'île de Pâques ou, plus près de nous, la dune du Pilat en France, réfléchissent également à l'instauration de quotas.

D'un autre côté, toujours d'après l'Organisation mondiale du Tourisme, le tourisme représenterait 10 pour-cent de toute la richesse produite chaque année dans le monde, soit environ 1 600 milliards de dollars d'exportations. Cette activité serait à la source, directe ou indirecte, d'un emploi sur dix et contribuerait à préserver le patrimoine culturel, l'environnement et la paix dans le monde. Le pragmatisme économique réussirait à convaincre les plus retors des gouvernements là où l'idéalisme politique ou écologique ont échoué... Alors, félicitations à tous ceux qui sont partis en vacances cet été, en attendant de partager peut-être un futur prix Nobel attribué à tous les touristes en tongs et en short de bain !

### L'endroit



On ne va pas être aussi négatif que ceux qui ont hurlé que le nouveau centre commercial de la Cloche d'or était monstrueux et qu'on n'y retrouvait rien. De l'extérieur, il est vrai que ce building hermétiquement cloisonné et accessible par une seule entrée hormis par le grand parking sous-terrain, ne donne pas trop envie. L'intérieur, par contre, est assez agréable, surtout la partie avec les commerces individuels, dont certains, comme Zara Home ou son pendant de H&M, ainsi que ses dépendances Cos et Arket (nouveau au Grand-Duché), les thés Kusmi, Timberland et autres A.S. Adventure trouveront certainement une clientèle adaptée. Le look contemporain du centre n'est pas non plus une punition pour l'oeil. Au niveau gastronomique, par contre, à part **Victorine**, un endroit à tapas et jambons espagnols ou un **Big Fernand** (les burgers, y en a marre à force d'en voir partout), on a du mal à trouver le petit restau sympa et séparé du reste. On se retranche donc dans la brasserie d'Auchan, pas mauvaise du tout, même si la carte y est très traditionnelle comparée au genre de ce nouveau style centre commercial, dont les allées interminables vous font croire que vous zigzaguez dans les couloirs de l'aéroport de Francfort, et où on vous suggère pas mal de choses en six packs. Ce qui semble un peu *too much*, surtout lorsqu'il s'agit de gel douche à la noix de coco qu'on utilisera tout au plus deux mois par an. Le système est imparfait et va devoir être amélioré au fil du temps. On ose l'espérer. GD

### Le blog

Pour tout bon Luxembourgeois, faire un saut à Paris ne se réalise que très rarement sans un bon gueleton dans un étoilé ou une guinguette. Pour s'y retrouver selon le ou les arrondissements à visiter, il y a bien sûr l'aide précieuse des guides classiques ou les conseils plus fûtés du *Fooding* et de Gilles Pudlowsky. Qui préfère se libérer de trop d'avis techniques en lisant des remarques plutôt courtes sur un ton très parlé et semées de petites trouvailles humoristiques, a intérêt de jeter un oeil sur [goulue.fr](http://goulue.fr), un blog rédigé par une petite-fille, fille et sœur de restaurateurs, ce qui démontre d'entrée quelle a le goût et le don d'observation, vu le fait qu'elle est, comme elle dit, « tombée dedans toute petite ». En agrandissant une carte de Paris sur le blog, on pourra détecter les petites trouvailles de la donzelle dans les différents quartiers où on désirera faire collation. Pour donner une idée du style rédactionnel peu académique employé, parmi les dernières trouvailles de juillet une brève sur un restau spécialisé dans le bento au Marché des enfants rouges de la rue de Bretagne se termine par : « Nous ressortons repus et ventrus comme des Bouddha. Bon karma! ». Cette courte formule est aussi parlante qu'un long bla-bla de spécialiste, et les dix photos qui accompagnent le tout sont aussi très explicites. Amoureux de Paname, s'abonner à [goulue.fr](http://goulue.fr) s'avère pratique et vous remplit de bonne humeur. Bon voyage gastronomique ! GD

### d'Land méi mobil

Désormais, les abonnés peuvent lire le Lëtzebuerger Land sur leurs iPad et iPhone, ainsi que sur leurs portables et tablettes pourvus du système d'exploitation Android. Il suffit de télécharger l'application dans l'App Store de Apple ou dans le Play Store de Google.

[www.land.lu](http://www.land.lu)

